

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION

DU

CONTRÔLE OUVRIER EN ITALIE

— AVEC UN APERÇU DANS LES AUTRES PAYS —

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Mars 1922 à 2 heures.

PAR

Georges G. ASSAN

Président : M. A. SOUCHON, professeur.

Suffragants { *MM. Ch. RIST, professeur.*
G. MARTIN, professeur.

PARIS (5°)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot et 12, Rue Toullier

—
1922

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA QUESTION

DU

CONTRÔLE OUVRIER EN ITALIE

— AVEC UN APERÇU DANS LES AUTRES PAYS —

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 2 Mars 1922 à 2 heures.

PAR

Georges G. ASSAN



President : M. A. SOUCHON, professeur.

Suffragants { MM. Ch. RIST, professeur.
G. MARTIN, professeur.

PARIS (5^e)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, Rue Soufflot et 12, Rue Toullier

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PRÉFACE

Parmi les innombrables et lourdes conséquences que la guerre devait provoquer sur tous les terrains, il en est une qui attira l'attention générale au lendemain même de la cessation des hostilités : c'est la forme aiguë que prendrait le conflit de toujours, entre le *capital* et le *travail*.

Des esprits éclairés et prévoyants n'hésitaient pas, durant la guerre déjà, à montrer leur inquiétude en ce qui concerne les relations à venir, entre les soldats qui deviendraient les ouvriers de demain et leurs patrons.

Les politiciens, les économistes, les financiers se rendaient compte bien avant la fin de la lutte, que d'autres luttes en naîtraient, que la situation économique du monde traverserait une crise terrible, que les finances de la plupart des Etats européens se trouveraient dans d'inquiétantes conditions.

Enfin, la révolution russe et le profond bouleversement que provoqua l'institution du régime des Soviets, l'immense soulèvement d'idées qu'il déclencha, ainsi que les transformations qu'ont amenées dans les Empires centraux les révolutions qui suivirent l'armistice, toutes ces causes furent de

nature à modifier et à aggraver les rapports existant dans le monde du travail, entre employeurs et employés.

L'alarme donnée, certaines mesures furent prises dans la plupart des pays en vue de réglementer l'activité industrielle et de protéger, d'une manière efficace, les ouvriers dont le travail était un des éléments principaux du succès des armées.

Mais d'un côté, la plupart des usines étant militarisées ou travaillant dans des conditions tout à fait exceptionnelles en vue des nécessités de la guerre, d'un autre, la préoccupation de tous les gouvernements étant exclusivement tendue vers elle, le moment n'était pas favorable pour une réforme complète de la législation ouvrière.

Ce fut seulement lors des discussions de la paix que la question se posa dans son ensemble et reçut des solutions ou provoqua des suggestions de caractère général, qui furent insérées parmi les clauses du traité de Versailles.

Ainsi, les efforts de chaque gouvernement concernant les problèmes du travail devaient avoir des résultats d'autant plus grands et plus efficaces, que les lois spéciales de chaque pays auraient à l'avenir, dans une large mesure, une portée internationale.

La conférence de Washington s'est précisément réunie dans ce but et c'est dans le même sens que le Bureau du Travail de la Ligue des Nations poursuit ses travaux avec une inlassable et fructueuse activité.

Nous voyons ainsi apparaître, dans ces dernières années, quantité de lois ouvrières et s'agiter de tous côtés le redoutable problème du travail, qui a pris un des tout premiers rangs parmi les grandes questions sociales.

Mais un fait s'impose, surtout, à notre attention : c'est qu'en dehors des multiples lois destinées à réglementer le travail ou à protéger les travailleurs, la paix a amené, avec les changements qu'elle a provoqués dans tous les domaines, *une modification de la conception même qu'on s'était faite sur les rapports existant jusqu'ici, entre le capital et la main-d'œuvre.*

La nature de ces relations, dont la stabilité paraissait consacrée, est ainsi mise en discussion, et beaucoup d'esprits prudents et modérés commencent à accepter l'éventualité de leur modification.

Le contrôle de la part des ouvriers et leur participation à la gestion des entreprises qui les emploient est, à ce point de vue, une des innovations les plus hardies, impatiemment souhaitée par la majorité de la classe ouvrière et vivement redoutée par la plupart des capitalistes.

Pourtant, malgré une opposition acharnée et le péril que pouvait présenter la consécration du principe du contrôle, un certain nombre d'Etats n'ont pas hésité ou ont été obligés à l'introduire dans leur législation, pendant ces deux dernières années.

De ce fait, nous assistons, sur l'un des terrains les plus importants de la vie économique et sociale, à une véritable révolution, destinée à avoir les plus

sérieuses répercussions au point de vue politique. A cet égard, l'expérience qui a lieu en Italie est une des plus remarquables parmi celles qui forment l'ensemble du mouvement, et constitue, par les conditions spéciales dans lesquelles elle se développe, un exemple particulièrement intéressant.

Indiquer ces essais, en définir l'origine, tâcher d'entrevoir l'avenir qui leur est réservé, tel est le but poursuivi dans les développements qui suivent.

INTRODUCTION

Si le terrible malaise économique et financier engendré par la guerre et sa puissante influence morale ont été ressentis par tous les pays anciens belligérants et par la plupart de ceux qui sont restés neutres, il n'est pas douteux que certains d'entre eux en ont été particulièrement affectés.

Il en fut ainsi des Etats nouvellement constitués dans l'Europe centrale, de ceux dont les agrandissements territoriaux changeaient complètement l'aspect d'avant-guerre, ou encore, des pays qui, pour des raisons politiques et économiques spéciales, devaient traverser une période de troubles intenses.

Parmi ces derniers, il en est un, l'Italie, qui, grande puissance victorieuse et jouissant d'une situation et d'une autorité de tout premier ordre, dans le concert des Etats européens, s'est pourtant trouvée dans une situation particulièrement grave au lendemain de la guerre. Et ceci pour de multiples raisons, qui apparaissent aisément lorsqu'on considère dans son ensemble la question italienne, sous les trois aspects différents qu'elle a revêtus depuis le commencement du conflit mondial : la neutralité, la guerre, la paix.

Ainsi, ce qu'il faut d'abord retenir c'est que, seule, parmi les grandes puissances européennes, l'Italie s'est trouvée hors du conflit pendant une longue période, à cause de son ancienne alliance avec les Empires centraux. Cette époque de neutralité lui a été assez favorable matériellement, mais au point de vue moral, elle a forcément entraîné une effervescence d'esprit dangereuse, et a rendu — pour ces deux causes opposées — plus sensible encore, la secousse éprouvée lors de son entrée en guerre.

Une fois jetée dans la terrible mêlée et appelée à y jouer un rôle des rôles principaux, sa situation intérieure s'en est, à certains moments, fortement ressentie, d'une part, en raison des difficultés économiques, provoquées par le manque de combustible et de matières premières indispensables, de l'autre, pour des motifs d'un ordre différent — auxquels la faiblesse momentanée de certains de ses gouvernants n'est pas étrangère — sur lesquels nous ne croyons pas devoir insister ici.

Enfin, la Paix réservait à l'Italie certaines désillusions et maintes difficultés.

D'abord, on ne doit pas hésiter à affirmer que l'Italie n'a pas été satisfaite de sa paix — hélas, elle n'est pas la seule — et que la question de la Dalmatie, de l'Adriatique et surtout celle, si épineuse, de Fiume ont occasionné un vif mécontentement et une profonde agitation dans sa population.

Le problème de Fiume, surtout, a été l'objet de graves préoccupations pour le gouvernement, et la

solution qu'il convenait de lui donner, divisa pendant longtemps, aussi bien les partis politiques, que les masses populaires, en fournissant aux extrémistes des deux côtés un prétexte favorable pour mener leurs provoquantes campagnes et déclencher d'âpres luttes intestines.

Si telles étaient les difficultés d'ordre politique, la crise économique aiguë que traversait le pays, ne pouvait qu'aggraver sa situation générale.

Après les secousses ressenties par la transition de l'état de guerre à celui de paix, l'activité industrielle commence à souffrir gravement de la cherté du combustible, pour lequel l'Italie est tributaire de l'étranger, de celle du fret et de la main-d'œuvre — dont le bas-prix constituait avant la guerre un de ses avantages — ; voyant ainsi ses prix de revient augmenter dans de très fortes proportions, l'industrie s'achemine vers une crise redoutable.

Pendant ce temps, la dépréciation du change et la cherté toujours croissante de la vie, d'une part, d'une autre, l'influence grandissante que prenait sur les masses ouvrières le parti communiste en plein développement, et la faiblesse persistante des gouvernements, sans initiative et sans action coordonnée, ne font que tendre davantage la situation.

D'ailleurs, nous nous empressons d'ajouter que dans de semblables conditions, la tâche qui incombait au gouvernement était incontestablement très lourde. Tirailé à droite par les nationalistes à outrance — qui réclamaient une politique de con-

quêtes territoriales, et accusaient de trahison toute initiative conciliante — harcelé à gauche par les extrémistes — qui adeptes, pour la plupart, du nouvel évangile de Moscou, prennent prétexte des résultats insatisfaisants de la guerre pour mener une campagne démoralisante — avec des partis modérés divisés et un Parlement qui n'était que le reflet de cette situation, le gouvernement, appuyé sur une majorité incertaine, avait une attitude hésitante devant une opinion publique impressionnable et désemparée.

Ainsi donc, difficultés politiques extérieures et intérieures avec les troubles d'ordre moral qui en résultent, crise économique intense avec l'agitation qu'elle provoque dans le monde du travail — et pour l'atténuation de laquelle l'élément patronal n'a peut-être pas tout fait — voilà un ensemble de circonstances de nature à donner lieu aux événements les plus redoutables.

Au point de vue qui nous intéresse, celui des relations entre le capital et le travail, les conséquences de ces événements ont été particulièrement graves, et les troubles qui en sont résulté pour l'industrie italienne, des plus inquiétants. Le violent conflit provoqué dans la métallurgie et l'occupation des usines par les ouvriers, en fut le point culminant ; la résignation des patrons — par suite de l'intervention gouvernementale — à *la consécration sous forme de projet de loi du principe du contrôle ouvrier*, en est le très important résultat.

Nous nous proposons maintenant de préciser les différentes phases du conflit en spécifiant leurs causes, avant d'arriver à l'accord de Turin du 16 septembre 1920 qui l'a résolu, et au projet de loi de contrôle ouvrier déposé le 8 février 1921 sur le bureau de la Chambre, par le premier ministre M. Giolitti.

Nous tâcherons de faire ressortir le conflit d'idées que cette initiative hardie a soulevé dans le monde du travail, entre les partis politiques et dans l'opinion, et nous indiquerons les diverses lois similaires ou les tentatives qui ont eu lieu dans les autres pays.

Enfin, pour l'avenir, nous essayerons de dégager certaines considérations qui nous paraissent devoir dominer une réforme concernant le contrôle ouvrier.

PREMIÈRE PARTIE

LE MOUVEMENT OUVRIER EN ITALIE APRÈS LA GUERRE ET LE PROJET DE LOI SUR LE CONTROLE DES INDUSTRIES

CHAPITRE PREMIER

LE CONFLIT DANS L'INDUSTRIE MÉTALLURGIQUE

SECTION I

Origines du conflit.

Le conflit éclaté dans l'industrie mécanique et métallurgique italienne tire ses origines dans la crise qui s'empara de celle-ci, au lendemain de la guerre.

Pendant toute la durée des hostilités, le travail intensif réclamé par les nécessités extraordinaires des armées, donna à cette industrie un merveilleux développement. L'augmentation de capital de sociétés existantes, 91, en 1918, pour la somme totale de

828.086.000 liras, et la création pendant la même période de 79 nouvelles entreprises avec un capital souscrit de 184.370.000 liras — représentant ensemble le chiffre imposant de 1.012.456.000 liras investis dans une seule année — en sont de frappantes illustrations ¹.

Mais avec la paix, la situation changea brusquement et de graves difficultés se firent jour provoquées, surtout, par le manque et la cherté du combustible et du minerai de fer. L'Italie étant tributaire de l'étranger pour ces produits, la dépréciation du change constitue un sérieux obstacle à leur importation ². A cela s'ajoutait l'augmentation des salai-

¹ En 1917, 56 sociétés existantes ont augmenté leur capital pour la somme de 215.247.000 liras et 62 sociétés nouvelles ont été créées avec un capital souscrit de 89.815.000 liras. Le chiffre total des sommes investies en 1917 est ainsi de 305.062.000 liras. (*Annuario Statistico Italiano 1917-18 del Ufficio centrale di statistica*).

² La quantité de charbon utilisée par l'industrie mécanique et métallurgique a été en 1913 de 2.129.800 tonnes. (*Annuario Stat. It.*).

L'importation de charbon a été de 10.834.000 tonnes en 1913.

Pendant la guerre, les besoins de l'Italie ne furent plus satisfaits qu'en partie ; elle n'obtint que 5.037.000 tonnes en 1917 et 5.841.000 tonnes en 1918. Depuis, l'importation du charbon marque une importante progression. Voici pour l'année 1919, les quantités importées et les différents pays de provenance (en tonnes) :

Angleterre	4.690.000
Etats-Unis	1.159.000
France	220.000
Allemagne	77.000
Belgique	71.000
Autres pays	9.000
Total	6.226.000

res et la difficulté de plus en plus grande de placer les produits en raison de la disparition de l'Etat comme acheteur peu exigeant et presque exclusif; il n'est dès lors pas étonnant qu'une crise inquiétante en soit résultée.

De cette situation, les ouvriers furent, naturellement, les premiers à souffrir et le renchérissement chaque jour croissant de la vie provoqua partout des réclamations en vue d'une augmentation des salaires, et une agitation, dont l'intensité fut encore accrue par le souvenir des profits exceptionnels occasionnés aux entrepreneurs par la guerre.

Après de nombreux mouvements dans ce sens et quelques concessions de la part des industriels, les pourparlers entamés entre la Fédération des ouvriers métallurgistes et l'organisation patronale aboutirent à l'accord du 20 février 1919, qui, sous forme de contrat collectif, limitait à 48 heures par semaine la durée du travail, réglait le taux des salaires et créait, dans chaque usine, des commissions intérieures destinées à surveiller l'application des dispositions contenues dans ce contrat.

Mais dans les mois qui suivirent, les difficultés provoquées par l'application de ces diverses dispositions, et, surtout, par de nouvelles revendications ouvrières, ainsi que les menées des extrémistes, spéculant habilement les difficultés de l'heure, conduisirent, malgré un accord partiel conclu au mois de juin à Turin, à la déclaration de grève, au commencement d'août.

Ce ne fut qu'après l'intervention du premier ministre d'alors, M. Nitti, les industriels ayant cédé à la plupart des nouvelles réclamations qui leur avaient été présentées, que la grève prit fin le 1^{er} octobre, après deux mois de résistance acharnée, des deux côtés¹.

Ce ne fut, toutefois, qu'une accalmie; les mêmes causes subsistant, des effets similaires devaient encore se produire.

Ainsi que le disait très exactement au Sénat, M. Labriola, ministre du Travail, deux thèses étaient en conflit : celle des industriels, qui tendent à démontrer que le salaire doit correspondre aux conditions spéciales dans lesquelles se trouve l'industrie, et celle des ouvriers, qui soutiennent que le salaire doit correspondre aux nécessités de la vie.

Entre ces deux thèses opposées, la conciliation était difficile à un moment où la crise industrielle sévissait et où la cherté croissante de la vie rendait la classe ouvrière chaque jour plus exigeante.

SECTION II

Organisation des forces syndicales et politiques.

Dans la lutte que mènent les ouvriers métallurgistes, ceux-ci sont représentés par les quatre organisations syndicales qui les groupent :

¹ Les salaires perdus par les ouvriers pendant cette grève se chiffrent à 100 millions de liras. RICARDO BACHI, *Italia economica nel 1919*, p. 405, Casa editrice Lapi, Città di Castello, 1920.

La plus importante est celle qui adhère à la Confédération générale du Travail : la F. I. O. M. ou « Fédération italienne des ouvriers métallurgistes » qui autant par le nombre de ses adhérents, que par la notoriété de ses dirigeants, tient la tête du mouvement. A sa suite viennent le « Syndicat national des ouvriers métallurgistes » patroné par le parti populaire, « l'Union italienne du Travail » — peu importante — de tendances républicaines, enfin l'« Union syndicale italienne » se trouvant sous l'inspiration des anarchistes.

La première de ces organisations est soutenue, dans son action, par l'appui puissant et les moyens étendus dont dispose la Confédération générale du Travail. Celle-ci, qui voit son importance s'accroître chaque jour¹, est étroitement liée au parti socialiste ; son actif secrétaire M. d'Aragona en est un des membres les plus influents.

Quant au Syndicat National, il fait partie de la Confédération italienne des travailleurs, organisation rivale de la C. G. T., mais beaucoup moins importante, groupant les syndicats « blancs », avec une doctrine syndicale chrétienne, évolutionniste et participationniste, qui exclut toute idée de violence. Elle se rattache au parti populaire catholique, fortement représenté au Parlement, où il siège à la droite des

¹ La C. G. T. avait en 1919 : 1.159.062 adhérents. *La Confederazione generale del Lavoro nel sessennio 1914-20*. Relazione di Ludovico d'Aragona, *La Tipografica*, Milano, 1921.

socialistes, et qui, d'attitude encore assez hésitante, ne répugne pas à collaborer avec le gouvernement.

Sur le terrain politique, les forces socialistes assez divisées, subissent des changements d'orientation importants et des modifications dans leurs organes de direction.

Au début de 1919, le parti socialiste était divisé en plusieurs fractions : celle de la « concentration », dirigée par MM. Turati et Trèves, de nuance modérée et ne repoussant pas, *à priori*, une collaboration éventuelle au gouvernement ; celle de Lazzari qui, en attendant la Révolution, voulait une conquête méthodique de l'Etat ; celle, plus avancée, de Seratti — directeur de l'« *Avanti* », organe du parti — pour qui l'action directe pouvait être un moyen, malgré sa participation actuelle aux élections ; enfin, celle des extrémistes.

La direction du parti se trouvait aux mains du groupe Seratti, le lendemain du Congrès qui eut lieu à Bologne, en octobre 1919, et qui en éloignant la fraction Turati, détermina un violent coup de barre à gauche. L'adhésion à la III^e Internationale fut même décidée, en principe, mais sur ce point de vives discussions suivirent et les *instructions* qui arrivaient de Moscou provoquèrent les plus âpres polémiques, entre les deux extrêmes du parti.

Les modérés avec MM. Turati, Trèves, Modigliani, d'Aragona et autres, qu'on appelait volontiers les « tièdes », les « réformistes », considéraient la révolution comme impossible en Italie, ou le cas échéant,

comme étant destinée à provoquer la ruine complète du pays. Ils se refusaient à toute violence, et préconisaient une œuvre de réformes et de conquêtes progressives. Vers la gauche, les unitaires avec Seratti — qui détenaient la direction du parti — bien que partisans de Moscou, n'admettaient pas la violence et la révolution à tout prix. Enfin, à l'extrême-gauche, les communistes et les révolutionnaires étaient intransigeants, demandaient l'emploi de l'action directe et voulaient exclure du parti tous ceux qui n'étaient, à leurs yeux, que des « sociales-démocrates », voire même des traîtres.

Entre ces courants divergeants, l'unité du parti était naturellement fort menacée et par-dessus les dissentiments, la nécessité de la sauvegarder apparaissait comme indispensable, à tous ceux qui n'étaient pas des extrémistes.

Cet état de choses, qui affaiblissait sérieusement l'action du parti socialiste, durera jusqu'au Congrès de Livourne du 15 janvier 1921.

Tel était l'aspect que présentaient les organisations syndicales et politiques appelées à soutenir dans le conflit, le mouvement ouvrier.

SECTION III

Le conflit.

Après la grève qui prit fin au mois d'août 1919, l'agitation parmi les ouvriers de la métallurgie ne tarda pas à réapparaître et les conflits isolés recom-

mencèrent par endroits, occasionnés par le chômage¹, ou par de nouvelles revendications : augmentation des salaires, indemnités de vie chère, heures supplémentaires ; soit par des motifs de discipline et de licenciement, ou encore par les difficultés auxquelles donnait lieu le fonctionnement des commissions intérieures dans les usines.

Mais à part l'action d'ordre purement économique, les organisations ont aussi des visées de nature politique et sociale et leur activité est également dirigée vers la conquête d'un contrôle et d'une participation à la gestion des entreprises. A cet égard, les éléments extrémistes voudraient la transformation immédiate des commissions intérieures, instituées par le contrat signé en février 1919, en conseils d'usines, et leur organe communiste de Turin, l'« *Ordine Nuovo* » — d'ailleurs remarquablement rédigé — profitant de la tension des relations entre patrons et ouvriers, pousse ces derniers à l'intransigeance, voire même à la violence.

Ainsi, l'effervescence qui se manifeste dans le monde du travail est entretenue et aggravée par une campagne systématique d'excitation, qui appelle chaque jour à la révolte.

Les résultats de ces menées ne tardèrent pas et le

¹ Le nombre des chômeurs après la reprise du travail a été de 23.020 le 31 octobre, de 17.574 le 30 novembre et de 15.795 le 31 décembre. BACCHI, *op. cit.*, p. 197.

Le nombre des ouvriers travaillant dans l'industrie métallurgique approche 1/2 million.

coup de main, heureusement vite réprimé, sur les usines « Ansaldo » des environs de Gênes, au commencement de 1920, en constitue un bien triste exemple.

Pendant ce temps, le parti socialiste et la C. G. T. qui conservaient une attitude de sage modération, perdaient parfois, à cause de dissensions internes, leur autorité sur les masses ouvrières.

C'est également par le manque d'une ligne de conduite commune et raisonnable que les industriels faisaient preuve de faiblesse. Enfin, c'est par l'absence d'une politique ferme au point de vue économique et ouvrier et de mesures salutaires et apaisantes¹, que le gouvernement vit son autorité amoindrie, devant les agissements qui troublaient la production du pays et sa paix intérieure.

Le terrain étant favorable, l'agitation continue pendant toute la première moitié de l'année 1920 et c'est dans cet état de chose, que la Fédération italienne des ouvriers métallurgistes convoqua ses secrétaires régionaux à un congrès à Gênes, le 20 mai, pour élaborer le mémoire, qui fut présenté à l'organisation syndicale des industriels² le 18 juin, à Milan.

Les trois autres organisations ne tardèrent pas à agir pareillement et à présenter des demandes, qui

¹ Il en fut ainsi, en ce qui concerne les subsides accordés aux chômeurs (Décret du 5 janvier 1919).

² Federazione nazionale sindacale della industria meccanica e metallurgica, dont le siège est à Milan.

ne faisaient qu'amplifier celles formulées par la F. I. O. M.

Parmi ces revendications, l'augmentation des salaires figurait en premier lieu, ainsi que l'indemnité de vie chère que les ouvriers voulaient voir correspondre au renchérissement continu des objets de première nécessité. De même, ils insistaient sur l'unification des systèmes de rémunération dans les différentes industries, sur le pourcentage pour les heures supplémentaires, sur les indemnités pour renvoi ou arrêt du travail ne dépendant pas du personnel.

En plus, dans le mémoire du syndicat national (l'organisation blanche) il était question de participation aux bénéfices avec contrôle approprié et d'actionnariat ouvrier¹.

La Fédération patronale ayant reçu ces divers mémoires, fit aussitôt connaître aux organisations ouvrières qu'elle ne pourrait les entendre qu'en commun, après un accord préalable. Mais cela était une impossibilité pour les quatre groupements, qui, chacun, avait ses revendications propres et des moyens de lutte différents; tout ce qu'ils consentirent fut de se réunir pour écouter ensemble les déclarations des industriels.

La réponse de ces derniers ne se fit pas attendre et

¹ VALENTE G. *Il regime associativo delle aziende*, p. 25, Buffetti, Roma, 1921. Le docteur Valente est directeur de l'organe de la Confédération blanche : *Domani sociale*.

dans la seconde quinzaine de juillet ils déclarent ne pas pouvoir accéder aux demandes ouvrières, en raison de la crise que traverse l'industrie.

La polémique qui s'ensuivit entre les deux partis tendait à démontrer pour les uns, les difficultés et les pertes qu'éprouvaient leurs entreprises, pour les autres, leurs nécessités et la possibilité qu'avaient leurs adversaires à les satisfaire. Les représentants ouvriers n'hésitaient pas à affirmer que les motifs invoqués par les industriels, quant à la gravité de la crise, n'étaient pas de nature à les convaincre et que l'industrie métallurgique se trouvait dans des conditions satisfaisantes.

Les considérations contraires continuèrent à être exposées, notamment par M. Jarach, représentant l'Association des industries métallurgiques et mécaniques, qui faisait valoir les prix du charbon et du minerai de fer, plus élevés en Italie que dans la plupart des autres pays¹, les difficultés d'exportation des produits fabriqués à cause des tarifs prohibitifs de l'étranger, et au contraire, le manque de protection à l'intérieur, de la part du gouvernement. Enfin, considérant comme acceptable la proportion entre les

¹ M. LOUIS HAUTECŒUR cite dans son intéressant ouvrage : *l'Agitation des ouvriers métallurgistes en Italie*, p. 22, les précisions apportées au nom des industriels par l'avocat Rotigliano en ce qui concerne le prix du charbon qui est de : 1.160 livres en Italie, contre 271 livres en Angleterre, 350 en Amérique, 479 en Belgique et 616 en France. Quant au prix de la fonte, elle est de 1.230 livres en Italie contre 364 livres en Amérique, 376 en Angleterre, 843 en Belgique et 907 en France.

salaires actuels et le coût de la vie, l'organisation patronale démontrait les énormes sacrifices qu'entraînerait l'acceptation des nouvelles revendications¹.

De son côté, le député Bruno Buozzi, l'énergique secrétaire général de la F. I. O. M., faisait remarquer que la modicité des bénéfices ou les déficits possibles de certaines entreprises pourraient bien être le résultat d'une mauvaise gestion; que dans son ensemble l'industrie métallurgique était prospère, et qu'en tout cas, les salaires des travailleurs qu'il représente étant insuffisants devant les nécessités actuelles de la vie, leur augmentation était absolument justifiée.

Il est à remarquer à ce propos, que les industriels avaient commis l'erreur tactique de défier l'organisation ouvrière de leur prouver qu'ils étaient en mesure d'augmenter les salaires. Comme il fallait s'y attendre, les ouvriers leur demandèrent, en réponse, de les laisser examiner leur gestion.

§ 1.

L'occupation des établissements.

Ainsi, ouvriers et patrons étant retranchés sur des positions totalement opposées, et maintenant chacun

¹ Les augmentations de salaires réclamées, en 1920, dans l'industrie métallurgique atteindraient 1 1/2 milliards, d'après les déclarations faites à la séance du Sénat du 8 février 1920, par M. Conti, président de la Confédération de l'Industrie.

leur point de vue, les négociations se trouvèrent suspendues.

Devant cette situation, la F. I. O. M. convoqua, le 17 août, le Congrès national des métallurgistes, et c'est à la suite de ses délibérations, que l'obstructionnisme fut décidé dans toutes les usines à partir du 19 du même mois.

La grève perlée commença donc à cette époque et, s'intensifiant chaque jour, donna lieu à de nombreux incidents dans les différents établissements et diminua sensiblement la production.

Pendant ce temps, tout en continuant, de part et d'autre, à invoquer la nécessité de reprendre les discussions, on commença à agiter dans le monde patronal l'idée du lock-out, rendu indispensable à la suite de l'attitude des ouvriers ; à quoi ces derniers ripostèrent qu'ils n'hésiteraient pas à recourir à la violence pour se maintenir dans les usines.

Mais si, en ce qui concerne le lock-out, l'Association des industries métallurgiques et mécaniques n'avait encore pris aucune décision, l'occupation éventuelle des usines avait été prévue par la Fédération des ouvriers.

Aussi, après une dernière tentative infructueuse de conciliation du ministre du Travail, le 28 août, les établissements « Romeo » de Milan, ayant décidé de leur propre initiative de fermer leurs portes le 30 — sans attendre une disposition d'ensemble de l'Asso-

ciation¹ — les ouvriers en prennent immédiatement possession.

Le lendemain 30 août, le lock-out général est proclamé, suivi aussitôt de l'ordre d'occupation des usines, lancé par le Comité central d'agitation de la F. I. O. M.

Pendant les premiers jours de septembre, tous les établissements métallurgiques et mécaniques, les chantiers navals, etc. furent successivement occupés, à Milan, Turin, Gênes, Naples et ainsi de suite dans toute l'Italie, provoquant de nombreux incidents accompagnés par endroits de la séquestration passagère de directeurs et d'ingénieurs².

¹ Le caractère spontané de cette initiative est d'ailleurs nié par l'organisation ouvrière, ainsi qu'il ressort d'un passage du manifeste rédigé par le Comité central de la F. I. O. M. :

« Le consortium régional lombard des industriels métallurgistes a essayé de faire croire que la société « Romeo » a agi contrairement aux ordres reçus ; mais on ne doit pas le croire. La société « Romeo » n'a fait que suivre à la lettre les incitations du « Consortium lombard » lequel — la chose est notoire — ne fait qu'inciter depuis longtemps ses associés et tous les industriels d'Italie, à la plus obstinée résistance contre toute revendication ouvrière » (d'ARAGONA, *op. cit.*, p. 82).

Il est pourtant à supposer que la société « Romeo » soit allée au-devant des décisions de l'Association des industries métallurgiques et mécaniques étant donné le caractère d'ensemble que ses dispositions devaient probablement revêtir.

² Voici la proclamation lancée le 4 septembre par la F. I. O. N. aux ouvriers, pour leur spécifier le caractère de simple gage de l'occupation et les stimuler à la résistance :

« Vous vous trouvez dans les usines ! Celles-ci constituent un gage formidable que le prolétariat cédera lorsqu'il sera sûr de la situation.

« La grève ne nous aurait pas donné la force que nous possédons

Ces derniers, après avoir énergiquement protesté contre ces attentats à la liberté, décidèrent de se tenir en dehors du conflit et de quitter les établissements occupés.

Quant au gouvernement, il se réfugie dans une prudente neutralité, attitude qu'il justifie par la nécessité de laisser se résoudre sans l'intervention de l'autorité, un problème d'ordre économique dans lequel les intéressés doivent arriver, par eux-mêmes, à une solution qui, seule, présentera une garantie de stabilité¹.

aujourd'hui. Il est nécessaire que les compagnons fassent l'effort de rester dans l'usine le dimanche, avec la même fermeté que les autres jours.

« Les industriels ont déclaré qu'ils ne payeraient pas afin de décourager les faibles et les hésitants et les persuader à quitter les usines, pour les faire ensuite occuper par la force.

« Cela ne doit pas arriver ; nous sommes dans la phase aiguë d'une lutte magnifique. Nous avons des usines en otage dans toute l'Italie ; nous devons y rester...

« Tout le prolétariat suit notre lutte avec anxiété ; tout entier, il est avec nous !... ».

« Le Comité de la F. I. O. M. »

¹ A ce propos, certains membres du gouvernement allèrent même plus loin et précisèrent leurs opinions favorables au point de vue ouvrier.

Ainsi le ministre du Travail, M. Labriola, n'hésitait pas à déclarer que : « le régime capitaliste ne peut plus donner ce que l'on attend de lui et qu'en même temps il ne se dessine pas un nouveau régime économique... Il est question aujourd'hui de mettre en mouvement les institutions intermédiaires, qui permettront aux ouvriers d'expérimenter des voies nouvelles ; mais naturellement cela ils doivent le faire eux-mêmes, et non pas sous la pression de l'Etat » (*Comunicazioni della Presidenza a l'Assamblea generale dell' Unione delle Camere di commercio italiane*, Trieste, décembre 1920).

Cette appréciation peut à première vue paraître imprudente, si l'on ne songe pas aux conséquences qu'aurait pu provoquer une intervention de la force publique, destinée à imposer la volonté du gouvernement. Il faut considérer, à cet égard, l'importance de la force nécessaire pour donner l'assaut à toutes les usines occupées, ou à garantir celles qui ne l'étaient pas encore, les conflits sanglants que ces opérations auraient occasionnés, les désastres matériels qui en seraient résultés. Enfin, il ne faut pas oublier les difficultés nombreuses qu'éprouvait le pays et les circonstances pénibles auxquelles elles donnèrent naissance à l'occasion de l'affaire de Fiume, quand des éléments réguliers importants de l'armée se mirent hors la discipline.

Devant ces considérations, on ne peut pas juger à la légère l'action d'un gouvernement qui, se trouvant en face de telles responsabilités avec des moyens peut-être incertains, choisissait la manière la moins énergique, mais certainement la plus prudente¹.

¹ Voici à ce propos les déclarations faites par M. Giolitti, dans son discours du 20 septembre 1920, devant le Sénat : « ... Je ne suis pas de l'avis du sénateur Dante Ferraris quant à l'intervention du gouvernement dans les simples conflits entre capital et travail ; en pareil cas le gouvernement doit rester d'une neutralité vigilante, à moins que son intervention ne soit requise pour une tâche de pacification.

« ... J'ai déconseillé aux industriels de déclarer le lock-out et je leur ai dit qu'ils n'avaient pas à compter sur la force publique. Le gouvernement n'a donc pas failli à ses promesses. On a dit que le gouvernement aurait dû empêcher l'occupation des usines ou les faire évacuer. Pour empêcher l'occupation, en admettant qu'on pût arriver à temps et d'une manière foudroyante, il fallait mettre une gar-

§ 2.

L'attitude des organisations adverses.

Sur ces entrefaites, une importante réunion eut lieu à Milan, le 5 septembre, entre les représentants de la Confédération générale du Travail, la direction du parti socialiste, l'Organisation des métallurgistes et les secrétaires des Chambres du Travail.

Après plusieurs jours d'amples débats, durant lesquels le point de vue modéré de la C. G. T., solidaire à la F. I. O. M., fut opposé à celui de la direction du parti — au nom duquel son secrétaire M. Gennari demandait l'extension du mouvement sur le terrain politique — et celui des extrémistes, qui voulaient la révolution, l'ordre du jour d'Aragona fut voté le 11, faisant ainsi triompher la thèse de la C. G. T. Il fut en conséquence décidé que la lutte, ne pouvant être circonscrite à une seule catégorie syndicale, serait dirigée par la C. G. T., mais qu'elle se limiterait au terrain purement économique. En même temps, la question du contrôle ouvrier fut nettement posée ainsi qu'il ressort de la motion suivante votée à une très forte majorité :

nison dans chacun des six cents établissements ; il y fallait toute la force dont le gouvernement disposait. Les ouvriers hors des fabriques auraient été laissés sans surveillance et la sûreté publique eût été négligée. Dans les établissements, j'aurais fait courir le risque à la force publique d'être encerclée. Pour faire évacuer les usines, il aurait fallu combattre et risquer de graves conséquences, alors que la C. G. T. assurait que le mouvement n'était pas politique, mais économique...».

« Le Conseil National de la Confédération générale du Travail, après avoir entendu la relation du secrétaire général de la F. I. O. M. et du Conseil directif de la Confédération sur l'œuvre entreprise en vue d'obtenir une solution satisfaisante du conflit survenu entre employeurs et employés.....

« considérant que l'extension et l'importance prise par le mouvement ne comporte et n'admet plus seulement des solutions sur le terrain des compétitions figurant au mémoire des métallurgistes, et que le mouvement historique n'admet plus les rapports actuels entre le patronat et les ouvriers ;

« approuve les délibérations du Congrès de Milan entre la C. G. T. et la direction du parti socialiste, fait siennes leurs conclusions, en décidant que la direction du mouvement sera assumé par la C. G. T. avec l'aide du parti socialiste ;

« Décide : que la lutte ait pour objet la reconnaissance..... par le patronat du principe du contrôle syndical des entreprises, en entendant par là livrer passage aux conquêtes plus importantes, qui doivent inmanquablement conduire à la gestion collective et à la socialisation, pour résoudre ainsi d'une manière organique, le problème de la production.

« Le contrôle syndical donnera à la classe ouvrière la possibilité de se préparer techniquement et de substituer (en union avec les forces techniques et intellectuelles, qui ne sauraient refuser leur concours à une œuvre d'une aussi haute portée) à l'autorité

déclinante du patronat, son autorité nouvelle... »¹.

La question du contrôle syndical étant ainsi définitivement posée, la C. G. T. réclamait la constitution d'une commission paritaire destinée à étudier l'introduction du principe dans la législation et à établir un projet de loi, à cette fin.

De son côté, la Confédération générale de l'Industrie, considérant que le conflit métallurgique avait, par son énorme extension, complètement perdu son caractère initial, se décida à assumer la direction de la résistance, devant un mouvement qui, dépassant un intérêt syndical limité, mettait en jeu les principes même de l'économie nationale et les intérêts vitaux du pays.

Ceux-ci étaient en effet fortement atteints, non seulement à l'intérieur où les troubles provoqués par cette situation anormale donnaient lieu à d'inquiétantes répercussions, au point de vue moral et matériel, mais aussi en ce qui concerne les relations avec l'étranger.

Les conséquences s'en firent gravement sentir par l'annulation d'importantes commandes ou l'abstention d'en passer de nouvelles, par la restriction du crédit étranger accordé aux entreprises ou aux établissements bancaires, par la rupture de nombreuses traitatives concernant l'investissement de capitaux étrangers en Italie².

¹ D'ARAGONA, *op. cit.*, p. 90.

² Voir à cet égard l'intéressante enquête publiée par la Confédéra-

Les préjudices causés au pays par ce manque de confiance étaient de nature à compromettre sérieusement sa situation sur le marché européen.

Pendant ce temps, la gestion entreprise par les ouvriers dans les établissements occupés rencontrait maintes difficultés.

Le combustible ne tarda pas à manquer, ainsi que la plupart des matières premières et les fonds nécessaires à l'exploitation ; le départ des directeurs, des employés et des ingénieurs laissa les usines sans direction compétente, sans administration et sans techniciens, indispensables à leur fonctionnement.

Pour remédier à cet état de choses, diverses mesures furent prises et l'occupation d'entreprises connexes ou complémentaires fut jugée nécessaire. Ainsi, la Chambre du Travail de Milan donna, le 10 septembre, l'ordre d'occuper toute une série d'usines chimiques, textiles et autres, et de décharger dans différentes gares les wagons contenant les matières premières nécessaires.

Le mouvement prit de ce fait une ampleur inquiétante et, ces mesures étant inaptes à écarter les obstacles insurmontables qui entravaient la marche normale des établissements, la production se trouva presque anéantie.

tion générale de l'Industrie : *L'occupazione delle fabbriche e le sue repercussions nei nostri rapporti economici con l'Estero*, Roma, 1921.

CHAPITRE II

LA SOLUTION DU CONFLIT MÉTALLURGIQUE ET LE CONTROLE OUVRIER

SECTION I

L'intervention du gouvernement.

Après l'occupation des usines, la première reprise de contact entre les organisations des parties adverses eut lieu, sous les auspices du préfet de Milan, le 12 septembre 1920.

A cette occasion, la C. G. T. formula nettement aux délégués des industriels *la demande concernant la reconnaissance du contrôle ouvrier* sur leurs entreprises ; mais ceux-ci ajournèrent toute réponse, en attendant la réunion de la Confédération industrielle, qui devait avoir lieu le 16 du même mois.

Sur ces entrefaites, le gouvernement, sortant de la réserve qu'il s'était imposée jusque-là, convoqua le 15 septembre à Turin, où se trouvait M. Giolitti, les représentants de la C. G. T. et de la F. I. O. M., ainsi que les délégués de la Confédération générale de l'Industrie. Après avoir écouté les deux thèses en présence, et malgré l'intransigeance patronale quant à l'évacuation des usines, le Premier Ministre invoquant l'esprit nouveau qu'exigent de nos jours les

relations entre le capital et le travail réussit, en usant de toute son autorité personnelle, à faire accepter des deux côtés, la nomination par décret d'une commission paritaire appelée à résoudre la question du contrôle ouvrier.

Un communiqué de l'agence *Stefani* du 16 septembre annonçait en ces termes la décision prise : « Ayant entendu les représentants des ouvriers et des industriels réunis à Turin à sa demande, le Président du Conseil a résolu la question du contrôle syndical sur les entreprises, en nommant par décret une commission paritaire chargée de préparer un projet de loi, qui sera présenté par le gouvernement à la Chambre, lors de sa rentrée ».

Un grand pas venait d'être fait vers la solution du conflit.

L'assemblée des délégués de la Confédération générale de l'Industrie, suspendue le 14 septembre, fut reprise, à Milan, deux jours après. A la suite de débats très animés, s'inclinant devant l'intervention et la volonté du gouvernement, les représentants de l'industrie acceptèrent le principe du contrôle ouvrier qui, précédé d'une longue déclaration, fut inséré dans l'ordre du jour voté.

Celui-ci commence par protester contre l'occupation des usines, exige leur évacuation avant toute collaboration à la commission paritaire instituée par décret, formule des demandes se rapportant au rétablissement de la discipline et aux renvois rendus

nécessaires à cet effet et refuse le payement des salaires pendant la période de l'occupation ; enfin, remet à la Fédération syndicale de l'industrie mécanique et métallurgique le soin des négociations concernant les demandes d'ordre strictement économique présentées par les ouvriers. Quant à l'acceptation du contrôle, l'ordre du jour termine en s'exprimant ainsi :

« La Confédération générale de l'Industrie affirmant que dans l'intérêt de l'augmentation de la production, condition essentielle au salut du pays, il est nécessaire que l'état actuel d'antagonisme entre la classe industrielle et la classe ouvrière cesse, de manière à ce que l'harmonieuse collaboration des industriels avec les employés techniques et administratifs d'une part, de l'autre avec les ouvriers, constitue une garantie pour le développement discipliné de la production ;

« Consent — pourvu que l'autre partie soit animée de la même intention — à accepter le principe d'un contrôle de l'industrie appliqué selon des mesures législatives, à condition qu'il n'établisse ni monopole ni privilège pour les organisations syndicales, et que, instituant une collaboration et une responsabilité commune des différents éléments de la production, il soit conçu dans l'intérêt de la collectivité et n'entrave pas la liberté de mouvement nécessaire à l'industrie » ¹.

¹ *Comunicazioni all'Assemblea dell'unione delle Camere di Commercio...*, p. 43.

§ 1.

*L'accord de Rome et le décret instituant
la Commission paritaire.*

Le 19 septembre, le Président du Conseil convoqua, à Rome, les représentants de la C. G. T. et de la C. G. I. pour résoudre définitivement le conflit. Après une discussion laborieuse et la déclaration des industriels qu'ils n'acceptaient de payer les salaires durant l'occupation que sous la contrainte du gouvernement auquel ils laissent toute la responsabilité, l'accord fut enfin signé par les délégués des deux organisations. Le Premier Ministre leur donna alors connaissance du décret suivant, portant la date du 19 septembre 1920 :

« Le Président du Conseil, étant donné que la Confédération générale du Travail a formulé la demande de la modification des rapports existant jusqu'ici entre les employeurs et les ouvriers, de manière à ce que ces derniers puissent, par l'intermédiaire de leurs syndicats, avoir la possibilité d'exercer un contrôle sur les industries... »

« Attendu que la Confédération générale de l'Industrie, de son côté, ne s'oppose pas à ce que soit faite l'expérience de l'introduction du contrôle... »

« Le Président du Conseil prend acte de ces accords et décrète :

« Une commission paritaire est instituée, composée de six membres nommés par la Confédération générale de l'Industrie, et six par la Confédération géné-

rale du Travail, dont deux techniciens ou employés pour chaque partie. Cette commission formulera les propositions qui devront servir au gouvernement pour établir un projet de loi en vue de l'organisation des industries sur la base de l'admission des ouvriers au contrôle technique et financier et à l'administration des entreprises. »

« Cette même commission proposera les dispositions à prendre pour résoudre les questions relatives à l'embauchage et au licenciement de la main-d'œuvre. »

« Le personnel reprendra son poste. Toutefois, si la présence dans le même établissement de certains ouvriers et leurs chefs était devenue incompatible, une commission, composée de deux membres désignés par l'entrepreneur et deux désignés par les ouvriers, établira les mesures à prendre » ¹.

§ 2.

La fin du conflit. L'évacuation des usines.

Après la signature, par les délégués des deux parties, de l'accord conclu à Rome, il fallait la ratification des deux organisations respectives.

C'est ce que fit à Milan, le 20 septembre, l'Assemblée des délégués de la Confédération de l'Industrie.

Du côté ouvrier, cependant, les choses n'allèrent pas aussi facilement. Au congrès de la F. I. O. M.,

¹ *Comunicazioni all'Assemblea...*, p. 45.

réuni à Milan le 21 septembre, la discussion fut très agitée et les extrémistes n'hésitèrent pas à qualifier de trahison l'œuvre, pourtant si fructueuse, des représentants unis de la C. G. T. et de la F. I. O. M.. L'un des secrétaires de celle-ci, M. Colombino, précisa très clairement la situation, en ces termes : « La F. I. O. M., dit-il, a estimé cette fois que la grève était incapable d'amener une solution du litige ; elle a donc ordonné l'occupation des établissements, mais le mouvement a dévié et a pris un caractère politique. Le vote du Conseil National de la C. G. T. a ramené la lutte sur le terrain syndical. Les dirigeants de la F. I. O. M. ont toujours pensé que l'occupation des établissements était un moyen et non une fin. Il est donc évident qu'il faut maintenant les restituer à leurs propriétaires ». Pour rendre cette décision moins amère, M. Colombino énumérait les conquêtes obtenues par le prolétariat, conquêtes économiques et surtout conquêtes morales, et il conclut : « ...je comprends fort bien que ceux qui croyaient immédiate et définitive la prise de possession des usines soient un peu déçus, mais, chers amis, la Révolution ne se fait pas d'un seul coup. D'après nous, la Révolution commence, précisément, par la conquête du contrôle sur les entreprises ... » ¹.

Finalement, l'élément modéré l'emporta au sein du Congrès, et un ordre du jour de confiance fut voté à une très forte majorité, approuvant l'activité du

¹ Cité par HAUTECEUR L., *op. cit.*, p. 52.

secrétaire général M. Buoizzi ¹, et décidant qu'un référendum aurait lieu parmi les ouvriers, pour sanctionner l'accord de Rome. Celui-ci fut ainsi ratifié le 25, par un grand nombre de voix et l'ordre d'évacuation des usines suivit deux jours après.

Le 1^{er} octobre, M. Jarach de la part des industriels et M. Buoizzi pour les ouvriers signèrent le contrat établissant les modalités d'application de l'accord conclu à Rome le 19 septembre. Il prévoit pour toute l'Italie de fortes augmentations de salaires (variant de 1,20 à 4 liras par jour selon les catégories de travailleurs) avec rétroactivité à partir du 15 juillet, réglemente les indemnités de vie chère, de renvoi, d'heures supplémentaires, etc., et établit la responsabilité des ouvriers quant au matériel emporté hors des usines, qui devra être restitué ou payé aux entrepreneurs.

A partir de ce moment, les ouvriers commencèrent à quitter les usines successivement; la prise de possession par les propriétaires eut lieu dans des conditions favorables et malgré les excitations des

¹ « Le Congrès... témoigne sa satisfaction pour la conquête du contrôle syndical sur les entreprises et sur la main-d'œuvre, au moyen duquel le prolétariat pourra plus efficacement et plus promptement défendre son droit et son travail dans l'usine, et se rendre maître de tous les éléments de la production qui viendront accroître ses capacités techniques et rendre plus rapide et plus radicale l'action des syndicats en vue de la suppression du patronat... ». (*Comunicazioni all'Assemblea...*, p. 45).

extrémistes, un heureux esprit de conciliation domina la reprise générale du travail.

SECTION II

La Commission paritaire.

Les différents projets de contrôle.

Une fois le conflit métallurgique apaisé, les deux confédérations de l'Industrie et du Travail désignèrent chacune leurs délégués à la Commission paritaire qui, en vertu du décret du 19 septembre 1920, devait établir les bases du contrôle ouvrier sur les entreprises.

Les travaux de cette Commission, commencés le 21 octobre à Milan, ne peuvent malheureusement continuer faute d'entente. Les représentants ouvriers (MM. Baldesi, Buoizzi, Azimonti, Galli et Cattaneo) ayant présenté un projet de contrôle, les délégués des industriels, après l'avoir examiné, déclarèrent que, malgré leur sincère désir d'arriver à un accord, ils ne pouvaient ni accepter le projet ouvrier, ni même — étant donné la conception de celui-ci — y proposer des modifications. Ils ajoutèrent qu'un projet patronal, s'inspirant d'idées complètement différentes, était à l'étude.

Ainsi, en raison de la profonde divergence d'opinions entre les deux partis et de l'intransigeance des représentants ouvriers quant à leur projet, les travaux de la Commission prirent fin, dès les premiers jours de novembre, sur la déclaration suivante :

« Les représentants des deux partis à la Commission paritaire pour le contrôle sur les industries ayant constaté, au cours de la discussion, que les manières respectives de concevoir l'essence du contrôle sur les industries et d'établir son exécution diffèrent si profondément que la collaboration en vue d'une solution concordante est rendue impossible ; reconnaissent qu'il est inutile de continuer les débats et déclarent arrêtés les travaux de la Commission paritaire, en se réservant de présenter, de part et d'autre, leurs propres conclusions » ¹.

§ 1.

Le projet de la C. G. T.

Les tratatives ayant été rompues, la C. G. T. s'empressa de présenter son projet au Président du Conseil. Ce projet contient en lignes générales, les dispositions que nous résumons brièvement ² :

Toutes les entreprises industrielles, indifféremment de leur forme juridique, employant au moins cinquante ouvriers, seront soumises au contrôle ; ce minimum pourra être de dix seulement, pour certaines industries comme, par exemple, les entreprises électriques.

Seront exclues du contrôle pour une période de

¹ *Comunicazioni all'Assemblea...*, p. 46.

² Le texte complet du projet est inséré dans le Rapport d'Aragona sur la C. G. T., déjà cité.

deux ans, les industries nouvellement fondées.

Les représentants élus chaque année au suffrage universel par tous les ouvriers syndiqués d'un établissement auront droit de contrôle dans le Conseil d'administration des sociétés anonymes sur tout ce qui concerne la gestion, l'administration, la constitution du capital, les opérations financières et les marchés conclus, ainsi que sur toutes les questions techniques.

Ils auront le droit de faire inscrire aux procès-verbaux des séances du Conseil, toutes les observations et propositions qu'ils jugeront nécessaires quant à l'amélioration de la production, à la situation des salaires, à l'application des lois ouvrières, etc.

Les mêmes dispositions s'appliqueront aux sociétés en commandite et aux entreprises privées.

Les contrôleurs présenteront tous les trois mois un rapport — qui ne doit contenir aucune divulgation des secrets de fabrication — à la Commission supérieure syndicale de contrôle.

Le second organe de contrôle, existant pour chaque branche industrielle, sera constitué par l'ensemble des délégués syndicaux, élus annuellement, au suffrage universel, par les contrôleurs de chaque usine.

Un délégué du Conseil Supérieur du Travail pourra assister aux séances de la Commission supérieure, de même qu'un représentant des industriels sera admis en qualité de simple auditeur. Ce dernier aura, pourtant, le droit de demander que les questions concernant les secrets de fabrication ou préjudicant

les intérêts de certaines industries ne soient pas insérées au procès-verbal.

La tâche de la Commission sera d'établir et d'indiquer les meilleures méthodes de production, d'administration et de gestion financière, les prix de revient, les salaires, les nécessités industrielles du pays et les possibilités d'exportation.

En vue d'une organisation rationnelle de la production du pays, des rapports annuels seront présentés aux syndicats, au Conseil Supérieur du Travail et au ministère de l'Industrie et du Commerce, pour leur exposer le développement général de l'industrie et ses besoins ; les remèdes ou les modifications jugés nécessaires ; les possibilités d'une transformation sur des bases coopératives ; les conditions des salaires et les améliorations qu'il faut leur apporter. Seront également indiqués la situation des capitaux investis dans l'industrie ; les rapports existant entre celle-ci et les banques ; les quantités et les prix de revient des matières premières et les nécessités d'importation concernant la production de chaque branche d'industrie et du pays en général ; enfin, des aperçus comparatifs sur les problèmes de même ordre, dans les pays étrangers.

Il ressort des dispositions de ce projet deux caractères dominants : 1° le contrôle devra être purement syndical ; 2° il devra s'exercer non seulement par catégorie d'industrie, mais séparément dans chaque établissement.

Cette double conception de la C. G. T. à l'égard du

contrôle a été rejetée dès le commencement par les industriels, lors des travaux de la Commission paritaire de Milan.

§ 2.

Le point de vue de la C. G. I. — Ses propositions.

La Confédération générale de l'Industrie en présentant au gouvernement le schéma de son projet de contrôle, le fait précéder d'une relation dans laquelle le point de vue patronal est clairement exposé¹.

Elle commence par faire remarquer que le contrôle avait d'abord été réclamé par les organisations ouvrières pour l'industrie métallurgique seulement, et qu'ensuite leur exigence s'était étendue à toutes les industries du pays. Le procès des intentions de la C. G. T. est alors entrepris et les différents langages que celle-ci tient alternativement au gouvernement ou à ses adhérents est relevé, avec des citations à l'appui. Les industriels retiennent de ce fait que le vrai but des dirigeants ouvriers est exposé par ceux-ci lorsqu'ils considèrent que le contrôle « ... ouvrira le chemin aux conquêtes plus grandes qui porteront inmanquablement à la gestion collective et à la socialisation », et qu'il « ... donnera à la classe ouvrière la possibilité de se préparer techniquement

¹ *Relazione de la Rappresentanza Industriale nella Commissione Paritetica* (édité par la Confédération générale de l'Industrie, Rome, 1921).

en vue de substituer à l'autorité déclinante du patronat, sa propre autorité nouvelle »¹.

La demande faite au gouvernement (le 10 septembre 1920) par la C. G. T. en vue d'obtenir la consécration légale du contrôle sur les entreprises, motivée par la nécessité d'améliorer les relations entre employeurs et employés et d'augmenter la production dans l'intérêt général du pays, n'a donc que l'apparence de la modération ; l'organisation ouvrière n'use d'un pareil raisonnement que pour arriver à ses fins.

Mais malgré cette conviction, la Confédération de l'Industrie n'hésite pas à accepter l'expérience du contrôle et à participer aux discussions de la Commission paritaire, instituée par le gouvernement. Seulement, dès les premiers débats, ses représentants se sont heurtés à l'intransigeance absolue des délégués ouvriers qui rendaient par cette attitude toute discussion impossible et dont le projet définitif, conçu sur des principes totalement différents de ceux définis par le gouvernement, était inacceptable pour les industriels.

En conséquence, la Commission ayant cessé ses travaux, la Confédération a élaboré ses propositions et les a fait tenir au gouvernement.

Le projet industriel² peut se résumer comme suit :

¹ Ces passages sont extraits de la motion votée le 10 septembre 1920 à Milan, par le Conseil National de la C. G. T.

² *Schema di progetto per il controllo delle industrie della Confederazione generale dell' Industria.*

Le contrôle a pour but de faire connaître la situation générale d'une industrie déterminée, afin de fournir les éléments nécessaires d'appréciation sur son développement régulier ou ses crises éventuelles. Ces éléments ne pouvant ressortir des conditions spéciales à chaque établissement, mais au contraire d'une vue d'ensemble, il sera créé une Commission Nationale de contrôle pour chaque catégorie d'industrie.

Ces commissions comprendront, en nombre égal, les délégués des employeurs et des employés (employés et ouvriers) élus par les organisations respectives, ainsi que ceux de l'Etat représentant les intérêts de la collectivité.

La tâche des commissions sera d'assurer la plus large collaboration entre les entrepreneurs et les ouvriers, en vue du développement général de l'industrie et de l'amélioration des conditions du travail. Elles auront à s'occuper, en conséquence, de tout ce qui concerne les questions de salaires, de travail et d'hygiène ; de l'application des lois ouvrières, de l'enseignement professionnel, des assurances sociales ; enfin, de l'approvisionnement en matières premières, de l'étude des questions techniques, économiques et financières se rapportant à la production en général. A ces fins, chaque entreprise sera tenue de fournir toutes les données nécessaires.

Pour mieux assurer la liaison entre la Commission Nationale de contrôle par catégorie d'industrie et chaque établissement isolé, seront instituées des Com-

missions Régionales, ayant une composition analogue, et servant d'organes intermédiaires.

Enfin, un Conseil général de l'Industrie, dans lequel les employeurs, les employés et l'Etat seraient représentés, devra être créé pour tout le pays, dans le but de coordonner l'activité des Commissions Nationales et de connaître les questions intéressant l'industrie dans son ensemble.

En ce qui concerne chaque entreprise considérée séparément, on pourra instituer dans tous les établissements des commissions intérieures analogues à celles fonctionnant déjà dans certaines industries, et qui ont pour but de traiter avec la direction les questions résultant de l'interprétation ou de l'application des contrats collectifs et des règlements, ainsi que les réclamations individuelles du personnel. A ces attributions pourrait s'ajouter la connaissance des questions relatives à l'apprentissage, à l'hygiène, aux modalités de paiement des salaires, à la distribution des heures de travail, de même que celles ayant trait à l'amélioration des méthodes de production et à l'organisation des usines.

De ce rapide examen des deux projets de contrôle de la C. G. T. et de la C. G. I., il ressort nettement l'opposition de conception existant entre elles. Sans tirer, pour le moment, des conclusions quant au but poursuivi de part et d'autre, il nous suffira de retenir les caractères fondamentaux de leurs propositions : con-

trôle purement syndical et pour chaque établissement, requis par l'organisation ouvrière; contrôle cumulatif des employeurs, des employés et de l'Etat et par catégorie d'industrie, préconisé par l'organisation patronale.

SECTION III

Le projet de loi sur le contrôle des industries.

Le gouvernement se trouva donc devant ces deux propositions contraires, auxquelles venait s'ajouter celle de la Confédération italienne des Travailleurs (l'organisation blanche) concernant la participation et l'actionnariat ouvrier, qui inclut le contrôle sur les entreprises ¹.

En face de ces opinions divergentes, dans son désir de conciliation, le gouvernement établit un projet de loi sur le contrôle des industries en tenant compte de toutes les suggestions qui lui avaient été soumises et des précédents qui existent dans certaines législations étrangères.

Le Président du Conseil, principal artisan du projet, s'inspire de la conviction que seule la modification des rapports actuels entre les employeurs et les employés sera de nature à rétablir l'harmonie entre ces deux facteurs de la production. Le contrôle permettra à la classe ouvrière de connaître la situation de l'industrie et de collaborer à son développement,

¹ Voir à ce sujet VALENTE G., *Il regîmo associativo...*

sans toutefois entraver la liberté nécessaire réclamée par l'organisation patronale.

Ce projet de loi fut soumis par le gouvernement à l'examen du Conseil Supérieur de l'Industrie et à celui du Comité Permanent du Travail.

Le Conseil Supérieur de l'Industrie formula quelques observations et proposa certains amendements de détail, en demandant en même temps au gouvernement de procéder avec la plus grande prudence quant aux modalités d'application d'une réforme intéressant au plus haut degré toute l'économie nationale. Quant au Comité Permanent du Travail, il alla plus loin, et présenta au gouvernement, le 2 février, un projet, d'ailleurs incomplet¹, conçu sur des principes similaires à celui qui avait été soumis à son examen.

A la suite de ces dernières observations et propositions, le gouvernement établit enfin un projet de loi définitif, présenté par le premier ministre M. Giolitti, le ministre de l'Industrie et du Commerce M. Alessio et par M. Labriola, ministre du Travail.

Dans l'exposé des motifs qui l'accompagne, les buts poursuivis par l'institution du contrôle sont résumés dans les deux points suivants : *protection du travail et des travailleurs, amélioration de la production*

¹ L'accord n'a pu être fait au sein du Comité, entre les représentants des industriels et des ouvriers, sur les questions intéressant l'embauchage et le licenciement de la main-d'œuvre (Séances du 27 janvier-2 février 1921).

résultant de la connaissance par les ouvriers des conditions de l'industrie. A cette fin, il n'a pas semblé nécessaire de constituer dans chaque établissement des conseils d'usine qui pourraient troubler leur fonctionnement, mais au contraire, il a paru préférable d'instituer le *contrôle par catégorie d'industrie*, permettant des mesures et des perfectionnements d'ensemble.

Il est créé, en conséquence, pour chaque branche industrielle, une Commission composée de neuf membres élus au système proportionnel par les ouvriers, les employés et les ingénieurs qui en font partie. Pour que cette Commission puisse exercer le contrôle d'une manière effective, la nomination de deux ou plusieurs délégués est prévue pour chaque entreprise. Ils seront choisis parmi les ouvriers y travaillant et représenteront la Commission à l'intérieur de l'établissement. Les délégués ne participeront pas au Conseil d'administration étant donné les difficultés qui pourraient en résulter. Ils auront, néanmoins, le droit de connaître tout ce qui concerne les questions d'ordre technique, administratif et financier, de même que les prix des matières premières et le coût de production.

L'article 5 prévoit cependant que cette connaissance ne portera que *sur les opérations financières et commerciales déjà accomplies*, afin de garantir la liberté industrielle, et l'article 12 spécifie que des règlements ultérieurs établiront les sanctions nécessaires.

En même temps, le projet de loi s'inspirant du

désir de voir s'améliorer les rapports entre les ouvriers et leurs employeurs, et soucieux d'impartialité envers ces derniers, prévoit l'institution de Commissions industrielles, analogues à celles de contrôle, et fait réciproquement intervenir aux séances des unes et des autres, deux délégués ouvriers et patronaux n'ayant pas droit de vote.

Enfin, il est décidé qu'une fois par an, au moins, les Commissions de contrôle se réuniront avec les représentants industriels, sous la présidence d'un membre du Conseil Supérieur du Travail, afin d'examiner la situation générale de l'industrie, et fixer les mesures à prendre en vue du perfectionnement des conditions du travail et de la production du pays

Telles sont les grandes lignes du projet de loi de « Contrôle sur les industries de la part des travailleurs qui leur sont attachés » déposé par le Président du Conseil, sur le bureau de la Chambre, le 8 février 1921 ¹.

En voici le texte :

PROJET DE LOI

Le contrôle sur les industries de la part des travailleurs qui leur sont attachés

ARTICLE PREMIER

Il est institué le contrôle sur les industries, de la part des travailleurs qui leur sont attachés, dans le but :

¹ Legistatura XXV, sessione 1919-21. Seduta dell 8 febbraio 1921.
Disegno di legge: « Controllo sulle industrie da parte dei lavoratori che vi sono addetti » (Camera dei Deputati-atti parlamentari).

a) de faire en sorte que les travailleurs puissent connaître les conditions dans lesquelles les dites industries se développent ;

b) de provoquer des améliorations dans l'instruction technique et dans les conditions morales et économiques des travailleurs, dans les limites compatibles avec les conditions dans lesquelles les industries développent leur activité ;

c) d'assurer l'exécution de toutes les lois instituées en vue de la protection des classes ouvrières ;

d) de conseiller les améliorations des méthodes de production qui peuvent accroître ou rendre plus avantageuse la dite production ;

e) de rendre toujours plus normaux et paisibles les rapports entre employeurs et employés.

ARTICLE 2

Le contrôle est institué séparément pour chaque catégorie d'industrie et particulièrement pour les suivantes :

a) sidérurgique, métallurgique et mécanique ;

b) textiles et d'habillement ;

c) chimiques et similaires, pour la production des matières colorantes, du savon, du sucre, etc. ;

d) production des denrées alimentaires ;

e) tannerie, transformation des dépouilles animales, articles dérivés et similaires ;

f) électriques ;

g) édilitaires ;

h) construction, travail du bois, vitres, céramiques et similaires ;

k) transports terrestres ;

i) navigation, chargement et déchargement des navires ;

l) typographie, papier et similaires ;

m) extractives, mines, carrières.

Sont exclues du dit contrôle les industries exercées par l'Etat, celles municipalisées, les industries nouvellement fondées pendant les quatre premières années, et les entreprises qui emploient moins de 60 ouvriers.

ARTICLE 3

Les travailleurs majeurs attachés à chaque catégorie d'industrie, éliront par le système proportionnel, une commission composée de 9 membres, dont 6 élus par les ouvriers et 3 élus par les ingénieurs, employés et chefs techniques attachés à l'industrie.

Les syndicats qui ont des membres parmi les travailleurs de l'industrie, présenteront à ceux-ci les listes de candidats.

Un règlement qui émanera du Conseil Supérieur du Travail, établira les formes et les modalités de l'élection, en tenant compte des conditions spéciales de chaque catégorie d'industries.

La commission se renouvellera tous les trois ans; les membres de la commission peuvent être réélus.

ARTICLE 4

La commission délèguera pour chaque établissement industriel — que celui-ci soit dépendant d'une société anonyme ou en commandite, ou d'une entreprise privée — deux ou plusieurs ouvriers, selon l'importance de l'établissement, pour exercer le contrôle et en référer à la commission.

Les délégués seront choisis parmi les travailleurs majeurs attachés à l'établissement à contrôler, et autant que possible parmi ceux qui ont au moins trois ans de service.

Les règlements qui devront être pris en exécution de l'article 9 de la présente loi, détermineront la manière dont les délégués exerceront leurs fonctions, en tenant compte des conditions spéciales de chaque catégorie d'industrie.

Lors du renouvellement triennal de la commission de contrôle, aura également lieu la nomination des délégués qui sont rééligibles.

ARTICLE 5

Par l'intermédiaire de ses délégués, la commission de contrôle, a le droit d'obtenir les données nécessaires pour connaître ;

- a) le coût des matières premières ;
- b) le prix de revient de la production ;
- c) les méthodes administratives ;
- d) les méthodes de production, à l'exclusion de tout ce qui concerne les secrets de fabrication ;
- e) les salaires des ouvriers ;
- f) la constitution du capital ;
- g) les bénéfices de l'entreprise ;
- h) la manière dont sont exécutées les lois qui protègent les travailleurs et les dispositions relatives au recrutement et au licenciement des ouvriers.

Les données relatives aux opérations à caractère financier et commercial, doivent en principe comprendre seulement les opérations accomplies.

Les données recueillies par les délégués, ne peuvent pas être communiquées à des personnes étrangères à la commission du contrôle.

ARTICLE 6

Aux séances des commissions du contrôle, les industriels peuvent assister par l'entremise de leurs représentants, dont le nombre ne dépassera pas deux ; pourra de même y assister un représentant du Conseil Supérieur du Travail. Les représentants des industriels et du Conseil Supérieur du Travail, peuvent faire des observations et demander que celles-ci soient inscrites au procès-verbal, mais n'ont pas droit de vote. Ils ont le droit d'empêcher que les indications qui peuvent préjudicier les intérêts de l'industrie, ne soient publiées dans les comptes-rendus, ou encore inscrites au procès-verbal.

ARTICLE 7

Les industriels exerçant chaque catégorie d'industrie, nommeront eux-mêmes, de la manière qui sera établie par un règlement, leurs organes de représentation, pour les traitatives qui auront lieu avec la commission de contrôle, pour imposer à chaque industriel, l'accomplissement des obligations dérivant de la présente loi et des règlements qui s'y réfèrent et pour déléguer leurs représentants aux séances de la commission du contrôle.

Ces organes de représentation des industriels seront composés, comme les commissions de contrôle, de neuf membres et se renouvelleront également tous les trois ans.

Aux séances des représentants des industriels, peuvent intervenir deux délégués de la commission du contrôle, qui peuvent présenter leurs observations, tout en n'ayant pas droit de vote.

ARTICLE 8

Lorsque des circonstances spéciales le demandent, et en tous cas au moins une fois par an, les représentants des industriels, ainsi que la commission du contrôle, devront se réunir sous la présidence d'un représentant du Conseil Supérieur du Travail, afin d'examiner ensem-

ble les perfectionnements que l'expérience conseille d'introduire dans la gestion de l'industrie, pour accroître et améliorer la production dans l'intérêt de l'économie publique et des travailleurs et pour résoudre les différents qui ont pu surgir dans l'exercice du contrôle.

ARTICLE 9

Des règlements spéciaux qui seront établis pour chaque catégorie d'industrie, après avis des représentants des industriels, de la commission de contrôle et du Conseil Supérieur du Travail, devront régler le recrutement et le licenciement du personnel ouvrier, de manière à tenir compte des conditions spéciales de développement de chaque industrie.

Les règlements mentionnés devront cependant se conformer aux principes établis par les deux articles suivants :

ARTICLE 10

Dans les endroits que désigneront les règlements spécifiés dans l'article précédent, seront institués des offices de placement mixtes, composés de représentants des industriels et des commissions de contrôle.

Ces offices tiendront compte de ceux qui demandent du travail, et s'il ne s'agit pas de pourvoir à des travaux qui réclament des aptitudes spéciales, ils procéderont en règle générale, par ordre d'inscription, en donnant toutefois la préférence aux travailleurs résidant dans la commune où se trouve l'établissement et à ceux qui rentrent du service militaire et qui étaient déjà employés dans le même établissement.

Dans le placement des ouvriers, on ne devra jamais tenir compte des considérations de caractère politique ou syndical.

Lorsque dans le personnel inscrit à l'office de placement, ne se trouveront pas des ouvriers qualifiés au travail spécial auquel il doit être pourvu, les entreprises industrielles pourront se pourvoir ailleurs de la main-d'œuvre nécessaire.

Chaque entreprise industrielle pourra refuser le personnel qui aura subi des condamnations pour vol ou autres graves délits de droit commun, ou qui aura été licencié de ladite entreprise pour des motifs d'ordre disciplinaire.

Les différents entre les industriels et les commissions de contrôle

en ce qui concerne l'embauchage du personnel, seront réglés sans appel par deux arbitres désignés, un pour chaque partie, sous la présidence d'une personne choisie par les deux arbitres des parties, ou en cas de désaccord, nommée par le président du tribunal.

ARTICLE 11

Il ne doit pas être fait de renvois pour des raisons politiques ou syndicales.

Lorsque les conditions de l'industrie rendront nécessaire une réduction de la main-d'œuvre, avant de procéder au licenciement, on doit — si la nature du travail le permet — réduire la durée normale du travail à un minimum de 36 heures par semaine, avec la réduction correspondante des salaires ; et si cela ne suffit pas, on doit, dans la limite du possible, faire un roulement de travail parmi les ouvriers.

Lorsqu'il est nécessaire de procéder au licenciement, devront être de préférence conservés au travail les ouvriers les plus anciens et ceux qui ont charge de famille.

Les différends qui surgiront à l'occasion des licenciements, seront réglés par des arbitres, nommés de la manière établie dans l'article précédent.

ARTICLE 12

Lorsque les conditions spéciales de l'industrie l'exigeront, et particulièrement lorsqu'il y a une grande différence entre la manière dont se développe une certaine industrie dans les diverses parties de l'Italie, le règlement prévu par l'article 3 pourra disposer que pour une telle industrie, soit instituée plus qu'une seule commission de contrôle, et dans ce cas, le nombre des représentants des industriels devra être augmenté en rapport.

Les frais nécessités par les commissions de contrôle sont par moitié à la charge des industriels et par moitié à celle des ouvriers.

La mesure de la contribution et la modalité de paiement seront déterminés par des règlements spéciaux, qui devront être établis en exécution de l'article 9.

Les mêmes règlements détermineront les sanctions nécessaires pour assurer l'observation de la présente loi et des règlements qui s'y réfèrent.

*
* *

Le projet de loi sur le contrôle des industries présenté par le gouvernement consacre la victoire de la classe ouvrière.

Ce résultat est dû à l'action énergique et coordonnée des organisations syndicales, à la division des forces industrielles et à leurs fautes répétées, à l'attitude adoptée par le gouvernement.

La tâche de ce dernier a été des plus lourdes devant le problème redoutable que soulevaient la conciliation d'intérêts contraires, également respectables, et la sauvegarde de la production du pays et de la paix sociale. Dans la solution apportée, le gouvernement s'est inspiré autant des possibilités matérielles existantes, que des nécessités économiques et sociales que l'esprit nouveau de nos jours impose dans les questions ouvrières.

La lutte menée au commencement par les ouvriers sur le terrain des revendications purement économiques s'est transformée et, ainsi que le disait M. Seratti, le contrôle est devenu « une bannière, un prétexte de lutte, qui conduit aux victoires les plus décisives » ¹.

Le conflit qui a si longtemps sévi dans la métallurgie s'achève ainsi non seulement par la satisfaction complète de toutes les demandes formulées dès le

¹ Dans l'*Avanti* du 20 novembre 1920.

début par les organisations ouvrières, mais aussi, et surtout, par l'acceptation d'un principe de la plus haute importance.

La conquête du contrôle ouvrier dépassant ainsi le cadre limité d'une certaine industrie et les aspirations initiales d'une seule catégorie de travailleurs, embrasse la classe ouvrière dans son ensemble, et constitue une véritable révolution, comme le déclare d'ailleurs M. Turati, le leader socialiste bien connu.

Mais, si son importance économique, sociale et politique est unanimement reconnue, la conception que se font du contrôle les divers intéressés, est naturellement différente.

Aussi, examinerons-nous successivement, les points de vue et les considérations des syndicats et des patrons, ainsi que ceux du gouvernement et des partis politiques, pour nous former une idée complète sur l'évolution, la nature et le but respectivement attribués en Italie, au contrôle ouvrier.

DEUXIÈME PARTIE

LE CONTROLE ET L'OPINION ITALIENNE

CHAPITRE PREMIER

L'IDÉE DU CONTROLE OUVRIER, SON ÉVOLUTION, SA NATURE, SON BUT

SECTION I

Le point de vue ouvrier.

Dans la relation qu'il a faite au congrès de Livourne en janvier 1921, M. Colombino, un des secrétaires de la F. I. O. M., fait remarquer que des Conseils d'usines ou des Commissions intérieures fonctionnent en Italie depuis plusieurs années déjà, dans certaines industries. Pendant la guerre, surtout, ces Commissions ont pris un grand développement et leur action d'arbitrage et de conciliation a été des plus bienfaisante, à un moment où les nécessités d'une production intense rendaient les conditions de travail très dures et demandaient un rendement ininterrompu.

Cette considération paraît démontrer la première

utilité de ces organismes nouveaux, placés entre les syndicaux ouvriers et patronaux ; mais un autre rôle, d'une importance bien plus grande, leur est réservé.

C'est ainsi que dès 1918, le Congrès National de la Fédération métallurgique, qui eut lieu au mois de novembre à Rome, affirmait la nécessité de la démocratisation des usines et demandait à cette fin : «... la transformation des anciennes Commissions internes, en organes permanents de contrôle ayant la faculté de s'ingérer dans toute la marche du travail, dans les questions de salaires, de discipline et dans toute la complexité des problèmes ayant un rapport direct ou indirect avec les intérêts de la classe ouvrière ».

« Ce n'est qu'ainsi — concluait la relation présentée au Congrès — que les rapports entre l'industrie et le travail pourront s'améliorer, en rendant les ouvriers conscients de ce que représente l'engrenage de la production industrielle et en les élevant d'une situation de simples manœuvres, à celle de citoyens à qui la société a confié une des plus hautes fonctions de la civilisation moderne : le travail »¹.

L'idée du contrôle est ainsi affirmée ; quant à sa nature, les conceptions des théoriciens diffèrent et la question du rôle politique des Conseils divise profondément le monde du travail. Organes politiques

¹ GUARNIERI M. et COLOMBINO L., *Relazione sui Consigli di fabbrica al Congresso di Livorno 1921*, p. 21.

et révolutionnaires ou organes syndicaux et techniques, voilà les deux thèses en présence.

Les extrémistes de Turin — groupés autour de l'« *Ordine Nuovo* » — conformément aux principes de la III^e Internationale, veulent confier aux Conseils d'usines une mission politique et souhaitent les voir exercer une action révolutionnaire. Les Conseils doivent être au-dessus des syndicats, disent-ils, et ni la consécration légale, ni la reconnaissance de la part des patrons, ne leur est nécessaire.

Les communistes considèrent l'institution du contrôle comme l'arme la plus efficace dans la lutte des masses ouvrières contre le capital ; la désorganisation de la production, qui résulterait de la présence, à l'intérieur des usines, d'organes ayant un caractère révolutionnaire, ne les effraye pas. A cet égard, ils sont d'ailleurs conséquents envers eux-mêmes, car ils ne voient dans la suppression de la production capitaliste, qu'une étape nécessaire vers la conquête du pouvoir politique.

Mais cette conception n'est pas celle des éléments modérés, ni des milieux syndicalistes. Ces derniers considèrent, à juste raison, que l'attribution d'un rôle politique et révolutionnaire aux Conseils d'usines annihilerait toute espèce d'action syndicale. Or, celle-ci a pour but de rendre les conditions du travail aussi favorables que possible aux ouvriers, et de les préparer progressivement à la gestion directe, en attendant la transformation graduelle du régime de la production.

A ce propos, M. d'Aragona, dans l'aperçu — déjà cité — sur l'activité de la C. G. T., fait remarquer que la classe ouvrière se trouve actuellement dans une situation spéciale, marquant l'étape entre le régime capitaliste et celui qui sera institué demain.

Les conditions du travail étant aujourd'hui particulièrement délicates, une œuvre de préparation devant être entreprise, et les forces syndicales augmentant chaque jour, la nécessité s'impose à la Confédération ouvrière de posséder des moyens d'action toujours plus efficaces. Ces moyens, les Conseils d'usines les procureront ; ils devront donc être des organes syndicaux, c'est-à-dire l'expression des syndicats respectifs de chaque industrie, représentant ceux-ci à l'intérieur des usines et constituant ainsi un intermédiaire entre les organisations et les masses ouvrières d'une part, entre celles-ci et les entrepreneurs, de l'autre.

Quant à l'action révolutionnaire ou, pour mieux dire, de conquête du pouvoir politique, elle incombe — comme le fait remarquer M. Baldesi — spécialement au parti socialiste qui pourra la mener vers ses fins, sans que la production générale se désorganise, laissant les travailleurs dans la misère le jour de la victoire.

Ces deux opinions contraires, sur la nature des organes du contrôle ouvrier, divisent donc le monde du travail. La thèse syndicale a évidemment pour elle le plus grand nombre de suffrages, vu les forces considérables qui soutiennent la C. G. T..

Une autre question fort importante est également très controversée : c'est celle de la composition des conseils. Seront-ils formés uniquement d'ouvriers ? Et parmi ceux-ci admettra-t-on indistinctement les syndiqués et les non-syndiqués ? Enfin, les employés et les techniciens en feront-ils aussi partie ?

A ce propos, l'opinion la plus répandue parmi les dirigeants de la C. G. T. est qu'un véritable contrôle et la préparation de la gestion directe à venir, ne sont possibles que si tous les éléments travaillant dans une entreprise font partie des organes de contrôle. Les employés, les techniciens et les ouvriers y seront donc représentés. En ce qui concerne ces derniers, il faut admettre sans distinction les syndiqués et les non-syndiqués. Cette attitude est dictée d'abord par une raison d'équité, ensuite par la nécessité de maintenir l'unité de la classe ouvrière. Tous les travailleurs doivent prendre part au contrôle de l'industrie et tous doivent se préparer à sa gestion future. Procéder autrement serait se créer des ennemis et provoquer des rivalités dangereuses ¹.

¹ Voici à cet égard les conclusions de la relation de M. Mario Guarneri au Congrès de Livourne (1921) ;

I. « Les Conseils d'usine doivent être institués dans toutes les branches de la production industrielle en tant qu'organes représentant le personnel occupé dans chaque usine — ouvriers, employés, techniciens — en face de la direction de l'entreprise et du syndicat industriel ;

II. « Les Conseils d'usine doivent se considérer comme subordonnés aux syndicats en ce qui concerne l'application des contrats de travail et l'initiative de l'agitation ;

III. « Les Conseils d'usines doivent revendiquer le droit d'exercer

Malgré ces considérations, l'opinion contraire compte pourtant de nombreux partisans.

Les points de vue sont également divergents quant à la nécessité d'une intervention législative préalable. Ceux qui conseillent de ne pas attendre cette intervention, font remarquer que les organes de contrôle pourraient ainsi librement revêtir la forme et l'ampleur qui leur conviennent et que le gouvernement ne manquera pas à les consacrer après coup.

La reconnaissance de la part du patronat ne leur paraît pas non plus nécessaire, car le fonctionnement des établissements continuera sans interruption et la production ne pourra qu'y gagner. Le développement de celle-ci est d'ailleurs précisément le but de la C. G. T. qui, à l'encontre des anarchistes, considère que l'augmentation continue de la production est un des éléments principaux de succès du mouvement ouvrier.

La thèse syndicaliste soutient, en conséquence, que les dispositions d'ordre général doivent continuer à être prises par la C. G. T. et que les organes de contrôle existant dans chaque usine ne pourront ni proposer, ni se faire concéder des avantages particuliers par la direction d'une entreprise déterminée. Un tel procédé serait nuisible au mouvement d'en-

le contrôle sur la main-d'œuvre et sur la production, de manière à pouvoir protéger efficacement les intérêts des ouvriers et recueillir tous les éléments techniques, administratifs et commerciaux relatifs à la production ».

semble de la classe ouvrière. Les conseils de chaque établissement ne seront ainsi que des organismes syndicaux spécialisés ; leur rôle sera toutefois extrêmement important. D'une part, ils exerceront le contrôle, d'une autre, il leur incombera d'éduquer les masses ouvrières et de les rendre capables d'assumer la grande tâche qui leur échouera demain.

De toutes ces considérations, il ressort clairement que le but poursuivi par les dirigeants de l'organisation syndicale au moyen du contrôle des industries se présente sous un double aspect : contrôle proprement dit et contrôle-école.

En premier lieu, le contrôle doit permettre aux ouvriers de connaître la gestion des entreprises qui les emploient et de se rendre compte par là de la marche des industries. Étant ainsi au courant des méthodes employées, ils pourront provoquer leur amélioration en vue d'un meilleur rendement. De même, connaissant les besoins généraux de la production, ils seront en mesure d'intervenir dans la répartition des matières premières et dans la réglementation des exploitations, et de remédier ainsi, en partie, aux causes du chômage¹. Ils pourront égale-

¹ Au Comité Permanent du Travail, dans la session de mars 1919, M. d'Aragona déclare à ce sujet que : « la collectivité a le droit de connaître les facteurs qui interviennent pour établir ou modifier le rapport existant entre la production industrielle et les produits entrés dans la consommation ou constitués en stocks ; elle a le droit d'intervenir par ses organes de contrôle pour empêcher que la spéculation — exercée par les dépressions ou les encouragements artificiels du jeu

ment apprécier les possibilités existantes quant à leurs salaires — ce qui évitera les grèves inutiles — et assurer une nouvelle répartition des bénéfices industriels, qui leur sera plus favorable.

En somme, grâce à leur intervention directe dans la gestion des entreprises, les ouvriers seront à même d'écarter bon nombre d'erreurs du régime capitaliste et de se faire attribuer la juste part de profit qui leur revient, en rapport avec la place prépondérante qu'ils occupent dans la production.

Parallèlement à ce contrôle, le contrôle-école fournira aux ouvriers la possibilité de connaître tous les rouages du fonctionnement des industries. Par leur initiation aux procédés techniques, administratifs et commerciaux, il les préparera ainsi progressivement à leur propre gestion ¹.

de bourse — puisse agir d'une manière stimulante ou déprimante sur le marché, au grand dommage de la collectivité ; elle a enfin le droit d'arriver à établir que la production soit — quantitativement parlant — en juste rapport avec la consommation nationale et avec les possibilités de l'exportation... ».

« La C. G. T. considère donc, que le contrôle sur les industries et sur les produits industriels est absolument nécessaire en vue d'une répartition plus convenable des matières premières indispensables au fonctionnement et au développement industriels, ainsi que pour une meilleure défense de la communauté contre les préjudices causés par la spéculation ».

¹ M. G. Bianchi précisait cette intention au Congrès de Livourne, en janvier 1921, dans les termes suivants : « ... le contrôle doit faire naître à l'intérieur des usines des noyaux qui permettront aux ouvriers de s'habituer à la gestion et de créer auprès de la puissance patronale, celle des ouvriers » (*Relazione della Presidenza all'Assemblea dell'Unione delle Camere di Commercio, Roma, marzo 1921*, p. 6).

Cette double conception du contrôle, qui reflète le point de vue de la majorité de la classe ouvrière, se retrouve dans les dispositions du projet — déjà examiné — que la C. G. T. a fait tenir au gouvernement.

SECTION II

Le point de vue patronal.

Contrairement à ce que nous venons de constater du côté ouvrier, le camp patronal ne voit aucune liaison entre les Conseils de fabriques existant depuis plusieurs années dans certaines industries en Italie, et l'institution du contrôle ouvrier.

Les industriels considèrent qu'il ne doit pas être fait de confusion entre ces deux organismes, malgré les finalités identiques que leurs préconisateurs ont en vue : la socialisation.

Actuellement et quant à leurs buts immédiats, il existe entre elles une différence absolue. L'action des Conseils d'usine — institués de commun accord — s'exerce, généralement, en vue de l'application des contrats collectifs passés entre entrepreneurs et employés. Leur rôle est de faciliter les conditions de travail établies par les deux parties, de résoudre les difficultés qui surgiraient entre elles, de surveiller l'application des règlements de travail, des lois ouvrières et ainsi de suite.

Les Conseils d'usine sont, par conséquent, tels qu'ils existent, des organes purement techniques à l'intérieur des établissements dont les attributions

sont strictement limitées aux conditions du travail.

On ne peut donc pas y voir, disent les patrons, le point de départ d'une évolution ayant trait au contrôle ouvrier sur les industries.

Le contrôle est, d'après la Confédération des industriels, une idée nouvelle qui a son origine dans la révolution soviétique et qui — à part les diverses manifestations d'ordre technique ayant eu lieu de temps à autre — ne fut véritablement posée dans le sens d'une revendication, que lors du conflit métallurgique. C'est dans l'ordre du jour voté à Milan, le 17 août, par le Congrès de la F. I. O. M., qu'a été pour la première fois demandé : « ... le contrôle immédiat de l'Etat et des ouvriers sur l'industrie sidérurgique... ». A cette date il ne s'agissait encore que d'une industrie déterminée et d'un contrôle mixte de l'Etat et des ouvriers. Mais bientôt la demande de la C. G. T. s'étend à toutes les entreprises industrielles, sans distinction, et c'est le contrôle purement syndical qui est maintenant réclamé. Quant au but poursuivi par son institution, il ressort clairement des nombreuses déclarations faites par les dirigeants ouvriers : la socialisation de tous les moyens de production.

Malgré toutes ces considérations, les industriels ont dû accepter le principe du contrôle imposé par le gouvernement, qui le leur a présenté comme une nécessité, désormais indispensable au fonctionnement de l'industrie, dans l'intérêt général de la production et du pays.

Il s'agit donc, d'après le gouvernement, de favoriser le développement de la production, et c'est précisément ce que la Confédération industrielle ne croit pas pouvoir espérer de l'institution du contrôle.

Le fonctionnement normal des entreprises ne peut, en effet, se poursuivre que grâce à une collaboration étroite et dans un sentiment de confiance réciproque entre employeurs et employés. Or, cette action est rendue impossible par l'introduction, dans chaque établissement, du contrôle tel que le conçoivent les dirigeants ouvriers ; pour eux, l'exercice du contrôle ne se limite pas, en effet, à la simple constatation des opérations déjà accomplies, mais comprend également la connaissance de celles qui doivent s'effectuer ainsi que la possibilité d'empêcher les initiatives de la direction. La tâche de celle-ci deviendrait, dans de pareilles conditions, presque impossible, son action se trouvant à chaque instant paralysée, ou tout au moins retardée, par l'intervention des organes de contrôle. Ces organes ouvriers devront — pour remplir leurs multiples et délicates attributions — disposer d'un nombre considérable de spécialistes, d'une compétence à la fois technique, administrative, financière et commerciale, au moins égale à celle des techniciens, des administrateurs et des industriels dirigeant l'entreprise. Il est facile de s'imaginer la complication et la perte de temps qui résulteraient de l'intervention de tous ces spécialistes discutant les mesures à prendre et à exécuter. La spontanéité des décisions et la promptitude de leur

mise en œuvre étant ainsi compromises, le rendement général des usines serait gravement affecté. On ne saurait s'attendre au développement de la production, dans de semblables conditions, qui, tout en laissant aux industriels la pleine responsabilité des entreprises, leur enlèveraient cette liberté de mouvement sans laquelle toute direction industrielle est impossible.

Quant aux relations entre employeurs et ouvriers, il est peu probable que l'institution du contrôle soit de nature à les favoriser. Contrairement à ce que pense le gouvernement, le patronat considère que les heurts continuels auxquels il donnera forcément lieu, la surveillance, la suspicion, et même l'hostilité qu'il provoquera, rendront ces rapports chaque jour plus tendus.

Mais en dehors de ce contrôle, s'exerçant sur chaque établissement, l'organisation ouvrière en préconise un autre par catégorie d'industrie, et même un troisième, d'ordre général, concernant toutes les industries du pays (Commission Supérieure du Contrôle).

A l'égard de ce contrôle d'ensemble, les industriels nourrissent les mêmes sentiments de méfiance et contestent ses résultats pratiques. A moins — disent-ils — que l'on accepte toutes les accusations ouvrières quant à la mauvaise foi et à l'incompétence patronale, on ne voit pas pourquoi s'exercerait ce contrôle général. Celui-ci tend au perfectionnement des méthodes industrielles et à l'augmentation de la

production ; mais les industriels ne poursuivent-ils pas un but identique ? Et leur propre intérêt n'est-il pas, à cet égard, le stimulant le plus efficace ?

D'ailleurs, les commissions de contrôle et surtout la Commission Supérieure rencontrerait dans leur fonctionnement de très grosses difficultés. Cette dernière surtout, serait assaillie par une quantité énorme de rapports venant des quatre coins du pays, de renseignements concernant des dizaines de mille d'entreprises différentes et qui se développent dans des conditions dissemblables. Ces rapports et ces renseignements d'ordre technique, administratif, financier et commercial devront être dépouillés, confrontés et classés, avant que l'on puisse en extraire des indications utiles. Et une fois cette opération laborieuse accomplie, quel en sera le résultat ? Comment s'y prendra-t-on pour établir les mesures d'ensemble et les dispositions visant les cas particuliers ? Quels seront les organes chargés de les appliquer et sous quelles sanctions ? Quel sera, enfin, le nombre de fonctionnaires qu'exigera cette tâche immense ?

Il est évident qu'une organisation aussi compliquée, fera naître une nouvelle bureaucratie, plus encombrante et plus inerte que toutes celles qui existent jusqu'à présent.

Or, l'industrie ne peut se plier à une organisation centrale d'une telle rigidité et ne supporte pas un régime qui tend à uniformiser ses procédés et ses systèmes, étant données les conditions extrêmement variables de son développement. La concurrence,

facteur déterminant de toute exploitation industrielle, exige une liberté, une promptitude de mouvement et une souplesse qu'il faut à tout prix sauvegarder.

Ne pas vouloir tenir compte de toutes ces réalités, signifie se désintéresser de la bonne marche de l'industrie et du développement de la production, surtout dans un pays ayant une industrie naissante et manquant de matières premières, comme l'Italie.

La conception ouvrière sur le contrôle dénote précisément un mépris des nécessités industrielles et prouve que les organisations syndicales ne réclament le contrôle que comme moyen de lutte contre le patronat ; elles désirent, grâce à lui, faire l'expérience et l'apprentissage de la conduite des entreprises, en vue de la gestion directe que leur procurera la socialisation.

Les industriels déclarent s'opposer nettement à une pareille conception ; ils ne peuvent admettre un contrôle employant de semblables procédés et poursuivant un but qui tend à la désorganisation de l'industrie et à leur propre disparition.

Pourtant, répondant à l'invitation formelle du Premier Ministre et guidée par le désir de ne pas refuser l'expérimentation d'un moyen que le gouvernement considère comme susceptible d'améliorer les relations et les conditions du travail, la C. G. I. accepte, en principe, le contrôle sur l'industrie. La Confédération patronale consent à cette expérience sur les bases d'un contrôle par catégorie d'industrie, le seul possible et utile — celui qui s'exercerait à l'intérieur

de chaque établissement entravant tout fonctionnement normal — confié à des commissions mixtes formées par les délégués des employeurs, des employés et de l'Etat représentant les intérêts de la collectivité.

Les industriels comprennent, ainsi, le contrôle dans un sens vague et très général; ils ne fondent pas de grands espoirs quant à ses résultats pratiques et redoutent vivement, par contre, les conséquences néfastes qui pourraient en résulter pour la production et l'économie du pays.

Cet état d'esprit se reflète clairement dans le projet présenté par la C. G. I. au gouvernement, projet dont nous avons déjà examiné les dispositions générales, à l'occasion des travaux de la Commission paritaire.

SECTION III

Le point de vue du gouvernement.

Les circonstances politiques et sociales exceptionnelles et le grave conflit industriel qu'a traversé l'Italie, ces deux dernières années, ont déterminé l'attitude du gouvernement et décidé son action.

Les événements du mois de septembre 1920, dont l'ampleur devint si inquiétante et dont les causes se révélèrent si profondes, amena la plupart des membres du gouvernement à considérer que les questions du travail exigeaient des solutions radicales, et que le moment était venu pour une transformation pro-

gressive de l'organisation industrielle et des rapports existant dans le régime de la production.

C'est ainsi que M. Giolitti déclare, le 26 septembre 1920, au Sénat, que : « ... lorsqu'il s'agit d'un mouvement aussi vaste, il n'est pas possible d'appliquer les règles ordinaires... J'ai cru devoir intervenir dans les rapports entre industriels et ouvriers et le Sénat sait qu'un concordat a été conclu, dont l'idée essentielle est de transformer l'organisation de l'industrie, de façon à ce que l'ouvrier puisse connaître exactement la situation de l'usine dont il n'avait pas, jusqu'ici, la possibilité de se rendre compte. Quand l'ouvrier connaîtra cette situation, il pourra se rendre compte du point où étaient arrivées ses demandes... » ¹.

Mais, à part les considérations de principe, l'attitude adoptée par le gouvernement, favorable aux ouvriers, a été également déterminée, lors du conflit métallurgique, par la conviction que le mouvement des ouvriers métallurgistes avaient des mobiles justifiés. Aux revendications que ceux-ci avaient formulées, les industriels répondaient invariablement que la crise de leur industrie était particulièrement grave et que, par conséquent, ils se trouvaient dans l'impossibilité de satisfaire aux demandes de leurs ouvriers. Or, M. Labriola, ministre du Travail, déclare, le 27 septembre 1920, au Sénat : « On ne peut pas

¹ Cité par les *Etudes et Documents* (n^{os} 2 et 11) du Bureau international du Travail, p. 34, Genève, 27 décembre 1920.

affirmer que la situation des industries mécaniques soit critique, lorsqu'on examine les statistiques du chômage. Le 30 novembre 1919, sur les 400 ou 500.000 ouvriers qui vivent de la métallurgie, 17.000 chômaient. Le 30 juin 1920, leur nombre était descendu à un peu plus de 10.000. La courbe générale du phénomène du chômage est donc en décroissance constante. De sorte que la thèse de la crise des industries métallurgiques et mécaniques est insoutenable ». Et M. Labriola continue : « Les statistiques prouvent que le salaire des ouvriers mécaniciens et métallurgistes est notablement inférieur à celui des autres ouvriers ; même si leurs revendications eussent été intégralement acceptées, il serait demeuré toujours inférieur »¹.

D'un côté donc, les considérations spéciales relatives au conflit métallurgique et l'impossibilité matérielle où se trouvait le gouvernement d'intervenir d'une manière efficace², d'un autre, la nécessité d'une politique de prévoyance en regard de la force et de l'agitation toujours croissantes de la classe ouvrière, amènent M. Giolitti — dont « l'opportunisme politique croit au déterminisme historique » comme l'a si bien dit M. Hauteœur — à accepter le principe du contrôle ouvrier dans l'industrie.

Ainsi, des raisons de prudence et d'opportunité

¹ Cité par HAUTECEUR L., *op. cit.*, p. 70.

² Voir *supra*, p. 26.

devant une menace révolutionnaire redoutable, toute une complexité d'éléments d'ordre économique, social et politique, déterminent cette réforme hardie, destinée à transformer la vie même du pays

M. Giolitti espère rétablir par ce moyen l'harmonie indispensable dans le monde du Travail, et favoriser l'augmentation de la production en accordant à la classe ouvrière, qui en est le facteur essentiel, le droit de connaître et de contrôler le fonctionnement des entreprises et de contribuer ainsi d'une manière directe au développement de l'industrie.

« Jusqu'à présent — explique M. Giolitti — les ouvriers recevaient les mêmes salaires indifféremment des conditions de l'industrie. Dorénavant, ils connaîtront exactement ces conditions et établiront leurs demandes en rapport avec elles, en ayant ainsi un intérêt direct à ce que l'industrie soit profitable et à ce qu'elle fournisse le meilleur rendement. J'escompte que la production générale en sera considérablement augmentée. L'éducation industrielle progressive des ouvriers hâtera l'avènement du jour où ceux-ci sauront conduire eux-mêmes les entreprises. Cependant, ce procès sera assez lent. Le contrôle aura également pour effet d'obliger les industriels à prêter une plus grande attention à la production, en écartant la spéculation. Ce fait contribuera aussi à augmenter la production et à empêcher les grandes concentrations industrielles » ¹.

¹ *Relazione de la Presidenza...*, p. 6.

Mais, d'un autre côté, M. Giolitti fait valoir — dans une interview au « *Daily Express* » du 20 septembre 1920 — l'autre aspect du contrôle : « ... les ouvriers désirent légitimement des garanties, mais il est important qu'ils apprennent que les patrons ne peuvent augmenter indéfiniment les salaires. Le contrôle leur enseignera ce que représente la direction d'une entreprise » ¹.

On voit par là que, dans la pensée du Président du Conseil, *le contrôle revêt une double signification ; d'une part, il accorde de larges droits aux ouvriers, d'une autre, il constitue indirectement un frein à leurs revendications*. Le jour où ils se rendront compte de la limite des possibilités et des difficultés devant lesquelles se trouvent les entrepreneurs, lorsqu'ils seront à même de comprendre que les entreprises industrielles ont besoin de réserves pour traverser les périodes de crise et que toute une série de mesures de prévoyance s'imposent aux dirigeants d'exploitation, les ouvriers sauront limiter leurs demandes et ménager les nécessités de la production.

Leurs intérêts deviendront solidaires à ceux des entreprises dont ils connaîtront la gestion, car grâce au contrôle les possibilités de la spéculation, qui aujourd'hui s'exerce librement, seront écartées. De ce fait, l'esprit de méfiance et de suspicion envers les industriels disparaîtra, le rendement du travail sera

¹ Cité par HAÛTECŒUR L., *op. cit.*, p. 72.

augmenté, au grand profit du développement général de l'industrie.

Tels sont les avantages que le gouvernement déclare envisager en instituant le contrôle ; mais il n'en espère pas moins d'autres, dans un sens différent.

Ainsi, il a été affirmé dans la presse, que M. Giolitti, avec son habileté politique connue, nourrissait le subtil dessein de prouver aux ouvriers leur incapacité à gérer eux-mêmes les entreprises et de faire ressortir la nécessité d'une collaboration étroite entre les différents facteurs de la production.

En même temps, le Président du Conseil poursuit un but politique ; il espère amener une scission complète dans le camp socialiste. D'une part, il veut isoler les extrémistes — communistes de l'« *Ordine Nuovo* » et anarchistes — qui d'ailleurs accusent de trahison la C. G. T. et le parti socialiste pour n'avoir pas exigé la gestion directe et la possession des usines¹ ; d'une autre, il essaye de s'attirer les socialistes modérés au moyen du projet de loi du contrôle, en vue d'une éventuelle collaboration qui consoliderait son gouvernement².

¹ Voir à ce sujet les accusations relevées par l'*Ordine Nuovo* du 7 septembre 1921 et la réponse du député Bruno Buozzi, secrétaire général de F. I. O. M. (*Tribuna* du 13 septembre 1921).

² Dans son discours électoral prononcé le 8 mai 1921 à Aquila, M. Corradini, sous-secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, se plait à relever la différence de conception qui existe entre les socialistes réformistes et modérés et les communistes-anarchistes : « Les

Dictée par toutes ces considérations, l'œuvre de pacification du gouvernement constitue une politique d'opportunité économique et sociale, dont s'inspire le projet de loi sur le contrôle ouvrier, du 8 février 1921.

Les dispositions contenues dans le texte que nous avons traduit et examiné témoignent de l'esprit de conciliation qui a présidé à leur élaboration. C'est une solution intermédiaire qu'elles consacrent, entre les deux projets présentés par les syndicats et les industriels, en essayant de donner satisfaction aux premiers, sans trop entraver l'initiative et la liberté de direction des seconds.

Dans quelle mesure le gouvernement a réussi à contenter les deux partis, nous le verrons par la suite, en considérant les nombreuses critiques que le projet de loi sur le contrôle a soulevées dans tous les milieux.

éléments des parties extrêmes qui admettent que la réalisation des buts sociaux et économiques en faveur du prolétariat doive passer par une transformation des institutions existantes, séparent leur cause de ceux qui conçoivent le socialisme comme une activité purement destructive » (*Tribuna* du 10 mai 1921).

CHAPITRE II

CRITIQUE ET APPRÉCIATION DU PROJET DE LOI SUR LE CONTROLE OUVRIER

SECTION I

Considérations syndicales et socialistes.

A l'exception des communistes et des anarchistes qui ne poursuivent qu'une œuvre de destruction de l'organisation économique et sociale actuelle, et qui souhaitent une révolution violente et immédiate, la grande majorité des éléments syndicaux et socialistes se déclarent satisfaits de la consécration du principe du contrôle ouvrier par le projet du gouvernement.

Le lendemain du décret instituant la Commission paritaire qui devait étudier le contrôle que le gouvernement se proposait de légiférer, le Comité d'action de la C. G. T. affirme, dans une circulaire adressée aux organisations adhérentes : « ... Notre conquête est une véritable révolution sur le terrain de l'économie nationale. Les camarades doivent tous être conscients de l'importance de cette innovation » ¹. A la même époque, M. Turati déclare que : « Le contrôle

¹ *Corriere della Sera* du 26 septembre 1920.

ouvrier constitue une révolution... Elle permettra à l'ouvrier de prendre part à la gestion d'une usine, en sorte qu'il sera en mesure d'en connaître le fonctionnement, de travailler avec plus de force et d'énergie, ce qui aura pour effet une élévation morale de l'ouvrier » ¹.

Après le dépôt du projet à la Chambre, la C. G. T. se félicite du résultat obtenu ; M. Baldesi, l'un de ses dirigeants, s'exprime en ces termes : « ... Notre Confédération est fière d'avoir mené jusqu'à ce point le projet de contrôle qu'elle avait inséré dans son programme, le lendemain de la guerre » ².

Cette satisfaction n'est pas partagée, dans la même mesure, par les syndicats blancs groupés autour de la Confédération italienne des travailleurs qui émane du parti populaire. Ce dernier, qui avait déjà protesté contre son exclusion de la Commission paritaire, manifeste son mécontentement de voir qu'il n'a pas été tenu compte de son propre projet, lequel prévoit la participation aux bénéfices, l'actionnariat ouvrier et le contrôle ³.

Quoi qu'il en soit, la classe ouvrière dans son ensemble, et les partis de gauche ⁴ considèrent le

¹ *Critica sociale* du 24 septembre 1920.

² Dans l'*Avanti* du 17 mars 1921.

³ Le schéma de ce projet se trouve dans l'ouvrage de M. Valente, *Il regimo associativo...*, déjà cité.

⁴ Il faut comprendre parmi les partisans du contrôle le parti républicain, qui préconise également la coopération et la participation, se rapprochant par là de la conception des populaires. Voir à ce propos la *Voce Repubblicana* du 8 mars 1921.

dépôt du projet de loi sur le contrôle, comme un premier résultat important.

Il s'agit maintenant de soutenir la lutte en vue d'amener au plus vite la discussion du projet au Parlement, à le faire modifier dans le sens des dispositions du projet initial de la C. G. T. et d'obtenir le vote lui donnant force de loi. Le projet de la C. G. T. se distingue — comme nous avons pu le constater — de celui du gouvernement, notamment en ce qui concerne sa nature purement syndicale, l'exercice du contrôle dans chaque usine par les représentants ouvriers élus annuellement par les syndiqués de l'établissement, la participation de ces représentants au Conseil d'administration de l'entreprise, la connaissance de toutes les opérations financières et commerciales, non seulement accomplies, mais aussi à accomplir et ainsi de suite.

En attendant les débats du Parlement, l'exposé des considérations syndicales et socialistes reviennent continuellement dans la presse, dans les différentes réunions, dans les assemblées et congrès qui ont lieu dans le monde du travail ou dans le camp socialiste.

C'est surtout à l'occasion de l'assemblée du Conseil Supérieur du Travail, ouverte à Rome le 10 mars 1921, que ces considérations ont été présentées et que la question du contrôle a été, à nouveau, vivement discutée.

§ 1.

Discussions au Conseil Supérieur du Travail.

Dès le commencement des travaux du Conseil Supérieur, le député Olivetti, l'actif secrétaire général de la C. G. I., fait connaître l'opinion des industriels sur le dépôt au Parlement du projet du contrôle. Dans son exposé, il fait remarquer que le moment ne paraît pas opportun pour introduire le contrôle dans l'industrie, étant donné les conditions économiques actuelles et les difficultés que traversent les exploitations industrielles. En dehors de cette question d'opportunité, le représentant patronal affirme que le contrôle, imposé aux industriels par le gouvernement, n'a été accepté par eux que dans un esprit de conciliation, en vue d'une collaboration avec les ouvriers, ainsi que M. Giolitti le spécifie, d'ailleurs, dans son exposé de motifs. Or, les déclarations et les manifestations répétées de la C. G. T. témoignent d'un état d'esprit fort différent et font apparaître nettement l'idée de lutte contre le capital et la nécessité de sa suppression. Dans ces conditions, le représentant de la Confédération industrielle, déclare que celle-ci est obligée de se tenir dans la plus prudente réserve.

Aux objections patronales, M. d'Aragona répond au nom de la C. G. T., que les organisations ouvrières ont toujours considéré le contrôle comme un des moyens de transformation du régime actuel de la production, mais qu'en attendant l'organisation de

demain, il accepte la collaboration des employeurs et des employés, nécessaire au développement de l'industrie qui seul peut assurer le bien-être des travailleurs. Le contrôle serait donc d'une grande utilité, dès à présent, car il permettrait le relèvement de la classe ouvrière et augmenterait le rendement des entreprises en assurant une part plus juste de profit à la main-d'œuvre italienne, dont les salaires sont aujourd'hui inférieurs à ceux des pays étrangers.

D'ailleurs — ajoute M. d'Aragona — la discussion de principe sur le contrôle ne peut même plus avoir lieu maintenant, les industriels l'ayant déjà admis en présentant un projet au gouvernement.

Le député Bruno Buozzi, au nom de la F. I. O. M., précise en ces termes les aspirations ouvrières : « Toutes les lois sociales sont réclamées par les ouvriers, en tant que moyens de relèvement et de complète émancipation... Le contrôle et toutes les autres demandes présentées successivement à la classe industrielle tendent à améliorer immédiatement les conditions des travailleurs, et à leur donner en même temps la possibilité de se préparer à la gestion de la société future. La lutte de classe mène indirectement à une collaboration sur le terrain technique ; les industriels ne peuvent et ne doivent en espérer autre chose qu'une collaboration technique »¹.

Cette argumentation n'est pas de nature à rassurer

¹ Dans la *Tribuna* du 11 mars 1921.

les représentants industriels. M. Olivietti insiste sur la nécessité d'examiner la question du principe même, avant de passer à la discussion des modalités d'application, et M. Jarach considère que les industriels ne se trouvent pas liés par l'accord survenu le 19 septembre 1920 ¹, dans le sens où le comprend la C. G. T.. Il déclare être contre le projet déposé au Parlement comme ne correspondant pas aux conceptions des industriels.

En conséquence — à la suite de la décision prise par le Conseil de discuter par articles les dispositions du projet de loi sur le contrôle — avant de passer à cette discussion, M. Jarach fait porter au procès-verbal une déclaration au nom de la C. G. I., dont nous extrayons les passages suivants, qui résument l'opinion des industriels : « ... La Confédération générale de l'Industrie a accepté, dans un moment orageux pour le pays, l'expérimentation d'un contrôle, à condition cependant que les organisations ouvrières fussent animées de sentiments de sincère et loyale collaboration et pourvu que ce contrôle n'établisse ni monopole, ni prépondérance en faveur des organisations syndicales ; mais, au contraire, qu'il veuille signifier une responsabilité et un effort communs des différents facteurs de la production, qu'il soit conçu dans l'intérêt de la collectivité et n'entrave pas la liberté de mouvement nécessaire à l'industrie ;

« Etant donné que les industriels n'ont pas rencon-

¹ Voir *supra*, p. 34.

tré jusqu'ici l'existence ou les manipulations d'un tel état d'esprit et d'une telle volonté de collaboration de la part des ouvriers ;

« Vu que dans la crise industrielle d'aujourd'hui, la réforme du contrôle pourrait causer des désordres dans les rapports économiques et constituer un nouveau et puissant élément de perturbation sur le terrain de la production ;

« Considère qu'une réforme aussi grave ne peut être effectuée sans une étude plus approfondie et plus complète des rares expériences qui ont eu lieu à l'étranger, dans des situations économiques beaucoup mieux consolidées que la nôtre ;

« La représentation industrielle considère qu'il est utile que ces appréciations soient clairement exposées, afin qu'il soit entendu que sa participation aux discussions ultérieures signifie seulement qu'elle croit de son devoir d'exprimer ses convictions, lors de l'examen des articles du projet » ¹.

Après cette discussion sans résultat, du principe même du contrôle, les travaux du Conseil Supérieur portèrent sur les modalités de son application. Toute la suite des débats n'est qu'une lutte tenace entre les représentants des deux parties, les uns demandant l'extension et le renforcement du contrôle, tel qu'il est prévu dans le projet de loi, les autres tâchant d'en réduire la portée et de l'atténuer le plus possible.

C'est ainsi que M. Baldesi, de la C. G. T., réclame

¹ Dans la *Tribuna* du 11 mars 1921.

l'extension du contrôle à toutes les industries, en entendant par là toutes celles que comprend la formule adoptée à Washington par la Conférence internationale du Travail. Le commerce et les banques ainsi que les Compagnies de Navigation devraient être soumises au contrôle, d'après le délégué syndical. Le député Olivietti combat naturellement cette thèse extrême et le professeur Brunelli considère que l'application du contrôle aux entreprises maritimes est une impossibilité; ces entreprises ont un caractère tout à fait spécial, incompatible avec l'exercice d'un contrôle qui compromettrait la discipline de bord, absolument indispensable.

Même divergence d'opinions au sujet du fonctionnement des commissions de contrôle. M. Jarack fait remarquer les inconvénients qui résultent du fait d'avoir chargé les commissions intérieures de désigner les membres des commissions de contrôle; les rapports entre les entrepreneurs et leurs ouvriers ne peuvent qu'en être fortement affectés. Il se plaint également du manque de proportion entre le nombre des délégués ouvriers et de celui des représentants des techniciens et des employés, dans la composition des commissions.

Enfin, demande M. Jarack, quelle sera la situation de l'industriel qui se trouvera dans la nécessité de renvoyer un ouvrier qui serait en même temps contrôleur de l'établissement? Et comment la discipline indispensable au travail pourra-t-elle être respectée, dans ces conditions? M. Baldesi, au nom de la

C. G. T., fait remarquer que celle-ci ne considère pas les contrôleurs comme les juges de la direction des établissements, mais simplement, comme des informateurs recueillant les renseignements et les données nécessaires pour les commissions centrales.

Les discussions contradictoires se poursuivent au sujet de la garantie des secrets de fabrication, des frais occasionnés par le fonctionnement des organes de contrôle — et sur ce point, tout le monde paraît d'accord pour faire supporter ces frais par l'Etat, représentant la collectivité — des sanctions à prévoir dans la loi contre ceux qui refuseraient de s'y soumettre¹, etc.

Ainsi, des longs débats du Conseil Supérieur du Travail, il ressort clairement que deux mois après le dépôt à la Chambre, du projet de loi, grâce auquel le gouvernement espérait concilier les intérêts des parties adverses, celles-ci ne sont pas d'accord, non seulement sur les modalités d'application du contrôle, mais aussi, et surtout, sur la question du principe même.

Les conceptions respectives contrastant à tel point, il n'est pas étonnant que la discussion ne mène à aucune conclusion utile.

¹ Au cours de ses débats, le point de vue particulier de la Confédération italienne des travailleurs (l'organisation blanche) a été exposé par le député Gronchi. C'est — comme nous avons déjà eu l'occasion de le voir — le participationisme et l'actionnariat ouvrier, avec un contrôle adéquat. Voir à ce sujet l'ouvrage déjà cité du docteur Valente.

Les industriels affirment à nouveau leur point de vue à la réunion du Conseil directif de la Confédération générale de l'Industrie qui a lieu le 12 mars 1921, à Rome. Après avoir approuvé l'activité des membres de la Confédération, appelés à faire valoir devant le Conseil Supérieur du Travail les considérations industrielles dans la discussion sur le contrôle, le Conseil directif déclare que l'exposé de ses représentants a l'assentiment des industriels d'Italie. Un ordre du jour est voté confirmant cette attitude « ...inspirée par la juste défense des plus hauts intérêts économiques du pays... » que l'exécution du projet de loi sur le contrôle affecterait gravement¹.

SECTION II

Attitude des Chambres de Commerce.

L'Union des Chambres de Commerce adopte à l'égard du contrôle une opinion se rapprochant sensiblement de celle des industriels.

L'assemblée générale tenue à Trieste, le 16 décembre, avait décidé de transmettre à toutes les Chambres de Commerce locales, les éléments nécessaires pour l'étude de la question du contrôle. Les réponses sont résumées dans le rapport présenté, par la présidence de l'Union, à l'assemblée générale extraordinaire qui a lieu à Rome, le 11 mars 1920. Les

¹ *Giornale d'Italia* du 15 mars 1921.

suggestions ainsi exprimées sont approuvées dans un ordre du jour voté par l'assemblée et transmis au gouvernement, en vue de la discussion du projet de loi sur le contrôle qui devait avoir lieu au Parlement.

Les Chambres de Commerce se montrent très sceptiques quant à la collaboration entre employeurs et employés, que le gouvernement espère assurer grâce au contrôle. Elles pensent que sous l'influence des idées subversives, les ouvriers considèrent qu'ils ne seront jamais équitablement récompensés pour leur travail dans le régime actuel et qu'une collaboration ne leur donnerait pas les avantages que leur vaudrait un changement de régime. Ils veulent la gestion directe des entreprises et envisagent le contrôle comme moyen d'y arriver.

Collaboration et contrôle ne s'accordent donc pas, « ce sont des fonctions antithétiques si elles ne tirent pas leur raison d'être d'une étroite communion d'intérêts »¹. Or, cette communion d'intérêts étant niée par les ouvriers, toutes les vertus attribuées au contrôle — amélioration des rapports entre employeurs et employés, augmentation de la production, etc. — disparaissent forcément.

Les Chambres de Commerce sont d'avis que le projet déposé à la Chambre par le gouvernement est de nature à compromettre la marche de l'industrie. Elles invoquent — ainsi que ne cessent de le faire les indus-

¹ *Relazione della Presidenza...*, p. 8.

triels — tous les inconvénients qui en résulteraient quant à la discipline indispensable au travail, à la liberté de décision et à la rapidité d'exécution nécessaire dans la conduite des entreprises, enfin à l'esprit de responsabilité et d'initiative dont doivent faire preuve les dirigeants d'exploitations.

A ce propos, le rapport présenté à l'assemblée du 11 mars, révèle une question particulièrement délicate. Il s'agit de savoir si le contrôle exercé par les délégués dans chaque établissement doit comprendre seulement l'examen des opérations accomplies ou s'exercer également sur les opérations en cours, ou même d'une manière préventive.

Le projet de loi n'est pas très précis sous ce rapport, lorsqu'il prévoit (art. 5) que « les données relatives aux opérations à caractère financier et commercial, doivent, *en principe*, comprendre seulement les opérations accomplies ». Les exceptions étant donc possibles, on ne voit pas quelle sera la limite des dérogations que les délégués ouvriers ne manqueront pas de réclamer. De ce défaut de précision naîtront certainement des malentendus et des difficultés, qui entraveront le fonctionnement normal des exploitations.

Le rapport fait ensuite remarquer, en ce qui concerne les améliorations techniques dont les organes de contrôle auront à s'occuper, que sur ce terrain aucune initiative ne peut être plus efficace que celle que les industriels prennent eux-mêmes, stimulés par la concurrence qui les pousse à perfectionner

sans cesse leurs procédés et leurs moyens de production. Cette ingérence dans l'organisation technique des entreprises sera, à n'en pas douter, une nouvelle source de graves conflits entre employeurs et employés.

Une autre question importante retient l'attention des Chambres de Commerce : c'est l'exercice du contrôle par catégorie d'industrie ou par établissement isolé.

Dans l'exposé de motifs qui précède le projet de loi déposé à la Chambre, il est dit : « Pour l'exercice du contrôle il n'a pas paru nécessaire d'instituer dans chaque établissement — comme dans d'autres législations — de véritables Conseils d'entreprise ou d'usine, qui pouvant parfois s'inspirer de considérations d'ordre particulier, créeraient un dualisme dangereux avec les organes réguliers de chaque entreprise industrielle ». Mais si dans l'intention du gouvernement, le contrôle doit s'exercer par catégorie d'industrie, les Chambres de Commerce pensent, qu'en pratique, il en sera autrement. Les délégués attachés à chaque établissement devant s'informer et connaître l'ensemble de son fonctionnement pour en référer à la commission, exerceront ainsi, implicitement, un contrôle qui provoquerait toutes les conséquences que le gouvernement voudrait éviter.

Pour que le contrôle s'exerce donc effectivement par catégorie d'industrie, le rapport du 11 mars considère que les délégués ouvriers devraient être remplacés par des inspecteurs de Travail appartenant aux

offices provinciaux et communaux. D'ailleurs, ajoutait-il, pour recueillir les renseignements et les données nécessaires aux commissions, il n'est pas utile de faire une enquête spéciale dans chaque établissement, ce qui exigerait des frais très importants et susciterait de grandes complications. Des enquêtes se limitant à quelques usines dans chaque industrie, constitueraient des exemples suffisants.

Quant à l'application des lois et des règlements protégeant les travailleurs, son exécution pourrait être assurée par les commissions intérieures fonctionnant aujourd'hui dans certains établissements. Celles-ci devraient être, en conséquence, étendues à toutes les entreprises, ainsi que le propose la Confédération générale de l'Industrie. Les commissions intérieures, représentant directement les ouvriers, poursuivent une action continue d'arbitrage et de conciliation et peuvent donc réellement contribuer à la bonne entente entre employeurs et employés.

Mais, il y a un autre point sur lequel insistent particulièrement les Chambres de Commerce : c'est la nécessité d'instituer le contrôle dans l'intérêt de la collectivité, et non pas avec un caractère uniquement syndical. Ainsi, les intérêts des consommateurs méritent certainement d'être protégés, et le rapport du 11 mars signale, à ce propos, un danger qui pourrait résulter du projet de contrôle actuel. D'après la conception ouvrière, précise le rapport, le salaire doit correspondre au coût de la vie, et les organisations syndicales ne tiennent pas compte dans leurs reven-

dications, des conditions spéciales dans lesquelles peuvent se trouver les industries et par là de l'impossibilité de supporter de nouvelles charges. Ne doit-on pas craindre que les ouvriers ne demandent une augmentation du prix des produits, en vue d'un accroissement des salaires ? Et ne risque-t-on pas de voir les industriels accepter une pareille majoration pour avoir la paix dans leurs établissements ? Et si la concurrence de l'étranger faisait obstacle à une augmentation des prix de vente, on serait, peut-être, amené à avoir recours à des tarifs douaniers prohibitifs, au grand préjudice du pays.

Une conséquence en entraînerait une autre et toutes seraient injustement supportées par les consommateurs.

Pareille injustice ne saurait être tolérée par l'Etat, qui ne doit pas laisser les intérêts de la collectivité à la merci des agissements d'une seule catégorie de citoyens.

Enfin, à part les critiques et les suggestions que nous venons de voir, les Chambres de Commerce formulent aussi des réserves en ce qui concerne l'opportunité d'une loi sur le contrôle des industries dans les circonstances actuelles. Les pertes occasionnées par la guerre, les prix des matières premières, les difficultés provoquées par le change, la politique douanière protectionniste de l'Etat, l'incertitude et le malaise économique et social du pays, déterminent aujourd'hui, une crise redoutable. L'industrie en souffre particulièrement — la restriction des com-

mandes et du crédit étranger témoigne de la méfiance que cette situation inspire — et lorsqu'elle traverse une pareille crise, le moment n'est pas choisi pour la soumettre à une expérience dangereuse, dont les conséquences pourraient être des plus graves.

C'est à la suite de toutes ces considérations, que la XXXI^e Assemblée générale de l'Union des Chambres de Commerce vota, le 16 mars à Rome, un ordre du jour désapprouvant le projet de loi sur le contrôle et suggérant au gouvernement l'idée de « ...confier au Conseil Supérieur du Travail — opportunément reconstitué par la présence de toutes les classes intéressées à la production et des organisations proposées au développement économique du pays — l'exercice d'un contrôle par catégorie d'industrie. La nature et l'extension de ce contrôle seraient précisées de manière à concilier les aspirations légitimes de la classe ouvrière avec les exigences imprescriptibles de la vie des entreprises, en donnant ainsi à l'économie nationale l'avantage d'une plus confiante énergie de la part du capital et du travail » ¹.

SECTION III

Le projet de loi sur le contrôle devant l'Opinion.

La question du contrôle ouvrier et le projet de loi déposé par le gouvernement, ont naturellement pro-

¹ Cette suggestion, relative au Conseil Supérieur du Travail, s'inspire particulièrement de la proposition présentée par la Chambre de Commerce de Gênes (Voir dans la *Relazione della Presidenza...*, p. 21).

voqués d'importantes discussions dans le monde politique et économique, et la presse a largement ouvert ses colonnes aux diverses opinions.

Nous nous contenterons d'en citer quelques-unes, afin de compléter l'aspect que présente la question du contrôle en Italie.

« La discussion qui se prépare à la Chambre — dit M. Baldesi dans l'« *Avanti* » du 17 mars 1921 — doit être des plus amples, pour attirer l'attention des travailleurs sur cette réforme qui est une véritable révolution, non pas politique — et ceci est très important — mais économique, qui diminuera l'autorité des capitalistes, en augmentant considérablement celle des ouvriers. Il est nécessaire de considérer, en outre, que cette loi n'est que le commencement d'une série de lois qui mèneront forcément au contrôle de toutes les activités ayant un caractère social ».

A cette conception du contrôle, M. Italo Minunni répond, dans l'« *Idea Nazionale* » du 20 mars, dans les termes suivants : « M. Baldesi croit-il vraiment que devant l'aveu si net sur la valeur révolutionnaire du contrôle, la bourgeoisie soit à tel point inepte ou incapable pour permettre qu'un coup mortel soit porté à son régime économique ? Il est vrai qu'un des représentants de la bourgeoisie italienne, M. Giolitti, prétend accomplir par une loi d'Etat, sanctionnée par le Roi, cette révolution radicale de l'ordre économique ; mais la réaction qui s'est manifestée partout, parmi les producteurs et les partis politi-

ques, démontre que la thèse du Président du Conseil a subi un bien triste sort, à tel point, que M. Giolitti a été obligé d'avouer qu'il acceptera toutes les modifications « servant à améliorer son projet » ; à l'améliorer probablement jusqu'à le transformer d'une manière radicale et à lui ôter son caractère dangereux de parfait instrument révolutionnaire ».

M. Minunni continue son argumentation en présentant toutes les critiques que les industriels ont déjà formulées à l'égard du contrôle, et termine en invoquant la nécessité d'une action commune, de tous ceux qui poursuivent le relèvement économique de l'Italie, en vue d'empêcher une réforme qu'il considère désastreuse pour l'économie nationale.

C'est dans le même organe nationaliste ¹ qui représente les intérêts capitalistes, que le professeur Matteo Pantaleoni de l'Université de Rome — l'économiste bien connu — écrit un article qui commence par cette accusation hardie : « Le projet de loi qui a pour titre *Le contrôle...*, est d'un bout à l'autre, une audacieuse mystification bolcheviste ».

Le professeur Pantaleoni croit que le contrôle est inutile lorsqu'il s'agit de faire connaître aux ouvriers la constitution du capital des entreprises ; celui-ci est déclaré dans le cas des sociétés anonymes et ne regarde personne dans les autres entreprises. Il est également inutile pour l'application des lois et des règlements qui protègent les travailleurs, car toute

¹ *L'Idea Nazionale* du 2 mars 1921.

une série d'organes ont pour tâche la surveillance de cette application (commissions intérieures, inspecteurs, médecins, etc.).

Le contrôle est dangereux, s'il s'agit de transformer les établissements industriels en autant d'écoles syndicales préparatoires, il est très nuisible s'il s'applique aux bénéfices des exploitations. A ce point de vue, le contrôle visera soit les bénéfices qui figurent au bilan, et cela ne présentent aucun intérêt car ceux-ci sont publics, soit les « réserves » et les « évaluations », et dans ce cas, toute l'opposition d'intérêts existant entre les industriels et les ouvriers sera mise en jeu. Les premiers défendent le bénéfice durable des exploitations, les seconds en réclament le bénéfice immédiat, en « abattant l'arbre pour en cueillir les fruits » !

D'ailleurs, constate M. Pantaleoni, le rôle de l'homme d'affaires, du capitaliste, de l'entrepreneur, ne peut-être rempli par de simples ouvriers, et l'ingérence de ceux-ci dans la conduite des industries signifierait sa désorganisation certaine. Les ouvriers laissés à eux-mêmes, ne seraient capables de créer, de conduire et de faire prospérer, aucune des entreprises que le « génie de l'industriel ou du commerçant » anime. «... Leur contrôle n'est possible que lorsque tout ce qui est bien a déjà été fait, sans que cela soit leur œuvre, et qu'il ne reste qu'à démolir et à anéantir ce qui a été construit », et le professeur Pantaleoni termine en déclarant que le projet de loi sur le contrôle mène à la destruction certaine de l'industrie.

Cette appréciation, si injustement sévère, sur la valeur des ouvriers et sur la part qui leur revient dans la production, devait être relevée ; sans même chercher la réponse dans la presse socialiste, nous en trouverons une, fort justifiée, dans la « *Voce Repubblicana* » du 8 mars 1921. La main-d'œuvre partage avec les techniciens et les entrepreneurs le travail et le mérite dans la production industrielle ; il est donc nécessaire et équitable qu'ils soient traités sur le même pied d'égalité, dans l'intérêt de l'industrie elle-même.

Le parti républicain voit la solution de la question du travail, dans une participation menant à la coopération. Le contrôle y devrait être nécessairement inclus.

Et c'est pourquoi, tout en se rendant compte « ... des difficultés que pourra provoquer à l'industrie italienne la loi sur le contrôle, lorsqu'elle sera appliquée », l'organe républicain entend « réfuter les arguments avancés par le professeur Pantaleoni contre *n'importe quel* contrôle ouvrier ».

Dans la « *Vita Italiana* » du 15 février 1921, l'ingénieur Pietro Lanino considère le contrôle comme un moyen uniquement destiné à résoudre une question momentanée d'ordre politique, et dans la même revue, en date du 15 mars 1921, il entreprend la critique du projet de loi déposé à la Chambre.

Si le contrôle doit, malgré tout, être institué, dit l'ingénieur Lanino, au moins faut-il tâcher de le rendre aussi peu dangereux que possible. Il est à remarquer que le projet gouvernemental ne répond

exactement au point de vue d'aucun des différents intéressés. Les industriels se sont nettement prononcés contre le projet, et certains organes techniques — comme la section de Rome de l'Association nationale des ingénieurs — ont adopté la même attitude. Quant aux dirigeants syndicalistes et socialistes, malgré la « tiédeur » du projet Giolitti, ils l'agrément, car il sert, en tout cas, le but qu'ils poursuivent.

C'est précisément pourquoi l'ingénieur Lanino espère que le projet sur le contrôle présenté par le Premier Ministre ne recevra pas force de loi.

Une appréciation analogue est exposée dans la « *Rassegna Italiana* » sous la signature d'Italicus Senator.

Le projet gouvernemental, en instituant un contrôle purement syndical, établit un véritable tribunal de classe, une dictature ouvrière sur la vie économique du pays. « Pour que le contrôle ne devienne pas un instrument de dissolution de l'industrie, il est absolument nécessaire de supprimer les délégués élus dans chaque usine et d'écarter le contrôle, pour tout ce qui concerne l'essence intime de l'industrie... »¹. Le contrôle ne devrait s'exercer, par conséquent, que sur les questions de salaires, de bénéfices, de recrutement et de licenciement de la main-d'œuvre, d'application des lois qui protègent les travailleurs. Tout le reste n'entre pas dans la compétence des ouvriers ; une autre conception du

¹ *Rassegna Italiana* du 28 février 1924, p. 90.

contrôle ne saurait se concilier avec le régime industriel d'aujourd'hui.

On pourrait, ainsi, se rapporter à maintes appréciations et critiques autorisées renouvelées de toutes parts, sur la question du contrôle ouvrier en Italie. Nous nous contenterons d'indiquer celles que contiennent les intéressants ouvrages de MM. Mario Guarnieri ¹, Enea Cianetti ², Enrico Marchetti ³, Valente ⁴ et autres, ainsi que les articles importants parus dans la « *Critica sociale* » sous la signature de MM. Turati, Azimonti, Fausto Pagliari, etc. ; ceux de MM. Seratti, Baldesi, d'Aragona, dans l'« *Avanti* » et dans les « *Battaglie sindacali* » — organe de la C. G. I. ; ceux de « l'Ordine Nuovo » de Turin, reflétant le point de vue communiste ; enfin, les commentaires de l'« *Organizzazione industriale* », bulletin de la Confédération générale de l'Industrie ⁵.

Une attention particulière doit être portée à l'opinion exprimée dans le « *Corriere de la Sera* » par le sénateur Einaudi, l'économiste bien connu, et aux appréciations du professeur Guiseppe Majorana de l'Université de Catania ⁶.

¹ GUARNIERI M., *I Consigli di fabbrica*.

² CIANETTI E., *Il tramonto del salariato*.

³ MARCHETTI E., *I rapporti fra capitale e lavoro nella reconstitutione della vita economica nazionale*.

⁴ VALENTE G., *Il regime associativo delle aziende...*

⁵ Voir aussi la conférence tenue le 18 mars à Rome par le député Olivietti, secrétaire général de la Confédération (*Tribuna* du 19 mars 1921).

⁶ *Giornale degli economisti*, Anno XXXI, vol. IX, n° 11.

CONCLUSION

De la succession des faits et de l'exposé des différents points de vue que nous avons relatés jusqu'ici, nous pouvons dégager certaines conclusions, quant à la consécration législative du contrôle des industries, en Italie.

Le contrôle ouvrier revendiqué par les dirigeants syndicaux et socialistes, accepté — ou plutôt subi — par les industriels, a été consacré par le gouvernement, sous forme d'un projet de loi déposé à la Chambre.

Cette initiative gouvernementale, constitue — pensons-nous — une mesure d'opportunité politique, que le Président du Conseil a cru devoir prendre devant les circonstances d'ordre économique, social et politique, dans lesquelles se trouvait le pays, et en prévision des événements très graves qui se préparaient. Pour en comprendre le sens et la valeur, il faut donc se placer au point de vue italien et tenir compte, par conséquent, de tous les éléments de nature à dicter l'action du gouvernement.

Son initiative a soulevé — comme il fallait s'y attendre — des commentaires et des polémiques aussi variés que violents. Les nombreuses manifestations contraires, que nous avons eu l'occasion d'enregistrer, démontrent, d'un côté, l'importance que revêt la question du contrôle dans l'opinion italienne, d'un

autre, les sentiments divers qu'a provoqués, parmi les intéressés, le dépôt du projet de loi à la Chambre.

Les industriels, les capitalistes, les entrepreneurs, ainsi que la plupart des éléments politiques non-socialistes se déclarent nettement opposés au projet gouvernemental. Leurs objections multiples et importantes sont constamment renouvelées, dans l'espoir d'amener la modification — sinon le rejet — du projet de contrôle, par le Parlement.

Les socialistes et les dirigeants ouvriers, tout en étant satisfaits de la victoire que constitue l'acceptation de leurs revendications par le gouvernement, ne désirent pas moins une loi qui leur soit encore plus favorable, et ne considèrent l'avantage acquis que comme une étape de leurs conquêtes futures.

Le gouvernement, lui, souhaite surtout une chose : le rétablissement de la situation intérieure et la reprise de l'activité industrielle du pays, si fortement compromise par les événements de ces dernières années. En acceptant donc le principe du contrôle ouvrier, il l'a fait dans l'espoir d'assurer la paix sociale et le développement de la production nationale, indispensables au relèvement de l'Italie.

Y réussira-t-il ?

Nous ne pouvons préjuger pour l'avenir, mais un fait est certain : M. Giolitti a réussi, par sa politique, à remener le calme et à rétablir des conditions presque normales dans l'industrie. C'est là, certainement, un grand pas en avant et un résultat important. Il s'agit maintenant de le consolider. M. Giolitti voit

dans le contrôle, la possibilité d'une consolidation durable. On ne peut pas le nier, *a priori*; l'application et l'expérience du contrôle pourront seules le démontrer, et il lui faut pour cela acquérir force de loi.

Mais, disent les nombreux adversaires de la réforme, c'est une expérience dangereuse, les effets peuvent en être désastreux, les conséquences irrémediables; elle ne doit pas être tentée si l'on ne veut pas compromettre l'avenir du pays.

C'est là toute la question.

Ceux qui tiennent en main les destinées du pays doivent se prononcer et en prendre la responsabilité.

S'ils peuvent entourer cette réforme hardie de toutes les garanties nécessaires, en ménageant le plus possible tous les intérêts en présence, s'ils considèrent, surtout, que les conditions particulières dans lesquelles se trouve le pays la réclament, et que le moment est venu d'entrer dans cette voie nouvelle, alors ils n'hésiteront pas à légiférer une institution aussi importante que celle du contrôle sur les industries.

Le gouvernement de M. Giolitti a compris, dans ce sens, sa mission; son projet de loi en est la preuve.

Il s'agit maintenant de voir, lors de la discussion qui aura lieu, ce que pense le Parlement de la réforme dont il est saisi et dont les chances de succès dépendent de son attitude.

Une fois devant les Chambres, la question prend un caractère purement politique; c'est donc la situation politique du moment qui en décidera.

Dans une interview accordée au « *Giornale d'Italia* » (2 mars 1921), M. Bacelli, président de la Commission parlementaire du Travail, déclare que : « Le projet de loi de M. Giolitti constitue une innovation hardie et confond, de ce fait, nombre de personnes. Nous nous trouvons devant deux nécessités impérieuses, également catégoriques : la première nous impose de suivre l'évolution des temps, l'autre nous oblige à ne pas nuire à la production... Les lois doivent suivre et donner une forme concrète et une discipline aux phases successives de l'évolution. Si elles veulent rester vivantes, réelles et efficaces, et non pas être une règle écrite en dehors de la vie — et par là forcément inobservées — elles ne doivent pas rester étrangères à la progression des faits. Or, quiconque a un sens politique exact, doit voir que les masses ouvrières sont portées à une éducation technique et intellectuelle progressive, que le capital — dominateur un certain temps — doit trouver un juste équilibre devant le travail, et que de même que la propriété latifundièrè du sol tend à se morceler et à se rapprocher de l'élément vital de l'agriculture, ainsi la propriété des usines — dans la plupart des cas — tend vers des formes coopératives en vue desquelles il faut, en temps utile, prendre les mesures nécessaires... C'est pourquoi nous devons trouver des formes et des institutions qui tendent à préparer et à éduquer de plus en plus les masses ouvrières, tout en ayant en vue la nécessité de ne pas nuire à la production... ».

« Au cours de l'ample discussion — qui n'est d'ailleurs pas encore terminée — divers courants se sont manifestés... Tous désirent concilier l'éducation progressive des masses ouvrières et le relèvement du travail, avec les exigences de la production et l'existence des industries. De quelle manière? Voilà la difficulté. Mais la bonne volonté de tant d'hommes compétents et animés du désir sincère de sauvegarder l'intérêt public, doit nous faire espérer que les difficultés seront surmontées... ».

Aussi, comme le fait voir M. Bacelli, la discussion se poursuit-elle au sein de la commission parlementaire, mais si tous ses membres tendent vers un accord, cet accord est loin d'être réalisé. Dans la séance du 10 mars, par exemple, les députés de Ruggeri et Maury se déclarent contre le projet. Le député Giuffrida constate que le fait même de soustraire au contrôle les nouvelles industries, pendant les quatre premières années, démontre son effet débilisant; il reconnaît cependant que le projet ne peut être repoussé, parce qu'il représente un réel effort vers un relèvement moral des travailleurs et vers le rétablissement économique. Un ordre du jour est voté à l'unanimité, approuvant ce point de vue et décidant la nomination d'une sous-commission pour l'examen du projet ¹.

Mais pendant que le travail des commissions parlementaires suit ainsi lentement son cours, l'œuvre

¹ *Corriere de la Sera* du 11 mars 1921.

de M. Giolitti commence déjà, à être suspectée par ceux-là même à qui son initiative a donné une première satisfaction. Ses intentions sont mises en doute et des voix s'élèvent parmi les socialistes, pour accuser le gouvernement de retarder volontairement la discussion du projet à la Chambre. Le 17 mars l'« *Avanti* » disait à ce propos : « Il n'y a pas de danger à ce que les capitalistes italiens soient appelés à faire honneur aux engagements signés en présence du Président du Conseil, parce que c'est le Président du Conseil, lui-même, qui les exemptera de leurs obligations. M. Giolitti, il est vrai, a présenté à la Chambre le projet de loi sur le contrôle ; mais au moment même où il l'a présenté s'est déchaînée la violente et incessante campagne politique soutenue par toute la classe capitaliste, par les banquiers, les industriels, les propriétaires fonciers, en vue de rendre impossible la discussion de la loi... Du reste, M. Giolitti n'est nullement attristé d'*étrangler* le contrôle, cette créature qu'il a adorée, tout en sachant qu'il ne la laisserait pas vivre ».

L'organe socialiste prétend, de même, qu'au Parlement la droite aurait changé d'attitude envers le Premier Ministre à la suite d'un arrangement qui serait survenu, quant au contrôle, en vue de la dissolution de la Chambre, décidée au courant du mois de mars et des nouvelles élections fixées au 15 mai.

M. Giolitti a, en effet, fait signer au Roi, le 7 avril 1921, le décret dissolvant la Chambre des Députés, mais dans le rapport qui accompagne ce décret, le

Premier Ministre expose clairement les motifs qui ont décidé la dissolution.

C'est en premier lieu la nécessité de faire entrer au Parlement les représentants des nouvelles provinces libérées. Or, il semble préférable de ne pas se limiter à des élections partielles, mais de consulter à cette occasion le pays entier, comme cela a déjà été fait en Italie en 1867 et 1870. Ensuite, il est certain que les conditions intérieures et extérieures du pays sont, aujourd'hui, complètement différentes à celles où il se trouvait en 1919, lors des dernières élections générales. M. Giolitti invoque ces considérations pour provoquer de nouvelles élections dans l'espoir d'obtenir une majorité plus stable, qui lui permette d'accomplir les réformes importantes qu'il projette.

Il est évident que c'est pour le Premier Ministre une condition indispensable de pouvoir s'appuyer sur une Chambre qui lui accorde une confiance et une tranquillité de nature à le laisser mener à bonne fin, l'œuvre de réorganisation interne et de relèvement à l'extérieur dont l'Italie a impérieusement besoin.

Pendant la campagne électorale, le gouvernement affirme à nouveau son intention de légiférer le contrôle ouvrier sur les industries, ainsi que le déclare, par exemple, M. Soleri, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du conseil, dans son discours-programme prononcé à Cuneo, le 3 mai 1921 ¹.

¹ Voir la *Tribuna* du 4 mai 1921.

Les élections générales ont lieu le 15 mai ; toutefois, le changement escompté par M. Giolitti ne se produit pas. La nouvelle Chambre ne diffère que bien peu de celle qui avait été dissoute, et cela, pour de multiples raisons de politique intérieure, sur lesquelles nous ne croyons pas devoir insister ¹.

Un fait importe, c'est que le Président du Conseil se trouve devant les mêmes difficultés qu'avant. La majorité sur laquelle il doit s'appuyer pour réaliser ses intentions est tout aussi incertaine que celle de l'ancienne Chambre. Ses initiatives seront pareillement gênées et la liberté d'action dont il a besoin pour son œuvre de réforme, lui manquera.

Après avoir vainement essayé de faire participer à son ministère les socialistes modérés — fraction Turati — M. Giolitti remet sa démission au Roi le 27 juin 1921, à la suite d'un vote de la Chambre qui ne lui accordait qu'une très faible majorité ².

¹ Voici la situation des différents partis dans la composition de la nouvelle Chambre (535 sièges) :

Socialistes.	120
Communistes.	13

ce qui porte à 133 le nombre des députés de l'extrême gauche, contre 156 de l'ancienne Chambre.

Républicains	8
Fascistes	21
Populaires.	104

Les 269 sièges qui restent sont acquis (moins une dizaine pour les minorités slaves et allemandes) aux démocrates.

² L'ordre du jour de confiance qui a clôturé le débat sur la politique extérieure a été voté par : 234 voix contre 200 (*Le Temps* du 28 juin 1921).

L'habile homme d'Etat qu'est M. Giolitti se retire du pouvoir sans avoir été mis en minorité et à la suite d'une attaque adressée à son ministre des Affaires étrangères, qui a été seul mis en cause, d'après l'aveu des interpellateurs eux-mêmes. Mais l'ancien Président du Conseil considère, à juste raison, la manifestation du 26 juin à la Chambre — la coalition qui vota contre lui comprenait l'extrême droite et les communistes, en passant par les socialistes et les partisans de M. Nitti — comme une preuve évidente de l'impossibilité où il se trouve d'accomplir une œuvre aussi vaste, que celle qu'il envisageait.

Après la démission du ministère Giolitti, c'est son ancien collaborateur, M. Bonomi, qui fut chargé de former le cabinet. Constitué le 3 juillet, le nouveau gouvernement est nettement orienté vers la gauche.

Depuis cette époque, malgré la réouverture de la Chambre, la question du contrôle ne s'est plus posée qu'incidemment ¹.

Ce qui en adviendra, nul ne saurait le dire car, ainsi que nous l'avons fait remarquer, la question revêt aujourd'hui un caractère purement politique.

Les circonstances et les nécessités du moment, seules, pourront permettre ou exiger la consécration

¹ La nécessité du contrôle a été affirmée à nouveau à l'occasion du Congrès de la F. I. O. M. tenu à Rome, le 3 octobre 1921 (Voir la *Tribuna* du 4 octobre 1921).

législative du contrôle ouvrier dont le Parlement reste saisi.

Un élément, cependant, sera de nature à influencer particulièrement le Parlement ; c'est l'exemple donné par certains pays qui ont déjà fait entrer le contrôle dans leur législation, en l'appliquant à toutes les entreprises ou à certaines d'entre elles seulement.

Aussi, donnerons-nous un rapide aperçu sur les pays où le contrôle a reçu force de loi, sur ceux où il ne s'exerce que d'une manière facultative, ainsi que sur les pays où la question ne fait encore que se poser théoriquement.

Quant à la Russie des Soviets, nous lui consacrerons un chapitre, non pas à titre d'exemple, mais pour faire ressortir la nature spéciale du contrôle institué par le gouvernement soviétique.

TROISIÈME PARTIE

LA QUESTION DU CONTROLE OUVRIER DANS LES AUTRES PAYS

CHAPITRE PREMIER

APERÇU DE LA LÉGISLATION D'AUTRES PAYS EN MATIÈRE DE CONTROLE OUVRIER

Dans l'exposé de motifs qui précède le projet de loi sur le contrôle déposé sur le bureau de la Chambre, le Président du Conseil déclare : « Il a été tenu compte aussi, des lois décrétées en cette matière, dans les autres pays ».

Nous examinerons brièvement ces différentes lois, dans l'ordre de leur promulgation.

SECTION I

Autriche.

La première loi concernant le contrôle ouvrier est la loi autrichienne du 15 mai 1919, instituant les

Conseils d'entreprise¹ ; c'est aussi la plus favorable à la classe ouvrière.

Voici les dispositions générales de cette loi².

L'article 1^{er} prévoit la création d'un conseil dans toutes les usines ainsi que dans les autres entreprises qui occupent régulièrement au moins vingt ouvriers et employés, notamment :

a) dans toutes les entreprises ayant en vue un but lucratif, les établissements commerciaux y compris ;

b) dans toutes les entreprises industrielles se rapportant à l'agriculture et à l'industrie forestière ;

c) dans les mines ;

d) dans toutes les entreprises de transport ;

e) dans les entreprises de construction, publiques ou privées ;

f) dans les établissements financiers tels que les banques, caisses d'épargne, sociétés de crédit ;

g) dans les entreprises d'assurance de toutes catégories ;

h) dans les sociétés coopératives à caractère lucratif ;

i) dans les entreprises monopolisées (Monopolverwaltung) ;

¹ Gesetz (St. G. Bl. Nr 283) betreffend die Errichtung von Betriebsräten. Vom 15 Mai 1919 (Staatsgesetzblatt, 101 Stuck, vom 24 Mai 1919, Amtliche Nachrichten S. 359).

² D'après la traduction anglaise publiée par le Bureau international du Travail de Genève (Série législative Aus. 9-10, 1919).

k) dans les offices d'avocats, de notaires, d'ingénieurs civils reconnus par les autorités, dans les agences de placement et les bureaux d'informations ;

l) dans les établissements sanitaires de toute nature, tels que : hôpitaux, maisons de santé, etc. ;

m) dans les hôtels, pensions, etc. ;

n) dans les établissements d'enseignement et d'agrément ;

o) dans les entreprises de typographie et d'édition.

La tâche des conseils d'entreprise consiste à soutenir et à défendre les intérêts industriels, sociaux et intellectuels des ouvriers et des employés de chaque entreprise (art. 3).

Ils auront spécialement à s'occuper des questions concernant l'application et l'exécution des contrats collectifs ou de leur formation — avec l'appui des organisations syndicales et d'employés — là où ils n'existent pas. Entrent également dans leurs attributions, les questions de salaires, de discipline, d'hygiène, de secours et de bien-être moral et matériel de la main-d'œuvre, ainsi que l'observation des lois et des règlements relatifs à la protection des travailleurs.

Les conseils connaîtront tout ce qui a trait à l'embauchage et au licenciement des ouvriers.

L'employeur a l'obligation de soumettre au conseil, une fois par mois, un rapport exposant les progrès réalisés par l'entreprise et les procédés employés par la direction. Un bilan annuel et le compte de pertes

et profits seront présentés au conseil à partir du 1^{er} janvier 1920.

Dans les sociétés anonymes, les conseils d'ouvriers et d'employés délègueront deux de leurs membres au Conseil d'administration de la société ; ils auront les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres membres du Conseil d'administration, sauf le droit de représentation et de signature. Aucune rétribution ne leur sera accordée pour cette charge.

Les conseils d'entreprise pourront présenter aux employeurs et aux autorités toutes les suggestions qu'ils jugeront utiles.

L'article 6 prévoit l'élection au scrutin direct et secret des membres du conseil par tous les ouvriers et employés de l'entreprise. L'élection a lieu suivant le principe proportionnel si le nombre des membres à élire dépasse 4.

Sont électeurs tous les travailleurs âgés de 18 ans jouissant de leurs droits civils et occupés depuis au moins un mois dans l'entreprise. Sont éligibles tous les électeurs ayant 24 ans accomplis et travaillant dans l'établissement depuis plus de six mois.

Dans les conseils de plus de 4 membres, les membres des comités exécutifs officiels des organisations d'ouvriers ou d'employés sont également éligibles. Cependant, ces derniers ne pourront pas être élus pour plus d'un quart de l'ensemble des membres de chaque conseil.

Les membres sont élus pour un an et ne peuvent l'être dans plus d'un conseil.

Le nombre des membres est de trois, dans les entreprises occupant jusqu'à 50 ouvriers et employés ; dépassé ce chiffre, il augmente d'un membre par 100 (ou fraction de 100) travailleurs jusqu'à 1.000 ; à partir de 1.000, le nombre des membres augmente d'un, par 500 (ou fraction de 500).

Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres des conseils d'entreprise ne doivent pas être influencés par les employeurs, et les ouvriers ayant la qualité de membres ne pourront être renvoyés que pour des motifs graves concernant le travail et nullement pour des causes se référant à leur mission. Des sanctions spéciales sont prévues à cet égard.

En cas de désaccord entre le personnel d'un établissement, ou entre celui-ci et l'employeur, la question en litige sera soumise à la décision des Conseils de conciliation, qu'une loi spéciale instituera (art. 13).

Telles sont les principales dispositions de la loi autrichienne du 15 mai 1919. Un règlement administratif émanant du département de la Prévoyance Sociale, daté du 11 juillet 1919, est venu compléter les détails d'application de cette loi ¹.

Ce règlement prévoit les modalités de l'élection des conseils, détermine l'activité, les devoirs et la protection de leurs membres, spécifie les obligations

¹ *Vollzugsanweisung des Staatsamtes für Soziale Verwaltung (St. G. Bl. Nr. 365) über die Geschäftsordnung und Geschäftsführung der Betriebsräte. Vom 11. Juli 1919 (Staatsgesetzblatt, 132 Stück, vom 19. Juli 1919, Amtliche Nachrichten S. 513).*

des employeurs et prévoit en détail les attributions des conseils, ainsi que toutes les questions s'y rapportant ¹.

SECTION II

Allemagne.

En Allemagne, pendant la guerre, la loi du 5 décembre 1916 établit des comités d'ouvriers et d'employés, obligatoires dans tous les établissements travaillant pour le service auxiliaire et occupant un personnel dont le nombre dépassait cinquante. La tâche de ces comités était d'assurer des relations normales entre le personnel et la direction, de faire connaître à celles-ci les réclamations éventuelles — collectives ou individuelles — de veiller à l'application des lois et règlements protégeant les travailleurs, de connaître, enfin, toutes les questions relatives aux salaires et au travail en général.

Après la révolution, sous le régime républicain, le décret du 23 décembre 1921 étend l'obligation d'instituer des comités paritaires analogues, dans toutes les entreprises employant plus de vingt travailleurs.

Enfin, la Constitution de Weimar du 11 août 1919,

¹ Voir à propos du contrôle ouvrier en Autriche : DAMIANI E. *Il programma sociale d'un ministro socialista austriaco — Otto Bauer* — dans la *Rassegna Nazionale* du 1^{er} février 1921.

— *Die Industrie*, organe de la Confédération de l'industrie autrichienne (*Hauptverband der Industrie Deutsch-Oesterreich*) dans son numéro du 18 septembre 1920, critique les effets de l'application de la loi du 15 mai 1919.

dans l'article 165, pose le principe de la participation des ouvriers et des employés à toutes les questions concernant les conditions du travail et de la production. Dans ce but, deux organes sont prévus : les Conseils d'ouvriers et d'employés institués dans chaque établissement, par circonscription et pour le Reich entier (Conseil ouvrier du Reich), ayant pour tâche de sauvegarder leurs propres intérêts, et les Conseils économiques par région et pour tout le pays (Conseil économique du Reich), reposant sur le principe paritaire, composés par les conseils d'ouvriers, les délégués en nombre égal des entrepreneurs, et les représentants de la collectivité. Leur mission a trait à l'organisation générale de la production et à la préparation de la socialisation à venir.

En application du principe posé par la Constitution, les différents partis politiques présentèrent des projets répondant à leurs conceptions respectives ¹. A son tour, le gouvernement prépara un projet de loi sur l'institution des Conseils d'entreprise (*Betriebsräte*) dans tous les établissements du Reich.

Ce projet de loi, vivement attaqué par la droite, par les démocrates et même par les socialistes indépendants, devint, après certaines modifications, la *loi sur les Conseils d'entreprise* du 4 février 1920 ².

¹ La Confédération de l'Industrie, la Fédération des associations d'employés commerciaux (*Arbeitsgemeinschaft freier Angestelltenverbände*), ainsi que d'autres organisations ont également préparé des projets s'inspirant de leurs propres intérêts.

² *Gesetz betreffend die Errichtung von Betriebsräten*, vom 4.

Voici, en quelques mots, les dispositions générales de la loi, qui constitue une première réalisation du programme économique tracé par la Constitution ¹.

Son but est exposé dans l'article premier : « Afin de protéger les intérêts économiques communs aux salariés (*Arbeitnehmer* — employés et ouvriers) dans leurs rapports avec l'employeur et aider celui-ci dans l'exploitation de son industrie, des conseils d'entreprise seront institués dans toutes les entreprises occupant, en général, au moins vingt personnes ».

Ces conseils sont eux-mêmes formés par un conseil d'ouvriers et un conseil d'employés, afin de protéger les intérêts respectifs spéciaux, dans chaque entreprise (art. 6).

Par « entreprise » il faut entendre — dit l'article 9 — toutes les entreprises, établissements et administrations privés et publics, et par « salariés » (art. 10) les ouvriers et employés qui ne sont pas membres de la famille de l'employeur, qui n'ont pas qualité de fonctionnaires publics et ne sont pas candidats à une fonction officielle (*Beamtenanwärter*). L'article 15 spécifie la composition du conseil d'entreprise : trois membres dans les entreprises de 20 à 49 salariés, cinq membres de 50 à 99 salariés, six membres de 100 à 199 salariés. A partir de 200 jusqu'à 999 salariés,

Februar 1920 (*Reichs-Gesetzblatt*, 1920, p. 147). La loi fut votée, le 18 janvier 1920, par 213 voix contre 64.

¹ D'après la traduction française publiée par le Bureau international du Travail de Genève (Série législative, All. 1-2, 1920).

un membre par 200 en plus et a. d. s., en une proportion croissante, sans que, toutefois, le nombre des membres du conseil puisse dépasser 30.

Suivent les dispositions concernant la représentation des minorités.

L'élection des membres du conseil d'entreprise a lieu au scrutin direct et secret d'après le principe de la représentation proportionnelle, par les ouvriers et les employés séparément (art. 18). Ils sont élus pour un an et sont rééligibles.

Sont électeurs tous les salariés des deux sexes, ayant 18 ans et jouissant des droits civils. Sont éligibles les électeurs, citoyens allemands, âgés de 24 ans, ayant terminé l'apprentissage et ayant été occupés au moins six mois, dans l'établissement et au moins trois ans, dans l'industrie ou la profession qu'ils exercent lors de leur élection (art. 20).

Dans les articles suivants, les cas spéciaux, la procédure des élections ainsi que la fin du mandat sont minutieusement réglés.

L'article 45 et suivants ont trait aux assemblées d'entreprise (*Betriebsversammlung*) qui se composent de tous les salariés d'une entreprise. C'est le président du conseil d'entreprise qui a le droit de convoquer l'assemblée, à la requête d'un employeur ou d'un quart au moins des salariés. Ces assemblées sont donc facultatives. Elles peuvent soumettre des vœux ou des propositions au conseil d'entreprise.

Enfin, des Unions de conseils d'entreprises (*Gesamtbetriebsrat*) sont prévues par l'article 50, concernant

des entreprises similaires ou poursuivant un but analogue, dans une même commune ou des communes avoisinantes.

Les attributions des conseils d'entreprise sont déterminées comme suit (art. 66) :

1° Assister la direction et coopérer avec elle de manière à atteindre la plus grande production possible ;

2° Contribuer à introduire de nouvelles méthodes de travail ;

3° Préserver l'entreprise de tout désordre ou conflit et saisir l'Office de conciliation ou un autre organe de conciliation ou d'arbitrage agréé par convention, lorsque des négociations directes entre salariés et employeur n'ont pu aboutir à un accord ;

4° Veiller à l'exécution des sentences rendues par ces organes et acceptées par les parties intéressées ;

5° Amener un accord avec l'employeur aux termes des conventions collectives existantes concernant les règlements du travail et ses modifications éventuelles ;

6° Favoriser l'entente entre les salariés et entre ceux-ci et l'employeur, et défendre la liberté d'association des salariés ;

7° Recevoir les réclamations et les aplanir par des négociations avec l'employeur ;

8° Aider et informer les inspecteurs du travail, et concourir à l'application des règlements de police et des mesures de protection contre les accidents ;

9° Collaborer à l'administration des caisses de

retraite et des institutions consacrées au bien-être général.

L'article 69 spécifie que c'est la direction de l'entreprise qui est chargée d'exécuter les décisions prises de concert avec le conseil. Ce dernier n'a pas le droit d'intervenir en donnant des ordres de sa propre initiative.

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le conseil des entreprises ayant un but économique a le droit de demander à l'employeur de lui soumettre toutes les transactions concernant le contrat de travail ainsi que les livres de payes, sans toutefois provoquer par là la violation des secrets de fabrication et d'exploitation.

L'employeur doit en outre faire un rapport trimestriel sur la situation et la marche de l'entreprise en général, et en particulier sur son rendement et sur le travail prévu.

Dans les entreprises occupant au moins 300 personnes ou 50 employés, les conseils peuvent demander, à partir du 1^{er} janvier de chaque année, le bilan et le compte de profits et pertes pour l'année écoulée; ils seront soumis à l'examen du conseil, dont les membres doivent garder le secret des communications confidentielles.

Quant à la tâche des conseils d'ouvriers et des conseils d'employés — définie dans l'article 78 — elle est analogue à celle des conseils d'entreprise, dont ils ne sont que les deux divisions.

Aux termes de l'article 82, en cas de violation des

principes légaux ou contractuels, concernant l'engagement des ouvriers, les conseils peuvent élever une protestation, dans un délai de cinq jours. Les négociations directes sont d'abord engagées; si elles n'aboutissent pas, la réclamation est portée devant l'Office de conciliation ou devant une commission d'arbitrage, sans qu'il en découle un effet suspensif ou résolutoire. La sentence rendue est sans appel et a force de loi.

Lorsqu'un congé est provoqué par une considération d'ordre politique, religieux ou syndical, lorsqu'il est injuste ou n'est pas motivé, l'article 84 donne droit aux salariés congédiés de faire opposition dans un délai de 5 jours et d'en appeler au conseil.

Si la décision rendue reconnaît le bien fondé de l'opposition, l'employeur est condamné à reprendre le salarié à son service, ou à lui payer une indemnité (Suit une série de détails et de cas spéciaux).

Des mesures de protection et des dispositions pénales sont prévues dans l'article 93 et suivants, concernant la liberté du droit de vote, l'exercice des fonctions de membre d'un conseil, ainsi que toutes les obligations qui incombent aux employeurs et aux salariés. La divulgation des secrets de fabrication et les actes de malveillance sont sanctionnés par de sévères pénalités.

Enfin, des dispositions administratives et transitoires sont prévues par les articles 101 à 106 (dernier de la loi).

Le ministre du Travail est autorisé à édicter ultérieurement des dispositions administratives, avec l'approbation du Conseil fédéral et d'un Comité du Reichstag composé de 28 membres.

Telle est, dans ses grandes lignes, la loi allemande sur les Conseils d'entreprise.

Elle est complétée par toute une série de lois et d'ordonnances qui en font un ensemble important et détaillé¹.

Cependant, la loi du 4 février 1920 sur les Conseils d'entreprise crée uniquement le premier des organismes prévus, en matière économique, par la Constitution.

Depuis, l'ordonnance du 4 mai 1920 a organisé un Conseil économique, mais à titre provisoire seule-

¹ En voici l'énumération :

L'ordonnance du 5 février 1920 relative aux élections du conseil ;

Les ordonnances des 24 février, 14, 21, 27, 30 avril concernant l'exécution de la loi (*Reichsgesetzblatt*, 1920, pp. 259, 522, 563, 682, 902) ;

La loi du 12 mai 1920 (*R. G. Bl.*, p. 961) qui ajourne au 1^{er} septembre 1920 (au lieu du 4 mai 1920) la promulgation de nouveaux règlements de travail dans les cas où ils sont requis par la loi ;

Les ordonnances du 5 juin et du 28 septembre 1920 (*Reichs-Arbeitsblatt*, p. 95, *N. F.* 3), qui réglementent l'exécution de la loi sur les conseils ;

La loi du 31 décembre 1920 (*R. G. Bl.*, 1921, p. 81) qui prolonge certains délais ;

L'ordonnance du 8 janvier 1921 (*R. G. Bl.*, 1921) abrogeant l'ordonnance du 27 avril 1920.

(Pour toutes ces lois et ordonnances, voir les publications du Bureau international de Genève : Série législative 1920, All. 1-2 et All. 11).

ment. Sa principale attribution consiste à préparer les projets de loi concernant les questions sociales et économiques, et à donner son avis sur ceux que le gouvernement lui soumet avant de les présenter au Parlement. Il a, en outre, la mission d'étudier l'organisation définitive du Conseil Economique, prévu par la Constitution.

Voilà donc en quoi consiste jusqu'aujourd'hui, les mesures législatives prises en Allemagne relativement au contrôle ouvrier ¹.

Les conseils d'entreprise qu'elles ont consacrés n'ont pas un caractère politique, mais sur le terrain social et économique, leurs attributions sont néanmoins fort importantes.

Nous nous sommes contentés d'indiquer ici la forme légale qui leur a été donnée et nous renvoyons à l'excellent ouvrage de M. René Brunet, *La Constitution allemande*, pour tout ce qui concerne les conditions dans lesquelles la question des conseils a été posée en Allemagne, ainsi que pour tout ce qui a trait aux rapports existant entre ces

¹ Pour plus de détails voir :

BERGMÜLLER G., *Arbeitsgeber u. Betriebsraetegesetze*, Sweitzer, München, 1920 ; — FEIG J. u. SITZLER FR., *Betriebsraetegesetz vom 4. Februar 1920* nebst Wahlordnung und Verordnungen verwandten Inhalts, F. Vahlen, Berlin, 1920 ; — KIESCHKO W. u. SYRUP F., *Kommentar über das Betriebsraetegesetz*, C. Heymann, Berlin, 1920 ; — SCHULZ H., *Wahl u. Aufgaben der Betriebsraete...*, J. Springer, Berlin, 1920 ; — STIER-SOMLO FR., *Kommentar zum Betriebsraetegesetz vom 4. Februar 1920*, Vossische Buchh., Berlin, 1920 ; etc.

organismes et le problème de la socialisation ¹.

Quant aux relations entre les conseils d'entreprise et l'organisation syndicale allemande, nous signalons les difficultés qui se sont produites en raison de l'assujettissement que les dirigeants socialistes veulent imposer aux conseils, dans l'intérêt du mouvement d'ensemble de la classe ouvrière.

Leur point de vue coïncide, d'ailleurs, avec celui du gouvernement, qui considère que les conseils d'entreprise doivent être l'expression des syndicats dans chaque établissement.

C'est en vue d'assurer ce principe, et pour prévenir le danger qui résulterait des intérêts particularistes et de la collaboration qui pourrait naître entre les conseils et les entrepreneurs — ce qui affaiblirait le mouvement ouvrier — que les organisations syndicales allemandes ont créé, en mai 1920, à Berlin, l'Office Central syndical des Conseils d'entreprise (*Gewerkschaftliche Centrale der Betriebsräte*).

Par son initiative, un Congrès général des Conseils d'entreprise, a été convoqué le 5 octobre 1920, à Berlin. Les délibérations² ont particulièrement porté sur la liaison étroite à établir entre les syndicats et les conseils, sur la nécessité de l'extension du contrôle qui doit s'exercer non seulement dans chaque établissement, mais sur la production générale de chaque

¹ BRUNET R. *La Constitution allemande du 11 août 1919*, Payot, Paris, pp. 100 et s. et 265 et s.

² Dans *Die Gewerkschaft* du 12 octobre 1920.

branche d'industrie. Le Congrès a également exprimé le désir d'une intervention plus efficace des organisations ouvrières dans les questions concernant le recrutement et le licenciement de la main-d'œuvre et il a insisté sur l'urgence d'une législation spéciale relative à la présentation et à l'examen du bilan des entreprises ¹.

SECTION III

Tchéco-Slovaquie.

Dans la république Tchéco-Slovaque, la loi du 27 février 1920 et les décrets qui la complètent ²,

¹ Relativement au bilan voir :

Betriebsbilanzen nach dem Betriebsrätegesetz dans GERSTNER P., *Bilanz-Analyse*, p. 291 et s., Haude et Spener, Berlin-Leipzig, 1921 ; — KIESCHKE W. u. SYRUP F., *Die Betriebsbilanz*, Betriebsgewinn und Verlustrechnung, C. Heymann, Berlin, 1920 ; etc.

² En voici l'énumération :

Loi du 25 février 1920 (n° 143) relative à la participation des mineurs, à l'administration des mines et à leur participation aux bénéfices nets ;

Loi du 25 février 1920 (n° 144) sur les conseils d'entreprise et les conseils de district dans l'industrie minière ;

Loi du 25 février 1920 (n° 145) sur les tribunaux d'arbitrage des mines ;

Décret du 18 mai 1920 (n° 358) établissant le règlement électoral dans les conseils d'entreprise et les conseils de district dans l'industrie minière ;

Décret du 24 juin 1920 (n° 396) établissant le district minier et le siège du conseil de district dans l'industrie minière en Slovaquie ;

Décret du 13 juillet 1920 (n° 434) en exécution de la loi du 25 février 1920 (n° 144) sur les conseils d'entreprise et les conseils de district dans l'industrie minière ;

Décret du 3 août 1920 (n° 372) relatif à l'entrée en vigueur de la

organisent la participation aux bénéfices et instituent des Conseils d'entreprise dans les *exploitations minières*.

Les attributions des conseils se rapportent aux questions d'ordre économique et social, au recrutement et au licenciement de la main-d'œuvre, ainsi que — dans une certaine mesure — aux opérations ayant un caractère financier.

Ils ont donc à s'occuper de l'application des lois protégeant les travailleurs, des prescriptions concernant l'hygiène des établissements, des règlements ayant trait aux conditions du travail. Ils surveilleront l'exécution des contrats collectifs et des tarifs de salaires, assureront le maintien de la discipline et contribueront à résoudre les réclamations individuelles ou collectives. Les conseils pourront proposer des améliorations techniques, en vue d'un meilleur rendement des exploitations.

loi du 25 février 1920 (n° 144) sur les conseils d'entreprise et les conseils de district dans l'industrie minière ;

Décret du 28 septembre 1920 (n° 554) établissant un modèle de statut pour les conseils de districts dans l'industrie minière ;

Décret du 12 octobre 1920 (n° 569) en exécution de la loi du 25 février 1920 (n° 145) instituant les tribunaux d'arbitrage des mines ;

Décret du 30 octobre 1920 (n° 598) stipulant la mise en vigueur de la loi du 25 février 1920 (n° 145) instituant les tribunaux d'arbitrage des mines ;

Décret du 23 mars 1921 (n° 114) en exécution de la loi du 25 février 1920 (n° 143) relative à la participation des mineurs à l'administration des mines et à la participation aux bénéfices nets.

Quant à leurs attributions d'ordre financier, ils ont le droit d'examiner le bilan annuel des entreprises et de participer à la direction de celles qui emploient plus de cent salariés. A cet effet, les conseils envoient à titre consultatif, leurs représentants aux Conseils d'administration des sociétés anonymes.

De son côté, l'employeur a l'obligation de soumettre aux conseils d'entreprise : 1) le bilan annuel, 2) un rapport trimestriel sur la marche de l'exploitation au point de vue commercial, 3) un rapport annuel concernant l'exercice précédent. Enfin, un projet de répartition des bénéfices sera présenté par l'entrepreneur aux conseils d'entreprise.

La direction de l'exploitation se fait représenter aux conseils par un délégué technique et par un délégué administratif, à titre de conseillers.

La législation tchéco-slovaque institue, en outre, des Conseils régionaux, élus par les conseils d'entreprise de la région. Leurs attributions consistent à surveiller l'activité des conseils d'entreprise et à aplanir les différends qui pourraient survenir entre ces derniers et la direction des exploitations¹.

¹ Nous résumons les dispositions générales des lois tchéco-slovaques, d'après la brochure publiée par la Confédération générale de l'industrie italienne, *Controllo sulle Aziende e Consigli di Fabbrica all'Estero*, Poligrafica Nazionale, Roma, 1921.

SECTION IV

Norvège.

Les travaux de la Commission royale d'études pour les questions du travail aboutirent, en Norvège, à la *loi provisoire sur les Conseils d'entreprise dans les exploitations industrielles*, du 23 juillet 1920 ¹.

Voici, brièvement énumérées, les dispositions générales de cette loi.

Elle s'applique aux entreprises privées et publiques qui occupent, régulièrement, au moins 50 salariés et ne concerne que les ouvriers (il n'est pas question des employés) âgés de 18 ans et engagés pour un travail salarié.

Un conseil d'entreprise est institué dans chaque établissement sur la demande d'un quart, au moins, des ouvriers.

Sont électeurs tous les ouvriers de l'entreprise. Sont éligibles, les ouvriers, âgés de 21 ans, y ayant travaillé pendant les deux dernières années.

Les membres du conseil — dont le nombre ne pourra pas être inférieur à deux, ni supérieur à dix — sont élus pour une année ; ils ne pourront refuser leur mandat que s'ils ont déjà été membres du conseil pendant les deux dernières années.

La procédure du vote est établie par un comité

¹ *Midlertidig lov om arbeiderutvalg i industrielle bedrifter m. v.*, av. 23 juli 1920 (*Sociale Meddelelser*, 1920, p. 728).

composé de l'employeur ou de son représentant et de deux membres du conseil sortant. Le nombre des membres à élire est fixé par l'assemblée des électeurs, et la constitution du conseil d'entreprise doit être communiquée, par le comité de vote, à l'Inspektorat local des fabriques.

Les conseils ont à s'occuper des questions concernant les salaires, les heures de travail, les jours de repos et de la réglementation du travail, en général. Ils participeront aux mesures de protection des salariés et à l'administration des fonds de prévoyance, des caisses de secours, des logements ouvriers, etc. Ils auront à intervenir toutes les fois que se produisent des changements affectant les conditions du travail.

Sur toutes ces questions, l'employeur est obligé de consulter le conseil d'entreprise et de lui soumettre ses décisions. S'il en a été empêché par des circonstances exceptionnelles, il devra en informer le conseil et motiver sa décision le plus tôt possible.

Le conseil intervient encore pour aplanir les désaccords qui surgiraient entre les ouvriers et la direction.

Tout conflit, quant à la compétence du conseil, soulevé par l'employeur est tranché en dernier ressort par le Roi ou son représentant autorisé.

Le conseil a la faculté de conférer avec l'employeur toutes les fois qu'il le demandera et au sujet de toutes les questions qui l'intéresse. S'il y a plusieurs directeurs ou si l'entreprise appartient à une société, à

une coopérative, à une association, à l'Etat, à une province (fylke) ou à une commune, la présence de l'un des propriétaires (ou bien de son représentant) ou d'un membre de l'administration est suffisante.

Le conseil nomme, parmi ses membres, un président; celui-ci convoque les réunions en faisant connaître autant que possible à l'avance, les questions qui doivent y être examinées.

L'employeur mettra à la disposition du conseil le local nécessaire à ces réunions, et a le droit de fixer la date des conférences qui lui auront été sollicitées. S'il est nécessaire que les réunions aient lieu pendant les heures de travail, aucune retenue de salaire ne pourra être faite aux ouvriers qui y prendront part.

Les membres des conseils sont tenus au secret le plus rigoureux, à l'égard des procédés de fabrication et d'exploitation des entreprises, pendant la durée de leurs fonctions et par la suite. Il leur est également interdit d'imiter les appareils et les systèmes que l'exercice de leurs fonctions leur auront révélés.

Enfin, la loi spécifie qu'aucune des dispositions qu'elle contient ne peut être légalement transgressée, par un accord intervenu entre employeurs et ouvriers.

Des règlements ultérieurs pourront être pris par le Roi ou son représentant autorisé, pour fixer tous les détails de l'organisation des conseils d'entreprise.

Des dispositions générales de la loi norvégienne

du 23 juillet 1920 ¹, il faut surtout retenir qu'elle ne prévoit l'institution des conseils qu'à la demande d'un quart au moins du personnel de l'entreprise, et qu'elle oblige l'entrepreneur, avant de prendre une décision qui intéresse les conditions du travail, de la soumettre au conseil et de le consulter ².

SECTION V

Grand-Duché de Luxembourg.

Les Conseils d'entreprise sont institués au Luxembourg par le décret du 26 juillet 1920, modifié par celui du 8 octobre 1920, dans tous les établissements industriels occupant au moins quinze travailleurs.

Tous les ouvriers de l'entreprise sont électeurs et éligibles, sous certaines conditions d'âge et d'ancienneté.

Les attributions des conseils concernent toutes les questions ayant trait aux conditions du travail. Ils assistent les inspecteurs compétents et les autorités, dans toutes les mesures qui ont en vue la protection des ouvriers. Ils sont consultés dans l'élaboration des contrats collectifs et pour la réglementation des salaires. Lorsqu'il s'agit de licenciements,

¹ Résumé d'après la traduction française publiée par le Bureau international du Travail de Genève (Série législative, Nor. — 1, 1920).

² Voir relativement au contrôle ouvrier en Norvège : BOGGIANO PICO A., *Il controllo operaio nelle fabbriche. un precedente legislativo : Norvegia*, dans la *Nuova Antologia* du 16 février 1920.

ces derniers doivent être portés à la connaissance des conseils et motivés immédiatement. En cas de désaccord, et si le tiers de ses membres l'exige, le conseil propose l'arbitrage. L'employeur aura à payer une indemnité, si la décision de l'arbitre lui donne tort.

De même, les conseils doivent être prévenus en temps utile de tous les changements importants se référant à la main-d'œuvre.

Les réunions des conseils ont lieu sur convocation de leur président ou de l'employeur, qui pourra dans ce dernier cas y assister. Elles ont lieu durant les heures de travail, sans préjudice pour le salaire des ouvriers qui y prennent part.

Les réunions des conseils d'entreprise sont publiques pour les travailleurs de l'établissement, et le gouvernement peut envoyer aux séances un délégué, qui aura le droit de présenter ses observations ¹.

SECTION VI

Grande-Bretagne.

Pendant la guerre déjà, les importants problèmes que soulèveront les questions du travail le lendemain de la paix, et la forme que devront prendre les

¹ Nous résumons les dispositions du décret grand-ducal d'après la brochure publiée par la Confédération générale de l'industrie italienne, *Controllo sulle Aziende e Consigli di Fabbrica all' Estero*, Poligrafica Nazionale, Roma, 1921.

rapports entre employeurs et employés, avaient préoccupé le gouvernement anglais.

Dès la fin de 1916, un Comité pour la reconstitution nationale d'après guerre fut nommé. Il donna naissance à une Commission ¹ — présidée par M. Whitley, vice-président de la Chambre des Communes — qui avait pour but d'établir un ensemble de mesures destinées à améliorer les rapports entre les deux éléments principaux de la production, et à assurer à celle-ci le meilleur développement.

Les travaux de la Commission Whitley aboutirent à cinq rapports qui furent publiés de mars 1917 à juillet 1918 et qui, approuvés par le ministre du Travail, constituent les directives de la politique ouvrière actuelle, en Grande-Bretagne.

Voici les grandes lignes du plan tracé par la Commission Whitley.

Dans toutes les industries suffisamment développées et organisées, trois commissions mixtes permanentes doivent être instituées :

- 1) un Conseil industriel national (*National joint Industrial Council*) ;
- 2) des Conseils de district (*District Industrial Council*) ;
- 3) des Comités d'usine (*Works Committees*).

Les conseils nationaux se composent de membres choisis en nombre égal par les *Trade Unions* (organisations syndicales ouvrières) et par les Associa-

¹ *Committee on Relation between Employers and Employed.*

tions des industriels. Un président est choisi parmi ses membres.

La tâche des conseils nationaux consiste à assurer l'action commune des employeurs et des employés, en vue d'améliorer leurs relations et de développer la production de chaque branche d'industrie.

Ils ont donc à s'occuper de toutes les questions relatives aux salaires et aux conditions du travail, ainsi que de la solution des difficultés et des différends qui peuvent surgir entre les industriels et les ouvriers. Ils doivent recueillir toutes les informations et les données concernant l'industrie respective, et collaborer à l'étude du perfectionnement de l'outillage et des méthodes de production.

Les conseils nationaux représentent les intérêts de leur industrie devant les autorités et le gouvernement et étudient les propositions que ce dernier peut leur présenter ¹. Enfin, les conseils nationaux préparent l'organisation des conseils de district, qui leur sont subordonnés en tant qu'organes d'exécution locaux, dans chaque industrie.

Les membres des conseils de district sont choisis en nombre égal, parmi les employeurs et les ouvriers (*Trade Unions*). Les conseils de district ont la tâche d'étudier les questions de travail locales et d'appliquer les décisions prises par les conseils

¹ Pour plus de détails voir : *Joint Industrial Councils-General Review*, dans *The Month's works*, août 1920.

nationaux. Il entre également dans leurs attributions d'organiser les comités d'usine, dans chaque établissement.

Ces derniers organismes sont formés par un nombre variable (2-4) de représentants de la direction et par des représentants ouvriers (5-12) inscrits aux *Trade-Unions* (sauf dérogation pour le cas d'une trop forte proportion de non-syndiqués) élus pour un an au plus, en tenant compte des différentes catégories d'ouvriers et des sections de l'établissement. Ces comités seront présidés indifféremment par un membre d'une des parties, le vice-président revenant à un représentant de la partie contraire. Leurs réunions auront lieu durant les heures de travail, sans préjudice pour le salaire des ouvriers qui y prennent part. Les décisions doivent être prises de commun accord ; si cet accord est impossible, des négociations seront d'abord entamées entre les représentants des organisations ouvrières intéressées et la direction de l'entreprise. En dernier lieu, la question sera portée devant le conseil de district.

Le but que poursuivent les comités d'usine est d'assurer aux ouvriers une part d'intérêt et de responsabilité dans les entreprises où ils travaillent, de veiller à l'application des règlements et des contrats collectifs et d'établir des rapports normaux entre employeurs et employés, en écartant les causes éventuelles de conflit.

Ils ont donc à s'occuper de toutes les questions concernant les salaires, les heures de travail, les

modalités de paiement, les renvois, l'embauchage des ouvriers, l'apprentissage, la discipline, les réclamations, l'hygiène des ateliers, les caisses de secours, etc. Les comités d'usine s'intéressent également à l'amélioration des méthodes de travail et de production et entreprennent à cette fin, les enquêtes et les essais nécessaires.

Telles sont, en lignes générales, les dispositions du système Whitley préconisant trois degrés de commissions mixtes pour chaque branche d'industrie. Cette nouvelle organisation a été adoptée par le *Ministry of Labour* qui l'a exposée dans un mémoire publié au début de 1919 : *Industrial Council*.

La question de savoir s'il fallait rendre cette réforme obligatoire a été posée au commencement de la même année ; mais vu la diversité d'opinions qui règne encore à ce sujet — tant parmi les *Trade-Unions* que dans le monde industriel et politique d'outre-manche — le ministre du Travail n'a pas jugé opportun de prendre l'initiative d'un projet de loi dans ce sens.

Le gouvernement ne fait donc que recommander le système des comités industriels mixtes aux partis intéressés, en tâchant de le reprendre largement et en donnant tout son appui aux essais d'application, qui ont lieu continuellement¹.

Une réforme générale, concernant toute l'industrie

¹ Au début de 1919, les conseils fonctionnaient dans 20 branches industrielles.

du pays, et faisant participer tous les travailleurs à la gestion des entreprises, n'a donc pas encore été légalisée en Angleterre.

La question est pourtant posée dans son ensemble, et si le gouvernement n'a pas jusqu'ici présenté une loi de caractère général dans ce sens, il en a déjà fait voter une, ayant trait à l'industrie minière. C'est la *loi du 16 août 1920*, qui a pour objet d'assurer une meilleure administration des mines, de réglementer l'industrie du charbon et de faire appliquer certaines mesures se rapportant à l'*industrie minière* et aux personnes qui y sont employées ¹.

L'article 4 prévoit la création d'un *Comité consultatif* dont les suggestions devront être prises en considération et auquel le ministère du Commerce devra soumettre toutes les questions concernant les pouvoirs et les obligations dévolus au ministère à l'égard de l'industrie minière.

Ce comité consultatif du charbon comprendra un président et vingt-quatre membres, dont : quatre représentants des propriétaires de mines ; quatre représentants des ouvriers travaillant aux mines ; trois représentants des employeurs appartenant à d'autres industries ; trois représentants de travail-

¹ *An act to provide for the better administration of mines, and to regulate the coal industry, and for other purposes connected with the mining industry, and the persons employed therein. Ch. 50, 16 th. August 1920* (Traduction française publiée par le Bureau international du Travail : Série législative G. — B. 4, 1920).

leurs employés dans d'autres industries; enfin, un ingénieur, un exportateur, un commissionnaire, etc.

L'article 7 spécifie qu'un arrêté du ministère du Commerce créera un *Comité de puits* pour les mines où, par un vote, la majorité des ouvriers se sera prononcée en faveur d'un comité de ce genre. De même, seront créés des comités de district, des conseils de région et un conseil national. L'arrêté du ministère de Commerce en définira les fonctions.

D'après l'article 8, le comité de puits ne comprendra pas plus de dix membres et sera composé, en nombre égal, des représentants des propriétaires et de la direction, et des délégués élus par les ouvriers travaillant dans la mine.

Le comité aura à s'occuper des questions de salaires, des conditions du travail, de la sécurité, de la santé et du bien-être des mineurs, du maintien et de l'accroissement de la production, ainsi que des autres questions concernant la mine, dans la mesure que devra préciser un arrêté ministériel.

Pour accomplir ses fonctions, le comité aura le droit de se faire communiquer par la direction de la mine, tous les renseignements nécessaires à cet effet. Il pourra également désigner deux de ses membres -- l'un appartenant à la direction, l'autre représentant les ouvriers -- pour faire des inspections périodiques et lui présenter des rapports.

Les questions qui ne pourront pas être réglées d'une manière satisfaisante par le comité de puits seront soumises au comité de district, ou à l'inspec-

teur de la circonscription dans les cas prévus par la loi de 1911.

Le *Comité de district* comprendra, en nombre égal, des représentants nommés par les propriétaires et la direction des mines du district, et des représentants élus par les ouvriers de ces mines. Ses attributions sont les mêmes que celles des comités de puits. Il examinera, en outre, toutes les questions qui lui seront soumises par ces derniers, et celles que le conseil de région et le ministère du Commerce lui présenteront.

Le *Conseil de région* statuera sur les questions que lui transmettront les conseils de district et celles dont il sera saisi par le conseil national ou le ministère du Commerce. A des intervalles fixés, il formulera des rapports concernant la rémunération des mineurs employés dans la région, en tenant compte, entre autres considérations, des profits réalisés et des pertes subies par l'industrie minière de la région. A cette fin, il pourra se faire communiquer par la direction des entreprises, tous les renseignements qu'il jugera nécessaires relatifs au chiffre d'affaires, au coût de la production, etc.

Enfin, le dernier organisme mixte, c'est le *Conseil national* (art. 12). Il est composé par un nombre égal de représentants des employeurs et des ouvriers de l'industrie minière du Royaume-Uni.

Le conseil national examine toutes les questions intéressant l'industrie des mines de charbon dans son ensemble, et étudie celles que lui soumettent les

conseils de région ou le ministère du Commerce.

Tel est le système de conseils mixtes d'employeurs et d'employés, que la loi du 16 août 1920 sur l'industrie minière organise en Angleterre. Elle constitue un premier pas vers le contrôle ouvrier et ouvre largement la voie de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

CHAPITRE II

PAYS OU LE CONTROLE EST FACULTATIF ET PAYS OU LA QUESTION NE SE POSE ENCORE QUE THÉORIQUEMENT

SECTION I

Canada.

En vue d'améliorer les rapports entre employeurs et employés et pour assurer de meilleures conditions au travail industriel, le gouvernement canadien institua, au début de 1919, une « Commission royale des relations industrielles » composée par les représentants de l'Etat, des patrons et des ouvriers ¹.

Voici, d'après la *Revue internationale du Travail* ², les conclusions auxquelles est arrivée cette Commission et les résultats de ses travaux.

Dans le rapport qu'elle a présenté au gouvernement, la Commission royale affirme « la nécessité urgente d'une collaboration plus étroite entre employeur et ouvriers » en déclarant que « le plus grand

¹ *Royal Commission on Industrial Relations.*

² Voir : *le Contrôle de l'industrie. — Les Conseils industriels mixtes au Canada*, dans la *Revue internationale du Travail*, septembre 1921, vol. III, n° 3, p. 340 et s.

obstacle à ce progrès était une méfiance réciproque trop souvent constatée ».

Pour remédier à cet état de choses, la Commission recommande la création de Conseils industriels et d'usine, mixtes, dont le gouvernement doit favoriser le développement.

Dans ce but, une Conférence industrielle Nationale se réunit en septembre 1919, à Ottawa, et approuva l'institution des Conseils industriels et d'usine.

Leur création est facultative et leur forme varie suivant les nécessités ; mais établis sur des principes identiques, ils ont pour objet de permettre aux travailleurs de prendre part à la réglementation des questions de salaires et des conditions du travail en général, en développant ainsi l'esprit de collaboration entre employeurs et employés.

L'élection des ouvriers (qui doivent remplir certaines conditions d'âge et d'ancienneté) a généralement lieu au scrutin secret, et leur nombre est égal à celui des délégués nommés par la direction des entreprises¹.

Les conseils se réunissent, ordinairement, une fois par mois, mais des réunions extraordinaires peuvent être tenues au besoin.

Des commissions permanentes ou des sous-commissions temporaires sont quelquefois nommées

¹ Le nombre des travailleurs représentés aux Conseils mixtes était de 145.000, en juillet 1920.

pour s'occuper de questions spéciales, telles que : secours, sécurité, hygiène, etc.

Les résultats obtenus par le fonctionnement de ces organismes mixtes sont remarquables. Les rapports entre les industriels et les employés se sont améliorés, on observe un effet favorable sur la stabilité de la main-d'œuvre, le rendement général s'est accru, la qualité de la production est meilleure, les ouvriers s'intéressent au travail et au développement de l'industrie.

Les employeurs reconnaissent d'ailleurs eux-mêmes tous ces avantages, et la *Revue internationale du Travail* cite les constatations que font dans ce sens les sociétés : « Bell Telephon Co Ltd », « Gray-Dort motors Ltd », « Gutta-Percha and Rubber Ltd », « Imperial Oil Ltd », etc.

La même revue attire l'attention sur d'autres organismes spéciaux institués au Canada dans le même esprit et poursuivant le même but, tels que : le « Conseil mixte des fonctionnaires du Saskatchewan » organisé en 1920, le « Conseil national mixte des industries du bâtiment et de la construction » créé dans la même année, et ainsi de suite.

On voit donc que malgré l'absence d'une législation concernant la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, celle-ci n'est pas moins largement pratiquée au Canada, où elle donne déjà de remarquables résultats.

SECTION II

Etats-Unis.

Des Conseils d'usine, mixtes, existent dans certaines industries aux Etats-Unis, sous forme d'institutions purement facultatives. Leur nombre est relativement réduit et leurs attributions sont généralement limitées aux conditions du travail (salaires, heures, etc.); elles ne concernent que rarement l'amélioration des méthodes d'exploitations.

Ces conseils sont formés de représentants de la direction et de délégués élus par les ouvriers, et les décisions sont ordinairement prises à la majorité. Lorsque, faute d'accord entre ses membres, une question ne peut être résolue par le conseil, elle est soumise à la décision d'un arbitre.

Aucune loi n'est encore venu réglementer l'organisation des conseils mixtes d'industrie, mais le ministre du Travail a institué en 1918, un Comité consultatif du Travail — composé d'économistes, de représentants patronaux et de délégués ouvriers, sous la présidence d'un représentant du gouvernement — ayant pour but d'étudier les conditions du travail industriel et les moyens d'améliorer les relations entre employeurs et ouvriers.

Nous ne connaissons pas les conclusions auxquelles ce Comité a pu arriver, ni les résultats qui ont pu s'ensuivre, mais la question ne paraît pas

encore être entrée dans la voie législative aux États-Unis¹.

SECTION III

Pays-Bas.

Une Commission officielle pour l'étude du problème de la socialisation a été institué en Hollande, par le décret royal du 11 mars 1920.

Le parti socialiste a, de son côté, présenté un rapport qui prévoit la création dans l'industrie de conseils formés par les délégués des employeurs, des techniciens, des employés et des ouvriers, ainsi que des représentants de l'Etat et des consommateurs.

Le rapport attire l'attention sur les profits exagérés des industriels et des commerçants, sur les frais excessifs et inutiles que la forme actuelle des exploitations occasionne la plupart du temps.

La coopération est enfin préconisée comme moyen transitoire, avant d'arriver à la socialisation.

SECTION IV

France.

Pendant la guerre, le décret du 17 janvier 1917, rendu sur la proposition du ministre de l'Armement, M. Albert Thomas, institue dans tous les établisse-

¹ Voir à ce sujet : CESTRE CH., *Production industrielle et justice sociale en Amérique*, Bibl. d'informations sociales, Paris, 1920.

ments privés travaillant pour les nécessités de la guerre, des Comités permanents de conciliation et d'arbitrage ¹.

Cette organisation nouvelle était créée pour assurer le fonctionnement normal des usines dont le travail constituait un des éléments du succès des armées.

Le caractère et le rôle de ces comités ont été précisés par M. Albert Thomas, dans plusieurs circulaires qui déterminent leur composition et leurs attributions.

Ils ne fonctionnent que dans les entreprises occupant plus de cinquante salariés.

Les délégués ouvriers sont élus — pour un an — par les travailleurs français, majeurs et jouissant des droits civils, qui font partie de l'établissement depuis au moins deux mois. Pour être éligible, l'ancienneté dans l'usine doit être d'un an.

Les comités ont pour tâche de régler tous les différends et de résoudre les difficultés qui surgissent entre le personnel et la direction ; ils soumettent à cette dernière, les réclamations qui leur sont présentées par les ouvriers.

L'organisation des comités de conciliation a donné les meilleurs résultats, et bien qu'il s'agisse seulement d'une mesure de guerre, exceptionnelle, il n'est pas moins vrai qu'elle constitue une première mani-

¹ *Règlement des différends du travail dans les usines de guerre.*
Publication du ministère de l'Armement.

festation de l'esprit nouveau qui se fait jour, en matière de travail.

Dans un ordre d'idées analogue, malgré une application différente, on peut citer la loi du 26 avril 1917, sur les sociétés anonymes à participation ouvrière. On y trouve également la préoccupation d'assurer une plus large part au travail dans la production, par la participation que les sociétés anonymes peuvent facultativement réserver à leur personnel ¹.

Dès le début de 1917, la C. G. T. se manifeste en faveur de la participation des travailleurs à la gestion des entreprises et de l'institution des conseils ouvriers dans les établissements industriels ².

Enfin, des discussions importantes ³ ont lieu au sein de l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs qui adopte toute une série de vœux concernant cette question.

On trouve à ce sujet de précieux détails dans l'intéressant ouvrage de M. Fr. Fagnot, *La part du Travail dans la gestion des entreprises* ⁴, ainsi que dans

¹ Voir aussi la loi du 9 septembre 1919 *sur les mines*, celle du 16 octobre 1919 *sur l'utilisation de l'énergie hydraulique*, ainsi que la loi du 29 octobre 1921 *sur le nouveau régime des chemins de fer d'intérêt général*. Ces nouvelles lois sont analysées par M. P. Pic dans sa très intéressante étude : *Une orientation nouvelle de notre législation économique* (*Revue d'Économie politique*, nov.-déc., 1921, p. 713 et s.).

² La Conférence syndicale tenue le 23 décembre 1917 à Clermont-Ferrand s'occupe particulièrement de la question.

³ Séances du 13 juin, du 1^{er}, du 7 et du 12 juillet 1919.

⁴ Alcan. Paris, 1921.

son rapport du 26 mai 1921, à la XI^e réunion générale de la Société d'Economie sociale (25-28 mai 1921).

Il nous suffira d'indiquer que l'institution de comités mixtes est jugée désirable dans tous les établissements industriels occupant au moins cinquante travailleurs. Ces comités devraient être formés par les représentants des industriels, des techniciens et par les délégués des ouvriers et des employés. Ils se réuniraient une fois par mois ou même plus fréquemment, à la demande écrite du tiers, au moins, des représentants d'une des parties.

Les attributions des comités mixtes porteraient sur les questions techniques (utilisation des matières premières, modification des procédés, inventions, outillage, etc.), sur les questions commerciales (développement du rendement et de la vente, concurrence, débouchés, etc.), enfin, sur les conditions du travail. Dans ce dernier ordre d'idées, il faut comprendre : tout ce qui a trait aux salaires, aux heures de travail et aux modalités de rémunération (primes d'économie de matières premières et indemnités pour charge de familles nombreuses, etc.) ; les réclamations, la discipline et le rendement de la main-d'œuvre ; l'application des contrats collectifs, des règlements d'atelier ; les mesures d'hygiène et de sécurité, etc.

Quant aux questions d'ordre financier (capital, prix d'achat des matières premières, bilan, répartition des profits, etc.) et à celles concernant l'embau-

chage et le licenciement de la main-d'œuvre, le rapport de l'Association pour la protection légale des travailleurs considère qu'elles ne doivent pas figurer parmi les attributions des comités mixtes.

Au-dessus des comités mixtes se trouveraient, dans chaque département, un Conseil consultatif du travail ¹, auquel seraient soumises toutes les questions non réglées d'un commun accord par les comités mixtes.

De l'avis de l'Association, cette organisation ne doit être obligatoirement instituée par la loi que dans les industries concédées ou subventionnées par l'Etat, et dans les entreprises exécutant pour son compte des marchés de travaux importants.

Pour toutes les autres industries, la loi doit se borner à régler la constitution, le fonctionnement et les attributions des comités mixtes, dont la création sera laissée à l'appréciation des employeurs et du personnel et soumise à leur accord librement consenti ².

¹ Prévu d'ailleurs par la loi du 17 juillet 1908.

² Voir aussi relativement à la participation obligatoire aux bénéfices et à la gestion des entreprises, la *Proposition Brousse*, Chambre, 20 janvier 1920, *Doc. parl.*, n° 193 ; une enquête a été ouverte à ce sujet par la Commission du Travail de la Chambre, à la demande de son rapporteur M. J. Godart.

— A consulter : DELONCLE CH., *Vers des temps nouveaux*, Perrin, 1921. — UMBDEN STOCK : *Les délégués ouvriers*, dans la *Revue des Questions pratiques* (Georg, Lyon), n°s 6, nov.-déc. 1920 et 1-2, janv.-mars 1920.

CHAPITRE III

LA RUSSIE DES SOVIETS

Parmi les renseignements qui nous parviennent sur l'organisation économique actuelle de la Russie, ceux recueillis par le Bureau international du Travail de Genève sont certainement les plus dignes de de foi.

Aussi, allons-nous résumer les données ayant trait au contrôle ouvrier institué par le gouvernement soviétique, d'après l'intéressante enquête publiée par le Bureau du Travail sous le titre : *Les conditions du travail dans la Russie des Soviets*¹.

C'est le décret du 14 novembre 1917² qui établit et réglemente le contrôle ouvrier sur la production, la vente, le magasinage des produits et des matières premières ainsi que sur la gestion financière des entreprises (art. 1^{er}). Des pouvoirs très étendus sont conférés aux comités de contrôle. Ils prennent connaissance du bilan et de toute la correspondance des entreprises et leurs décisions ont un caractère exécutif à l'encontre des propriétaires.

¹ *Questionnaire méthodique et bibliographie préparés pour une mission d'enquête en Russie*, Bureau international du Travail, Harrison and Sons, Londres, 1920, p. 251 et s.

² *Investia* du 16 novembre 1917.

Cependant, les articles 7 et 9 du décret imposent certaines limitations au pouvoir si étendu des organes de contrôle, en attribuant au propriétaire le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, et en défendant expressément aux comités de contrôle de « s'emparer de l'entreprise, ou de la diriger » sans le consentement des autorités supérieures.

Les attributions du comité de contrôle dans chaque usine peuvent être résumées comme suit¹ :

1) déterminer les stocks de marchandises et de combustible que possède ou dont a besoin l'entreprise, ses nécessités de personnel technique et de main-d'œuvre, ainsi que tous les autres éléments que réclame son fonctionnement normal ;

2) surveiller l'exécution des décisions gouvernementales se rapportant à l'achat et à la vente des marchandises ;

3) remédier aux causes qui sont de nature à provoquer une diminution de la production et empêcher que celle-ci ne dépasse les proportions fixées par les organes supérieurs ;

4) s'opposer à l'enlèvement arbitraire des machines, des matières premières, du combustible de l'entreprise, sans l'autorisation des organes économiques et conserver intacts les inventaires de l'établissement ;

¹ D'après la publication de la Confédération générale de l'industrie italienne, *Controllo sulle aziende... all'Estero*, Poligrafica Nazionale, Roma, 1921.

5) s'occuper de toutes les questions concernant les travailleurs.

Le comité de contrôle est élu par l'assemblée des ouvriers et les employés de l'établissement.

Au-dessus de cet organe se trouve la Commission de contrôle et de répartition de l'Union professionnelle de la branche d'industrie respective, composée par moitié, des membres élus par les comités intéressés.

Enfin, il existe encore des commissions régionales et un Conseil de contrôle ouvrier pour toute la Russie, dont le siège est à Pétrograd.

Toute cette organisation de contrôle ouvrier, établie par le décret du 4 novembre 1917, s'appliquait, dans la première phase révolutionnaire, lorsque le régime de production capitaliste était encore toléré.

Mais la conception unitaire de la vie économique prend bientôt le dessus chez les dirigeants soviétiques, l'action de l'Etat devient chaque jour plus impérieuse et sa gestion s'étend à toutes les entreprises, considérées comme un tout inséparable : la production est nationalisée.

Dès lors, le contrôle exercé par les comités d'ouvriers et d'employés perd toute son importance, car il ne s'agit plus de contrôler l'action du propriétaire de l'usine et de la direction.

Le décret du 3 mars 1918 organise la gestion des entreprises nationalisées ¹. Les comités d'usine sont

¹ Journal du gouvernement des ouvriers et des paysans du 7 mars 1918, n° 41, art. 10.

subordonnés au Conseil d'administration qui dirige chaque établissement.

A partir de cette époque, il ne peut donc plus être question de contrôle ouvrier proprement dit, en Russie.

Pour son nouveau régime de production, les organes de contrôle à pouvoirs étendus sont même un danger. Arsky — le dirigeant bolcheviste bien connu — le fait remarquer dans les « *Investia* » du 22 mars 1918, lorsqu'il insiste sur la nécessité de syndiquer les industries dans les mains de l'Etat, et de lutter contre la tendance des ouvriers à devenir propriétaires de l'usine.

« Une lutte sourde s'engage entre les contrôleurs ouvriers qui représentent les forces égoïstes et centrifuges, et les syndicats ouvriers qui, eux, soutiennent le principe de la centralisation du contrôle. La lutte finit par le triomphe des syndicats qui obtinrent la fusion des comités d'usine avec les syndicats. Les premiers deviennent les organes des seconds »¹.

Pour assurer la gestion centralisée des industries, et pour favoriser le développement de la production nationalisée, les pouvoirs des organes de contrôle ouvrier sont strictement limités.

Enfin, Arsky estime dans les « *Investia* » du 2 août 1919, que le rôle du contrôle ouvrier est terminé.

Nous ne savons pas si aujourd'hui les comités de contrôle fonctionnent encore en Russie; le ques-

¹ *Les Conditions du travail...*, p. 259.

tionnaire du Bureau international du Travail lui-même, ne nous le dit pas, et considère que seule une enquête sur place pourrait nous fixer sur ce point.

D'ailleurs, leur existence n'importe plus maintenant ; la transformation radicale du régime de la production dépassant de beaucoup l'intérêt que peut présenter, quant à la Russie, le contrôle ouvrier.

Nous n'entrerons pas dans les détails de cette nouvelle organisation économique¹.

En donnant un aperçu rapide de la question du contrôle ouvrier en Russie, nous avons simplement voulu indiquer la nature particulière et l'évolution du contrôle dans ce pays, qui, en raison de ses conditions spéciales et incertaines, ne peut servir d'exemple.

¹ Pour plus de détails sur cette question voir :

Bureau international du Travail : *Les conditions du travail...*, déjà cité. — GUARNIERI M., *I Consigli di Fabbrica*. — TOGLIATTI, ARSKY, BUCARIN, RADEK, AVILOV, etc., dont les opinions sont recueillies dans une brochure éditée (Milan 1921) par l'*Avanti* sous le titre : *Il Controllo operaio*.

CONCLUSION GÉNÉRALE.

Après avoir passé en revue les événements qui ont amené en Italie le projet gouvernemental du contrôle ouvrier, après avoir exposé les commentaires variés que cette initiative a provoqués dans tous les milieux, enfin, après le rapide examen de la question dans les différents pays, nous croyons pouvoir dégager certaines conclusions.

Le contrôle ouvrier se trouve aujourd'hui, en Italie, dans la phase qui précède immédiatement sa consécration législative.

Les masses ouvrières qui l'ont si violemment réclamé en ont obtenu la promesse de la part du gouvernement, les industriels le redoutent et s'en défendent mais ont fini par accepter son principe, l'opinion commence à se faire à l'idée de cette réforme hardie.

Le gouvernement de M. Giolitti — le mieux constitué parmi ceux qui ont dirigé l'Italie pendant et après la guerre — a considéré l'institution du contrôle comme nécessaire, et a déposé à la Chambre un projet de loi le concernant ; M. Bonomi, qui lui a succédé au pouvoir, est son ancien collaborateur et préside un cabinet nettement orienté vers la gauche.

Le projet de contrôle est maintenant devant le Parlement. Une discussion publique n'a pas encore eu lieu, mais la Section du Travail de la Chambre s'en occupe depuis plusieurs mois.

La question revêt aujourd'hui un caractère politique ; il est difficile d'en entrevoir les suites.

Cependant, les conditions spéciales de la vie sociale et économique de l'Italie, l'énergie de sa classe ouvrière, la mentalité de son peuple enthousiaste de réformes, l'influence grandissante des partis de gauche et la composition actuelle du Parlement, nous amènent à croire que — si aucun événement politique inattendu n'intervient — la loi sur le contrôle ouvrier sera votée.

L'exemple des pays où le contrôle est déjà légi-féré se fera certainement sentir à cet égard. Il contribuera puissamment à faire persévérer l'Italie dans la même voie, où d'ailleurs elle s'est déjà engagée avec le décret du 2 février 1920 relatif à la reconstitution du Conseil d'administration des chemins de fer de l'Etat¹, qui prévoit la participation des représentants des cheminots élus selon le principe proportionnel.

Dans le même esprit, on envisage la réforme complète du Conseil Supérieur du Travail qui se verra prochainement transformé en un véritable Parlement technique du Travail².

¹ *Regio decreto-legge 2 febbraio 1920, n° 130, concernente la ricostituzione del Consiglio di amministrazione delle Ferrovie dello Stato (Bollettino del Lavoro, vol. XXXIII, p. II, 131).*

² Projet de loi de M. Labriola, ministre du Travail, déposé à la Chambre le 10 novembre 1920.

Voir à ce sujet : MEUCIO RUINI, *Il Consiglio nazionale del Lavoro*, Zanichelli, Bologna, 1920. — CARRINI A., *La riforma del Consiglio superiore del Lavoro*, *Rassegna della Previdenza sociale*, n° 1, 1921.

Mais, si le projet de contrôle paraît devoir être voté par le Parlement, il n'en est pas moins probable qu'il subira, auparavant, certaines modifications. Lesquelles ? Les prochains débats en décideront ; l'on peut toutefois prévoir, que ces modifications porteront, particulièrement, sur la composition et l'élection des commissions de contrôle et la représentation des industriels, sur l'étendue de leurs attributions, sur l'admission ou l'exclusion des petites entreprises, etc.

A tous ces points de vue, l'exemple de la loi norvégienne du 23 juillet 1920, devrait — croyons-nous — être suivi, et notamment les dispositions relatives à l'institution du contrôle *aux seules entreprises dont le quart des travailleurs l'auront demandé*.

Le Parlement italien devrait également prendre en considération les conclusions de la Commission Whitley, en Angleterre, et s'inspirer de la réglementation minutieuse de la loi allemande.

Le projet de loi du 8 février 1921 pêche, à cet égard, par une absence de précision à laquelle il est nécessaire de remédier. En matière de contrôle, surtout, l'imprécision et l'insuffisance peuvent engendrer de graves difficultés, que le législateur doit éviter dès le début.

C'est sous l'action des contingences indiquées et

— Bureau international du Travail de Genève, *La réforme du Conseil Supérieur du Travail en Italie* (Etudes et documents, série B, n° 9, du 14 avril 1921).

après certaines modifications, que la loi sur le contrôle ouvrier sera — pensons-nous — adoptée en Italie. Le nombre des Etats qui sont entrés dans cette nouvelle voie en sera ainsi accru ; la réforme qui changera l'aspect de la vie industrielle paraît devoir se généraliser.

Que doit-on penser de cette orientation législative récente concernant le monde du travail et le régime de la production ?

La question ne comporte pas de réponse catégorique. On ne peut ni accepter, ni rejeter *à priori*, le principe du contrôle ouvrier. La diversité des problèmes qu'il soulève, ses avantages et ses inconvénients, les craintes ou les espoirs qu'il fait naître, la possibilité de l'établir sans compromettre le développement de la production, tous ces éléments sont trop complexes pour qu'il soit possible d'y répondre par *oui* ou par *non*.

Nous pensons donc, que l'institution du contrôle ouvrier sur l'industrie d'un pays est, avant tout, une question d'opportunité.

Les conditions spéciales du pays où le problème se pose doivent déterminer l'initiative du législateur. Car, il s'agit bien d'initiative, et non pas de mesures prises sous la pression d'une nécessité immédiate et inexorable. C'est précisément comme moyen préventif, qu'il faut envisager une loi sur le contrôle ouvrier.

En cette matière, comme en toutes celles de caractère social, le mérite du législateur consiste à prévoir

ce qui demain deviendra inévitable. Ce n'est qu'ainsi que peuvent être conjurés les crises et les désordres, et de cette manière, seulement, les réformes seront adaptées aux besoins, parce que conçues avec le calme et la liberté indispensables à toute œuvre juste et durable.

Le monde traverse une période d'intenses transformations sociales, les masses ouvrières ont pris, pendant la guerre, conscience de leur rôle et de leur pouvoir et tendent énergiquement vers une meilleure organisation du régime, dont leur travail constitue un des principaux éléments. Cette tendance qui devrait suivre une marche évolutive normale prend, aujourd'hui, en raison du malaise économique que subissent tous les pays, un caractère de vive agitation. A cela, vient s'ajouter encore la crise morale provoquée par la guerre, qui permet aux passions et aux rivalités de se donner libre cours.

C'est parmi ces difficultés que le procès de l'évolution nécessaire doit s'accomplir. Ne nous étonnons donc pas si les heurts et les conflits qu'elle fait naître prennent, à l'heure actuelle, un caractère si grave.

Mais ce n'est pas cela qui peut arrêter le législateur dans l'œuvre de réformes continuelles qu'il lui faut poursuivre ; une plus grande prudence lui est seulement imposée.

Dans une matière comme celle dont nous nous occupons, sa tâche est certainement fort délicate, son devoir n'en est pas moins impérieux. Sous peine de se voir dépasser par les événements qui, eux,

suivent implacablement leur chemin, l'homme d'Etat ne doit pas hésiter à prendre les initiatives propres à prévenir les conflits éventuels.

C'est pour éviter pareil danger social — particulièrement grave en matière de travail — que certains gouvernements ont cru devoir légiférer le contrôle ouvrier.

Peut-on les en blâmer? Nous ne le pensons pas. La Norvège, ce pays laborieux et pondéré, institue le contrôle sur son industrie; les conclusions de la Commission Whitley en Angleterre recommandent la généralisation des comités ouvriers, et le gouvernement anglais a légiféré le système dans l'industrie minière; un pays nouveau et travailleur comme la Tchéco-Slovaquie n'a pas hésité à s'engager dans cette nouvelle voie, où l'ont précédé l'Autriche et l'Allemagne; enfin, le contrôle ouvrier fonctionne facultativement avec d'excellents résultats ¹ au Canada et même aux Etats-Unis, il touche à sa réalisation en Italie, et se pose en France tout au moins en théorie. Lorsqu'on voit tous ces précédents dans leur ensemble, on ne peut vraiment pas nier que l'organisation générale de la production s'oriente vers une forme nouvelle ².

¹ Voir *supra*, p. 144.

² Voici en quels termes s'exprime le grand organe de la presse technique américaine le *Engineering News Record* du 7 février 1918 : « ... Pratiquement, que sortira-t-il de la crise actuelle? Des prédictions précises sont dangereuses. Ce qui est certain, c'est que : 1^o le travail demandera et recevra une plus large part des profits de

Cette voie, ainsi ouverte, où s'engage le monde du travail, ne peut être le simple effet d'une agitation révolutionnaire et momentanée.

C'est l'évolution même des conceptions sociales et du régime de la production, qui appelle à la direction des entreprises tous les facteurs qui concourent à leur développement.

On ne saurait aller à l'encontre de ce mouvement; il appartient au législateur, toutefois, de le guider, afin d'amortir les chocs et les difficultés qu'il peut engendrer.

Le contrôle ouvrier en est un moyen; le moment et la forme de son application est — comme nous l'avons fait remarquer — une question d'opportunité et de tact politique.

Par conséquent, pas de principe général. La question se pose et revêt un caractère particulier dans chaque pays, lorsque des éléments d'appréciation suffisants en indique l'opportunité. Quels sont ces éléments? C'est l'habileté, l'expérience, l'esprit de

l'industrie et 2° qu'il demandera le droit de parler pour déterminer dans chaque industrie les conditions du travail. »

« Est-ce là une panacée ? Toutes les difficultés seront-elles réglées ainsi ? »

« Non. Il n'y a pas unité absolue d'intérêt, il ne peut y avoir de paix permanente. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est un compromis qui réponde au besoin du jour. Quand les conditions changeront, il faudra un nouveau compromis, remplacé par un autre, un autre encore, toujours un autre. Mais le présent compromis sera le plus grand pour bien longtemps, car il établira le droit du travail à participer à la direction de l'industrie... » (Cité par FAGNOT F., *La part du travail* ..., p. 33).

prévision de l'homme d'Etat qui les déterminent ; c'est lui qui se rend compte si la classe ouvrière du pays dont il dirige les destinées est arrivée à cet état de maturité et de conscience qui lui permette de s'élever à une tâche d'une telle importance et d'une si grande difficulté ; c'est lui qui doit se rendre compte des véritables aspirations de cette classe ; c'est lui qui doit savoir distinguer entre les menées coupables de certains dirigeants démagogiques et le sincère désir des masses ; c'est l'homme d'Etat qui doit apprécier si les conditions sociales et économiques du pays et celles de son industrie permettent ou non l'accomplissement d'une réforme d'une aussi grande envergure.

Ce n'est donc qu'à la suite d'un pareil examen, le jour où il sera devenu nécessaire au développement pacifique de la production, que la consécration légale du contrôle ouvrier pourra être envisagée dans un pays.

Alors, une fois le principe admis, il s'agit de savoir quelle sera la forme de sa mise en œuvre. Là encore, les conditions spéciales de chaque pays forment l'élément déterminant ; il y a, néanmoins, certaines considérations générales qui, à notre sens, devraient recevoir satisfaction. Il convient ainsi — selon nous — *d'éviter absolument de donner aux organes de contrôle le moindre caractère politique* et de leur confier des fonctions dépassant le cadre technique du travail et de la production ; il est également nécessaire *de faire représenter aux Comités de contrôle, tous les tra-*

vailleurs, sans distinction d'ordre syndical; enfin, la représentation des employés et des techniciens devra être largement assurée et celle de l'élément patronal, équitablement respectée.

L'intérêt des industriels doit être ménagé au même titre que celui de tous les intéressés; leur rôle, si important, continuera à être de toute première utilité. La réforme qu'il s'agit de réaliser n'est pas faite contre eux, mais doit l'être avec eux.

Mais il y a une autre considération qu'il ne faut pas perdre de vue, bien qu'elle ait été trop souvent négligée : c'est la *participation des consommateurs* au règlement d'une question qui les intéresse au plus haut degré.

S'il faut, comme il n'est pas contestable, tenir compte de tous les intérêts en présence dans l'organisation de la production générale, on ne voit pas comment serait ignorée une catégorie aussi importante que celle des consommateurs. Leur représentation — Chambres de commerce, coopératives de consommation, etc., — doit être assurée dans tous les organes généraux de contrôle qui s'occupent de l'ensemble du régime industriel.

Les pays où le contrôle n'est pas encore adopté devront l'organiser, le cas échéant, dans cet esprit; les Etats qui ont déjà consacré législativement le contrôle doivent — pensons-nous — le modifier dans ce sens, s'ils veulent véritablement établir leur régime de production sur des bases qui fournissent, seules, des garanties d'équité et de stabilité.

Ainsi donc, prudence et opportunité quant à l'adoption du contrôle, adaptation aux conditions spéciales de chaque pays, limitations, garanties et représentation équitable de tous les intéressés, quant à son application, voilà les éléments qui doivent être respectés lorsqu'il s'agit de légiférer une réforme aussi importante.

C'est dans ces conditions, seulement, que le contrôle ouvrier est possible, ce n'est qu'ainsi qu'il peut être désirable.

Conçu dans cet esprit, avec la volonté de permettre à la classe ouvrière de remplir tout le rôle social qui lui est réservé, et avec le souci de ménager les intérêts des industriels dont la part est si grande dans le développement actuel de la production, le contrôle ouvrier peut constituer une œuvre utile et durable.

Son application soulèvera certes, au début, maintes difficultés, une gêne momentanée en résultera pour la production ; devant cet amoindrissement de sa puissance, la résistance de la classe patronale s'explique ; une fois encore, les rivalités politiques trouveront un terrain favorable pour dénaturer une question qui doit rester d'ordre purement économique.

C'est la pierre d'achoppement de toute réforme sociale.

Ce qu'il faut envisager, par dessus tout, c'est l'intérêt général, que seuls la paix intérieure et le développement normal de la production peuvent garantir.

Cette paix et ce progrès prennent leur source dans la justice, l'intérêt et la responsabilité. La masse des travailleurs les réclame ; ils doivent lui être assurés.

VU :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

VU :

Le Président,
A. SOUCHON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPELL.

ADDENDA

Belgique. — Le Congrès du parti socialiste belge, tenu à Bruxelles le 4 décembre 1921 ¹, a voté à l'unanimité un ordre du jour dont voici le passage concernant le contrôle ouvrier : « Le Congrès considérant qu'il importe ... de donner à la classe ouvrière un droit de contrôle sur les entreprises, correspondant à sa qualité de facteur dans la production, de préparer la rentrée dans le domaine collectif des grands moyens de production,... » ²

¹ *Le Temps* du 5 décembre 1921.

² Des délégations ouvrières permanentes fonctionnent d'ailleurs en Belgique dans chaque charbonnage, ainsi que des Comités locaux de conciliation et des Conseils régionaux mixtes, dans les différents bassins houillers. Ces organismes ont été créés, au début de 1920, par la Commission nationale mixte des mines (Pour tous détails voir *Annales des mines belges*, année 1919 : t. XX, l. 3, p. 1998 ; l. 4, p. 1653, et année 1920, t. XXI, l. 2, p. 829).

Des Conseils du personnel sont également institués par décision ministérielle (18 avril 1921) dans les chemins de fer de l'Etat belge.

BIBLIOGRAPHIE

I

DOCUMENTS

A. — *DISEGNO DI LEGGE : CONTROLLO SULLE INDUSTRIE DA PARTE DEI LAVORATORI CHE VISONO ADDETTI*, Atti Parlamentari, Camera dei Deputati, Legislatura XXV, Sessione 1919-21, Documenti, n° 1260.

B. — *ATTI DELL' UNIONE DELLE CAMERE DI COMMERCIO E INDUSTRIA ITALIANE*.

— *La vertenza metallurgica ed il controllo nelle industrie*, Comunicazioni della Presidenza sui lavori del Consiglio direttivo..., XXX Assemblea generale ordinaria, Trieste, 15-16 décembre 1920.

— *Il controllo sulle industrie*, Relazione della Presidenza, XXXI, Assemblea generale straordinaria, Roma, 11 marzo 1921.

C. — *PUBLICATIONS DE LA CONFEDERAZIONE GENERALE DELL' INDUSTRIA ITALIANA*.

— *I Consigli di Fabbrica e di Azienda all' Estero*, Milano, 30 ottobre 1920.

— *L'occupazione delle fabbriche del settembre 1920 e le sue ripercussioni nei nostri rapporti economici con l'Estero*, Roma, 1921.

— *Il controllo delle Industrie*, Relazione della Rappresentanza Industriale nella Commissione Paritetica istituita in base al Decreto ministeriale 19 settembre 1920, Roma 1921.

— *Controllo sulle Aziende e Consigli di Fabbrica all' Estero*, Roma, 1921.

D. — *PUBLICATIONS DE LA CONFEDERAZIONE GENERALE DEL LAVORO.*

— *La Confederazione Generale del Lavoro nel sessennio 1914-1920*, Rapporto del Consiglio direttivo del X Congresso Nazionale della Resistenza V della C. G. del L. Livorno, 1921.

— *Relazione sui Consigli di fabbrica*, V° Congresso della Confederazione Generale del Lavoro, Livorno, 1921.

E. — *ANNUARIO STATISTICO ITALIANO*, Anni 1917-18, Ufficio Centrale di Statistica, Roma, 1919.

F. — *MÉMOIRES ET DOCUMENTS DE LA SOC. D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES* (Paris).

— *Le projet du gouvernement italien pour le contrôle syndical de l'industrie.*

— *Correspondance de l'étranger : Italie* (janvier 1921).

G. — *PUBLICATION DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL DE GENÈVE* (Harrison and Sons, Londres ; G. Crès, Paris).

a) *Etudes et documents.*

— *Le conflit de la Métallurgie en Italie*, le contrôle syndical de l'industrie (Série A, nos 2 et 11, 27 décembre 1920).

— *Les tendances de la législation du travail en Europe depuis la guerre* (Série A, n° 16, 11 février 1921).

— *La réforme du Conseil supérieur du Travail en Italie*. Vers un Parlement technique du Travail (Série B, n° 9, 14 avril 1921).

b) *Série législative* (Textes : lois, ordonnances).

— *Allemagne*, 1920, All. 1-2.

— *Autriche*, 1919, Aus. 9-10.

— *Grande-Bretagne*, 1920, G. B. 4.

— *Italie*, 1920, It. 4-5.

— *Norvège*, 1920, Nor. 1.

c) *Les conditions du Travail dans la Russie des Soviets*, questionnaire méthodique et bibliographie préparés pour une mission d'enquête en Russie (Berger-Levrault, Paris, 1920).

II

OUVRAGES

- BACHI (R.). — *L'Italia economica nel 1919*, Soc. édit. D. Alighieri, Roma, 1920.
- BRUNET (R.). — *La Constitution allemande du 11 août*, Payot, Paris, 1921.
- CESTRE (C.). — *Production industrielle et justice sociale en Amérique*, Paris 1921.
- CIANETTI (E.). — *Il tramonto del Salarinato*, « Il Solco », Citta di Castello, 1921.
- DELONGLE (Ch.). — *Vers des temps nouveaux*, Perrin, Paris, 1921.
- FAGNOT (F.). — *La part du Travail dans la gestion des entreprises*, Alcan, Paris, 1919.
- GUARNIERI (M.). — *I Consigli di fabbrica*, « Il Solco », Citta di Castello, 1921.
- HAUTECŒUR (L.). — *L'agitation des ouvriers métallurgistes en Italie*, Soc. d'études économiques, Paris, 1920.
- MARCHETTI (E.). — *I rapporti fra capitale e lavoro nella ricostruzione della vita economica nazionale*, dans la Biblioteca di scienze economiche, ed. Treves, Milano, 1920.
- TOGLIATTI, ARSKY, etc. — *Il Controllo operaio*, dans la bibliothèque des Problemi della Rivoluzione, Soc. Avanti, Milano, 1921.
- VALENTE (G.). — *Il regime associativo delle aziende*, Buffetti, Roma, 1921.

III

ARTICLES DE REVUES

- ING. LANINO (P.). — *Del disegno di legge Giolitti-Labriola, sul controllo operaio sulle fabbriche.*
— *La natura e la finalità politica del controllo sulle fabbriche*, dans la *Vita Italiana*, des 15 février et 15 mars 1921, Rome.
- ITALICUS SENATOR. — *Il controllo sulle industrie*, dans la *Rassegna Italiana*, du 28 février 1921, Rome.

- BOGGIANO PICO (A.). — *Il controllo operaio nelle fabbriche; -un precedente legislativo*, dans la *Nuovo Antologia*, du 16 février 1921, Rome.
- DAMIANI (E.). — *Il programma sociale d'un Ministro socialista austriaco (Otto Bauer)*, dans la *Rassegna Nazionale*, du 1^{er} février 1921, Rome.
- MAJORANA (G.). — *Il controllo*, dans le *Giornale degli economisti*, Anno XXXI, vol. LX, n° 11, Rome.
- G. A. D. — *Les événements récents en Italie*, dans la *Revue économique internationale*, novembre 1920, Bruxelles.

IV

PÉRIODIQUES ¹

- Revue internationale du Travail*, Genève.
- Critica Sociale*, Milan.
- L'Organizzazione Industriale*, bollettino sindacale della Confederazione gen. dell' Industria, Rome.
- Idea Nazionale*, Rome.
- Corriere della Sera*, Milan.
- Voce Repubblicana*, Rome.
- Avanti*, Milan.
- Battaglie Sindacali*, Milan.
- Ordine Nuovo*, Turin.

¹ Nous indiquons quelques périodiques qui se sont particulièrement occupés de la question du contrôle, notamment pendant l'année 1920.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE.	1
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Le mouvement ouvrier en Italie après la guerre et le projet de loi sur le contrôle des industries

CHAPITRE PREMIER. — LE CONFLIT DANS L'INDUSTRIE

MÉTALLURGIQUE.	11
SECTION I. — Origines du conflit	11
SECTION II. — Organisation des forces syndicales et poli- tiques	14
SECTION III. — Le conflit	17
§ 1. — L'occupation des établissements.	22
§ 2. — L'attitude des organisations adverses	27

CHAPITRE II. — LA SOLUTION DU CONFLIT MÉTALLUR- GIQUE ET LE CONTRÔLE OUVRIER

SECTION I. — L'intervention du gouvernement	31
§ 1. — L'accord de Rome. Le décret instituant la Commission paritaire	34
§ 2. — La fin du conflit. L'évacuation des usines.	35
SECTION II. — La Commission paritaire. Les différents projets du contrôle	38
§ 1. — Le projet de la C. G. T.	39
§ 2. — Les propositions de la C. G. I.	42
SECTION III. — Le projet de loi sur le contrôle des industries	46

DEUXIÈME PARTIE

Le contrôle et l'opinion italienne

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — L'IDÉE DU CONTRÔLE OUVRIER	
SON ÉVOLUTION, SA NATURE, SON BUT.	57
SECTION I. — Le point de vue ouvrier.	57
SECTION II. — Le point de vue patronal	65
SECTION III. — Le point de vue du gouvernement . . .	71
CHAPITRE II. — CRITIQUE ET APPRÉCIATION DU PROJET	
DE LOI SUR LE CONTRÔLE OUVRIER	78
SECTION I. — Considérations syndicales et socialistes.	78
§ 1. — Discussions au Conseil Supérieur du Tra-	
vail.	81
SECTION II. — L'attitude des Chambres de Commerce.	87
SECTION III. — Le projet de loi sur le contrôle devant	
l'Opinion	93
CONCLUSION.	100

TROISIÈME PARTIE

La question du contrôle ouvrier dans les autres pays

CHAPITRE PREMIER. — APERÇU DE LA LÉGISLATION	
D'AUTRES PAYS EN MATIÈRE DE CONTRÔLE.	111
SECTION I. — Autriche	111
SECTION II. — Allemagne	116
SECTION III. — Tchéco-Slovaquie	126
SECTION IV. — Norvège	129
SECTION V. — Grand-Duché de Luxembourg . . .	132
SECTION VI. — Grande-Bretagne	133
CHAPITRE II — PAYS OU LE CONTRÔLE EST FACULTATIF	
ET PAYS OU LA QUESTION NE SE POSE ENCORE QUE	
THÉORIQUEMENT	142

	Pages
SECTION I. — Canada	142
SECTION II. — États-Unis	145
SECTION III — Pays-Bas	146
SECTION IV. — France	147
 CHAPITRE III. — LA RUSSIE DES SOVIETS	 151
 CONCLUSION GÉNÉRALE	 157
 ADDENDA	 169
 BIBLIOGRAPHIE	 171

